

PAIX, DÉVELOPPEMENT, COOPÉRATION
Les chantiers gagnants du Président Bouteflika

P.4-5

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION



27° : ALGER
26° : TAMANRASSET p.2

Samedi 22 Novembre 2014 - 29 Muharam 1436 - N° 788 - Troisième année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€ www.dknews-dz.com

DIALOGUE INTERMAGNIEN

L'UA a enregistré des avancées
«significatives»

Les mouvements du
nord-Mali déterminés
à parvenir à la paix

P.16 à 18



FIN DES TRAVAUX DU 2^E SOMMET AFRIQUE-TURQUIE À MALABO (GUINÉE ÉQUATORIALE)

M. Sellal souligne l'importance du partenariat gagnant-gagnant



Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a souligné vendredi à Malabo l'importance du partenariat gagnant-gagnant pour le développement de l'Afrique, d'où l'intérêt accordé par le continent à la tenue du premier Sommet Afrique-Turquie pour le lancement, en 2008, d'un partenariat entre les deux parties. S'exprimant devant les chefs d'Etat et de gouvernement réunis dans

le cadre du deuxième Sommet Afrique-Turquie, M. Sellal a rappelé que l'Afrique s'est attelée à la promotion et à la mise en place de nouvelles formes de coopération ainsi que des partenariats dynamiques basés sur le respect mutuel, l'équilibre des intérêts, l'avantage réciproque et la complémentarité. Le Premier ministre a, dans ce contexte, exprimé sa satisfaction quant à la te-

nue du deuxième Sommet Afrique-Turquie qui permet de continuer à aller de l'avant et affirmé que les efforts qui ont été menés de part et d'autre ont débouché sur des avancées appréciables, citant notamment l'évolution des échanges commerciaux et la progression des investissements, de l'aide publique au développement et de la coopération technique.

Pages 4-5

MDN SÉCURISATION DES FRONTIÈRES ET LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE ET LE CRIME ORGANISÉ

42 contrebandiers arrêtés,
des psychotropes et du carburant saisis

Page 28

Ouverture par la
Gendarmerie nationale
de plusieurs enquêtes
pour divers délits

Page 10

SANTÉ

PRÉMATURÉS
3 000 bébés
meurent chaque
jour dans le monde

Pages 14-15

UNIVERSITÉ
FERHAT ABBAS
Journée
d'information :
«Comment
accompagner
l'étudiant jusqu'à
la création de son
entreprise»

Page 8

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS (11^E JOURNÉE)

MCA-USMA

Un «show»
derby

Page 26

ALGER

25 ans
de prison
pour un
double
assassinat

Page 10

Météo



Régions Nord : 27° à Alger

Temps partiellement voilé avec localement tendance orageuse vers les Hauts-Plateaux de l'Ouest. Les vents seront faibles à modérés. La mer sera belle à peu agitée.

Régions Sud : 26° à Tamanrasset

Temps voilé à nuageux sur le Sud-Ouest et la Saoura avec activité pluvio-orageuse localement. Ailleurs, temps partiellement voilé. Les vents seront modérés à parfois assez forts sur le Sud-Ouest et la Saoura.

Max Min

Alger	27°	16°
Oran	27°	20°
Annaba	23°	17°
Béjaïa	24°	19°
Tamanrasset	26°	10°

Horaires des prières

Samedi 29 Moharram 1436

Fajr	05:44
Dohr	12:33
Asr	15:23
Maghreb	17:50
Isha	19:11



CE MATIN À L'HÔTEL HILTON

Salon sur l'hygiène en milieu de soins et dans les lieux publics



Le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, présidera ce matin à 10h30 à l'hôtel Hilton, l'inauguration du salon sur «L'hygiène en milieu de soins et la propreté dans les lieux publics».

CE MATIN AU SIÈGE DE L'ANR

Conférence nationale des chefs de bureau de wilaya

Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), le Dr Belkacem Sahli, présidera ce matin à 11h, au siège national du parti, la Conférence nationale des chefs de bureau de wilaya du parti.



CE MATIN AU FORUM DE DK NEWS

Conférence sur «Le rôle des antioxydants dans la prévention des maladies»

Le Forum de DK News reçoit ce matin à 10h30, des spécialistes en médecine pluridisciplinaire. Les praticiens invités sont le président de la Société algérienne de nutrition et de médecine orthomoléculaire (Sanmo), le Dr Ilyes Baghli et le Dr Heïdi de Vienne (Autriche). Les spécialistes aborderont le rôle des aliments riches en antioxydants dans la prévention contre les maladies et les bienfaits des compléments alimen-



taires dans la digestion et le renforcement du système immunitaire. La rencontre aura lieu au centre de presse de notre publication, 3, rue du Djurdjura, Ben Aknoun, Alger.

SPORTS

Tahmi à Ouargla

Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection des projets relevant de son secteur dans la wilaya de Ouargla.



CE MATIN À BATNA

Conférence régionale des élus FLN



Le Parti du Front de libération national (FLN), tiendra une conférence régionale des élus de l'Est et du Sud-Est du parti, ce matin à partir de 9h à la salle omnisports de Batna.

LUNDI 24 AU CERIST

Journée de formation sur la base de données «Taylor & Francis»

L'université M'hamed Bougara, en collaboration avec le Centre de recherche et d'information scientifique et technique (Cerist), organise lundi 24 novembre à la bibliothèque de l'université, une journée de formation sur la base de données «Taylor & Francis» du système Sndi.

Dans le même contexte, l'Umbb a organisé les 06 et 09 octobre dernier, des journées de formation sur la base de données du système Sndi.



AUJOURD'HUI À LA SALLE IBN KHALDOUN

Projection du film Zabana

La Salle Ibn Khaldoun abritera cet après-midi à partir de 15h une projection du film *Zabana* de Saïd Ould Khelifa. L'accès aux projections est gratuit dans la limite des places disponibles.



CE MATIN À 11H

Mohamed Lakhdar-Hamina invité du Forum de Liberté

Le Forum du quotidien *Liberté*, reçoit ce matin à partir de 11h, au siège du journal sis à El Achour, le grand cinéaste Mohamed Lakhdar-Hamina, dans le cadre d'une conférence-débat qui portera sur son dernier film «*Crépuscule des ombres*».



DEMAIN AU FORUM D'ECHAÂB

Conférence sur : «La décolonisation du Sahara occidental»



Le Forum du quotidien *Echaâb*, en collaboration avec la Commission nationale algérienne de solidarité avec le peuple sahraoui, organise demain à 11h au siège du journal sis au 39, boulevard des Martyrs, Alger, une conférence-débat qui portera sur «La décolonisation du Sahara occidental». La rencontre sera animée par le docteur Ismail Debbech, professeur à la faculté des sciences politiques et des relations internationales à l'université d'Alger 3 en présence de personnalités algériennes et sahraouies.

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE

Campagne de lutte contre la violence faite aux femmes



Une campagne de sensibilisation pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes a été initiée par le ministère de la Santé en collaboration avec des associations et institutions nationales et internationales, pour une période de 16 jours, à l'initiative de l'association pour l'information sur les drogues et le sida, AIDS Algérie. La campagne qui se poursuivra jusqu'au 30 novembre et cible les wilayas d'Alger, d'Oran, de Saida et de Tamanrasset a pour objectif «de sensibiliser les femmes sur les questions de vulnérabilité au VIH/Sida dans les situations de violence qu'elle soit verbale, physique, émotionnelle, sexuelle ou économique».

DEMAIN À L'UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS

Conférence sur «Les résultats de la mission Curiosity sur la planète Mars»

La Faculté des sciences de l'université M'hamed Bougara de Boumerdès organise demain dimanche à partir de 13h30 à la bibliothèque de l'université, une conférence intitulée «Résultats de la mission Curiosity sur la planète Mars». La rencontre sera animée par le Dr Noureddine Melikechi, scientifique physicien de renom à Delaware State University (DSU), où il occupe le poste de vice-président à la recherche et doyen de la faculté de mathématiques, sciences naturelles et technologie.

DEMAIN AU CYBER-PARC

Conférence sur l'innovation et l'entrepreneuriat

Dans le cadre de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT), organise demain matin à partir de 9h30 à l'incubateur du Cyber Parc de Sidi Abdellah, Rahmania, Zeralda, Alger, une conférence qui sera animée par le Dr R. Hartani, sur l'innovation et l'entrepreneuriat.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS, AMAR GHOU :

«Nouveau décret portant organisation de la circulation des camions de transport de marchandises»



Le ministre des Transports, Amar Ghoul a annoncé jeudi à Alger, l'entrée en vigueur début 2015 d'un nouveau décret portant organisation de la circulation des camions de transport de marchandises à travers des mesures plus coercitives à l'encontre des conducteurs contrevenants.

A une question d'un membre du Conseil de la nation sur l'état de dégradation des routes et les accidents de la route impliquant ce type de véhicules, le ministre a répondu que son département était en passe de réviser la loi en vigueur et de préparer un nouveau décret

à soumettre prochainement au Gouvernement pour adoption, en vue de son application à partir de 2015.

Le nouveau décret prévoit «plusieurs mesures coercitives et d'importantes amendes» à l'encontre des conducteurs contrevenants ne respectant pas la charge légale maximale autorisée. La loi actuellement en vigueur comprend d'autres mesures coercitives dont le retrait de permis de conduire pour une période allant jusqu'à 6 mois et la mise en fourrière du véhicule en cas de non-respect du poids légal autorisé.

Il a évoqué le projet de réalisation de stations de pesée au niveau des usines, des carrières et des grandes stations de chargement des marchandises, pour le contrôle de la charge des camions, avant de leur permettre de quitter les lieux et de circuler sur la voie publique. Le ministère propose de doter les éléments de la gendarmerie et de la police, d'équipements modernes, en vue de faciliter l'opération de contrôle du poids des camions en circulation, a affirmé M. Ghoul.

Par ailleurs, M. Ghoul a exclu actuellement toute ouverture de l'espace aérien aux privés, soulignant que la priorité, en cas d'ouverture du secteur des transports aérien et maritime, sera accordée au

secteur privé national et aux investisseurs algériens. L'ouverture est «impérative» mais elle ne doit pas survenir avant la définition d'un cahier des charges et de mesures et textes réglementaires y afférents, outre la mise à niveau des deux compagnies nationales Air Algérie et Tassili Airlines, pour la création d'une complémentarité entre les secteurs public et privé, a-t-il dit. Concernant le projet d'un train à grande vitesse (TGV), nécessitant des rails à même de supporter une vitesse de 350 km/heure, alors que la capacité actuelle de résistance des rails est de 220km/h, le ministre a indiqué que son département avait lancé une étude de faisabilité pour déterminer les couloirs, les coûts et les entraves liées à la réalisation de cet important projet.

Au sujet de l'aide accordée par l'état à Air Algérie et à l'Entreprise nationale de transport ferroviaire (Sntf), M. Ghoul a dit qu'elle était «indispensable». Il a annoncé, en marge de la séance plénière consacrée aux questions orales, la formation d'une commission mixte entre les ministères des transports et des moudjahidine, en vue de régler le problème des licences des taxis non exploitées, estimées à 40% des 94 000 licences octroyées au niveau national

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS Nécessité d'appuyer la formation par l'apprentissage pour l'essor des entreprises



Le ministre de la Formation et de l'enseignement professionnels, Nouredine Bedoui, a souligné jeudi à Alger la nécessité d'appuyer la formation par l'apprentissage pour assurer l'essor et la rentabilité des entreprises économiques. Intervenant lors d'une conférence sur le rôle de la formation des chefs d'entreprises dans l'essor des entreprises algériennes, M. Bedoui a précisé que le gouvernement avait décidé de faire de 2015 l'année de l'appui à la formation continue au profit des travailleurs des différentes entreprises afin d'améliorer leur rendement et d'assurer leur essor et leur rentabilité.

Le ministre a insisté sur le perfectionnement des travailleurs, notamment les jeunes, en adéquation avec les développements technologiques actuels. Il a, à cet égard, rappelé «les programmes d'appui aux entreprises mis en œuvre par son département», soulignant l'importance de «la prise en charge de la formation des responsables de la formation dans les entreprises et de la formation de conseillers en formation continue».

Il s'agit de former des conseillers en formation continue afin qu'ils puissent contribuer à la promotion de la formation continue aux niveaux national et local et conseiller les entreprises en matière de formation continue de leurs ressources humaines, a-t-il précisé. Pour le ministre, cette rencontre est l'occasion de sensibiliser les chefs d'entreprises au renforcement de la politique du secteur de la formation et de ses stratégies en vue d'intégrer les entreprises dans le système national de formation. M. Bedoui a également insisté sur la nécessité d'investir dans la ressource humaine qui constitue, a-t-il dit, «le véritable capital à l'ère du numérique et du développement des technologies». Il a, dans ce contexte, rappelé «les importants moyens consacrés par le gouvernement aux secteurs de l'éducation et de la formation en faveur des jeunes, des travailleurs et des entreprises».

Il a notamment cité le pacte conclu le 15 septembre 2014 pour la mise en œuvre du plan quinquennal de formation nationale qui englobe l'ensemble des plans quinquennaux sectoriels visant à améliorer les aptitudes professionnelles et à renforcer les compétences des travailleurs.

APS

LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, MOHAMED MEBARKI À PARTIR DE TLEMCEN :

«L'Université a réalisé un grand bond scientifique et infrastructurel depuis sa création il y a 40 ans»

L'Université de Tlemcen a réalisé un grand bond scientifique et infrastructurel depuis sa création il y a de cela 40 ans, a affirmé, jeudi à Tlemcen, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Mebarki.

Lors de la cérémonie de clôture des festivités célébrant le 40^e anniversaire de la création de cet établissement de l'enseignement supérieur, le ministre a rappelé les efforts énormes consentis dans le domaine des réalisations scientifiques et infrastructurelles ayant permis à l'Université de Tlemcen de se hisser au rang des grandes universités. D'un centre universitaire accueillant jadis quelques centaines d'étudiants et encadré par quelques dizaines d'enseignants, l'université de Tlemcen compte actuellement plus de 40 000 étudiants inscrits et plus de 1 600 enseignants. L'université Abou Bakr Belkaid a enregistré une importante extension et s'est dotée d'équipements divers et de laboratoires de recherche en plus de résidences universitaires qui accueillent près de 22 000 étudiants, a-t-il indiqué. «L'Etat algérien a fait de grands efforts depuis l'indépendance à ce jour pour combler le manque d'infrastructures universitaires dans le pays», a souligné M. Mebarki, ajoutant que l'Algérie dispose aujourd'hui de 96 universités et centres universitaires répartis à travers l'ensemble du pays. «Notre souci aujourd'hui est d'arriver à un enseignement de qualité pour parachever les réformes engagées dans l'enseignement supérieur et permettre à l'université algérienne de former des compétences qui contribueront à leur tour au développement économique national», a-t-il dit. Le ministre a également affirmé



que le secteur de l'enseignement supérieur œuvre à développer la recherche scientifique en réalisant des dizaines de centres de recherches à travers le pays dans différents domaines scientifiques et technologiques. «Ces efforts ont permis à nos universités de faire un bond qualitatif qui leur a permis d'améliorer leur classement. De la 3^e 500^e place mondiale, l'université de Tlemcen est passée en un an à la position 2 500^e selon le classement Webometric et à la 3^e place au niveau maghrébin. Cette amélioration est aussi valable pour toutes les universités algériennes», a déclaré le ministre, indiquant que

l'Algérie occupe sur ce plan la 3^e place africaine après l'Afrique du sud et l'Egypte et la 3^e place arabe après l'Arabie Saoudite et l'Egypte. D'anciens enseignants, des retraités, des enseignants promus au grade de professeur, des fonctionnaires et des chercheurs de l'université de Tlemcen primés à l'échelle internationale ont été honorés lors de la cérémonie de clôture des festivités, présidée par le ministre, en présence des autorités de la wilaya de Tlemcen. M. Mebarki a, dans la matinée, visité le nouveau pôle universitaire de haï (quartier) Imama où il a posé la première pierre de plusieurs infrastructures scientifiques telles que le centre de recherche en sciences et génie des matériaux, le centre de transfert technologique, le plateau technique d'analyses physico-chimiques, une bibliothèque centrale et le siège du rectorat. Le ministre a également inspecté les projets de réalisation de 1 000 places pédagogiques pour les sciences humaines et sociales au nouveau pôle de Bouhanak (Mansourah), d'une résidence universitaire de 2 000 lits, de 120 logements et d'un département de pharmacie industrielle.

ASSURANCES SOCIALES

Le projet de loi pour mentionner les catégories d'assurés en fonction ou en formation à l'étranger

Le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales, qui sera présenté dimanche à l'Assemblée Populaire Nationale (APN), vise à mentionner les catégories d'assurés sociaux en fonction ou en formation à l'étranger. Ce projet de texte vise à actualiser les dispositions de l'article 84 de la loi relative aux assurances sociales, en vue de mentionner toutes les catégories d'assurés sociaux en fonction ou en formation à l'étranger bénéficiaires des prestations de la Caisse nationale des assurances so-

ciales des travailleurs salariés (Cnas).

Il s'agit des agents diplomatiques et consulaires désignés à l'étranger, des membres du parlement élus ou désignés représentant et/ou appartenant à la communauté nationale à l'étranger durant leur mandat parlementaire et des agents des représentations algériennes.

Le texte concerne également les personnels exerçant à l'étranger au titre de la coopération, de l'enseignement, de la formation et de l'encadrement pédagogique et culturel désignés par l'autorité administra-

tive compétente et les étudiants, stagiaires et travailleurs salariés admis en formation à l'étranger. Les modifications proposées à ce projet visent à «assurer une couverture sociale aux membres du parlement appartenant et représentant la communauté nationale à l'étranger et à leurs ayants droit, dans le pays de représentation». Ces membres du parlement, «ne peuvent exercer aucune fonction ou emploi leur permettant une affiliation au système de sécurité sociale de l'Etat de résidence durant leur mandat parlementaire, conformément

aux dispositions de la loi organique N° 12-02 du 12 janvier 2012 fixant les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire», a-t-on ajouté. Le projet de loi prévoit également, que les modalités et conditions d'octroi des prestations de sécurité sociale, seront fixées par voie réglementaire. Il s'inscrit dans le cadre de la mise à jour permanente du dispositif inhérent au système national de sécurité sociale et l'adaptation de ses règles avec les nouvelles données d'ordre juridique, économique et social.

FIN DES TRAVAUX DU 2^E SOMMET AFRO-TURC À MALABO

● Les travaux du Sommet afro-turc regroupant les chefs d'Etat et de gouvernement ont débuté hier à Malabo (Guinée Equatoriale) avec la participation de la délégation algérienne aux côtés des autres dirigeants des pays africains, de la Turquie, des représentants l'Union africaine (UA) et des Communautés économiques régionales du continent ainsi que des partenaires au développement.

L'Algérie, membre fondateur du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), est représentée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, accompagné du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

La Turquie participe à cet événement avec une délégation conduite par le président Recep Tayyip Erdogan, et composée notamment du ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavucuglu, et de plus de 200 hommes d'affaires.

Le Sommet, dont l'objectif principal et d'instaurer «un nouveau modèle de partenariat pour le renforcement du développement durable et de l'intégration de l'Afrique», sera mis à profit pour réadapter le cadre du partenariat Afrique-Turquie engagés dans un processus de coopération «stable et durable».

Les chefs d'Etat et de gouvernement devaient examiner et adopter le projet de Déclaration de Malabo, le plan de mise en œuvre du partenariat Afrique-Turquie 2015-2018 et la matrice des principaux projets prioritaires du partenariat Afrique-Turquie 2015-2018, préparés par les ministres des Affaires étrangères.

L'UA avait déclaré la Turquie partenaire officiel, et ce, en 2008 lors de la tenue, à Istanbul, du premier Sommet Afro-turc qui avait adopté deux documents de base, en l'occurrence, «la Déclaration d'Istanbul» et «le cadre de la coopération» lesquels précisent essentiellement les domaines de coopération entre les deux parties.

Une mise en œuvre du Plan 2010-2014 avait été conjointement élaborée sur la base des relations bilatérales entre les pays d'Afrique et la Turquie, en prenant compte les potentialités économiques en vue de hisser la coopération multiseCTORielle au bénéfice de l'Afrique et de la Turquie.

Paix, sécurité et règlement des conflits, partie intégrante du partenariat

Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis hier à Malabo (Guinée Equatoriale) en Sommet afro-turc ont accordé un intérêt particulier aux aspects liés à la paix, la sécurité et le règlement des conflits.

Le plan de mise en œuvre et de suivi conjoint du partenariat Afrique-Turquie souligne que la paix et la sécurité sont des «conditions indispensables» pour le développement et la coopération.

Partant de cette conviction l'Afrique et la Turquie ont décidé, selon un document soumis aux chefs d'Etat et de gouvernement, de partager les informations, les expériences et la recherche en vue d'un renforcement des capacités en matière de paix et de sécurité. Ainsi, indique-t-on, un soutien logistique et financier sera apporté aux opérations d'appui à la paix de l'Union africaine (UA), aux efforts de maintien de la paix de l'ONU en Afrique, ainsi qu'à la mise en œuvre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, notamment grâce à des programmes de formation et d'échange.

Il est également question de renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme, le crime transnational organisé, le trafic des drogues, le trafic des migrants, la traite des êtres humains, la blanchiment d'argent, la contrefaçon et la fraude.

La lutte contre la cybercriminalité figure, en outre, dans le plan de suivi et de mise en œuvre de la coopération entre les deux parties, et ce, souligne-t-on, grâce à une collaboration entre le Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme (Caert), le Centre d'excellence turc de lutte contre le terrorisme (Coedat), le Centre international de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale (Utsam) et l'Ecole internationale turque contre les drogues et la criminalité organisée (Tadoc).

«L'échange des expériences dans les domaines de la sécurité maritime, la conclusion d'accords cadre de coopération des sciences militaires et l'industrie



de la défense, ainsi que l'échange des expériences dans le domaine de la défense civile, en plus de la mise en place de mécanismes conjoint de lutte contre le terrorisme et le financement de la criminalité transnationale», figurent également dans le dispositif prévu par l'Afrique et la Turquie.

Pour ce qui est du «règlement des conflits et médiation», dictés par l'importance de la diplomatie préventive et de la recherche de solutions pacifiques aux conflits, les deux parties ont convenu d'échanger leurs points de vues sur les questions liées à la prévention et au règlement des conflits, à la médiation et à la facilitation. L'Afrique et la Turquie explorent, dans le même dossier, «les domaines potentiels de coopération et de consultation». Par ailleurs, conscientes du fait que la coopération dans le domaine de la migration est «essentielle» pour une paix et une sécurité durables, l'Afrique et la Turquie ont convenu de coopérer pour lutter contre la migration irrégulière et de soutenir la migration régulière (voyages légaux, tourisme, échanges commerciaux).

«Coopérer dans le domaine de l'immigration et du développement par la mise en place de mesures préventives dans les pays d'origine et les pays de des-

tin, et créer des projets conjoints», conclut-on.

Les travaux du sommet Afrique-Turquie se dérouleront avec la participation de l'Algérie aux côtés des leaders de pays dirigeants des Communautés économiques régionales, de la Turquie, de l'Union africaine (UA) et des partenaires au développement.

L'Algérie, membre fondateur du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), est représentée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, accompagné du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

La Turquie participe à cet événement avec une délégation composée de plus de 200 hommes d'affaires, du ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavucuglu, et de hauts fonctionnaires, sous la conduite du président Recep Tayyip Erdogan.

Le sommet dont l'objectif principal et d'instaurer «un nouveau modèle de partenariat pour le renforcement du développement durable et de l'intégration de l'Afrique», sera mis à profit pour réadapter le cadre du partenariat Afrique-Turquie engagés dans un processus de coopération «stable et durable.»

3 documents soumis aux chefs d'Etat et de gouvernement

Les chefs d'Etat et de gouvernement réunis hier à Malabo (Guinée Equatoriale) devaient examiner, avant adoption, trois principaux documents, en l'occurrence la déclaration de Malabo, la matrice des principaux projets prioritaires du partenariat entre les deux parties ainsi que le plan de mise en œuvre conjoint du partenariat Afrique-Turquie. Les documents préparés la veille par les ministres des Affaires étrangères, sont destinés à préparer le terrain pour «un nouveau modèle de partenariat pour le renforcement du développement durable et de l'intégration de l'Afrique.»

● La Déclaration de Malabo appelle notamment à l'intensification des échanges d'investissements et encourage l'établissement des relations commerciales directes entre l'Afrique et la Turquie.

● Le même document situé en quatre pages souligne l'engagement pour la mobilisation de ressources financières stables et durables en faveur du développement économique et social en Afrique et en Turquie, la coopération dans le domaine de l'élevage dans le cadre du renforce-

ment de la sécurité alimentaire et le renforcement de la coopération en matière de développement de l'expertise dans le secteur manufacturier pour contribuer à la transformation locale des matières premières pour une plus-value de l'élevage en Afrique.

● L'Afrique et la Turquie ont, à la même occasion, convenu, selon la Déclaration, de promouvoir et renforcer les investissements du secteur privé dans les programmes culturels et médiatiques ainsi que la collaboration dans le domaine de la science et technologie et l'enseignement supérieur entre les deux parties.

Quant au plan de mise en œuvre conjoint, il s'inspire du «partenariat stratégique mutuellement renforcé» et englobe la coopération institutionnelle qui s'articule autour des «consultations sur les questions d'ordre politique», «les relations interparlementaires» et «la coopération avec les Communautés économiques régionales et la société civile».

Le plan de mise en œuvre souligne la «conscience» de la nécessité de promouvoir l'investis-

sement et les échanges commerciaux entre les parties, d'accroître l'accès à leurs marchés respectifs et la promotion des niveaux plus élevés d'investissement.

En outre, le document qui trace la conduite à suivre pour veiller à la concrétisation des projets, évoque les secteurs de l'agriculture, l'agro-industrie, le développement rural, la gestion des ressources en eau, ainsi que les petites et moyennes entreprises qui offrent de «grandes possibilités» pour promouvoir le développement socio-économique de l'Afrique et peuvent contribuer à renforcer les relations commerciales entre l'Afrique et la Turquie.

Il dicte également la méthodologie qu'il faut pour mieux respecter le calendrier des objectifs tracés dans les différents domaines de coopération parmi lesquels figurent le chapitre des infrastructures, l'énergie, mines, transport, culture, tourisme et l'Education.

Sont également soumis au plan de mise en œuvre les volets relatifs aux médias la technologie de l'information et de la communication, ainsi que l'environnement, la jeunesse et sport, en

plus du chapitre réservé à la migration, le règlement des conflits et à la médiation. Dans le même document, il est consacré un espace au mécanisme de mise en œuvre et de suivi pour s'assurer de la concrétisation des principaux projets prioritaires convenus dans la matrice des projets retenus dans le cadre du partenariat et de la coopération gagnant-gagnant entre l'Afrique et la Turquie. Dans ce contexte, il est indiqué que le sommet Afrique-Turquie se tiendra chaque cinq ans en Afrique et en Turquie par rotation, alors qu'une conférence ministérielle aura lieu tous les trois ans entre les sommets pour évaluer les progrès réalisés dans l'exécution du Plan de mise en œuvre conjoint du partenariat Afrique-Turquie 2015 à 2018, des projets prioritaires contenus dans la matrice et préparer la réunion du sommet. En outre, il est mentionné qu'une réunion de hauts fonctionnaires se tiendra deux fois entre deux Sommets pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets prioritaires convenus pour proposer de nouvelles initiatives et faire rapport à la conférence ministérielle d'évaluation. Le plan de

mise en œuvre, évoque, en outre, la question du financement du partenariat qui sera assuré à travers la contribution des deux parties. Les travaux du Sommet Afrique-Turquie se dérouleront avec la participation de l'Algérie aux côtés des leaders de pays responsables des Communautés économiques régionales, de la Turquie, de l'Union africaine (UA) et des partenaires au développement.

● La Turquie participe à cet événement avec une délégation composée de plus de 200 hommes d'affaires, du ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavucuglu, et de hauts fonctionnaires, sous la conduite du président Recep Tayyip Erdogan. Le sommet dont l'objectif principal et d'instaurer «un nouveau modèle de partenariat pour le renforcement du développement durable et de l'intégration de l'Afrique», sera, a-t-on indiqué, mis à profit pour réadapter le cadre du partenariat Afrique-Turquie engagés dans un processus de coopération «stable et durable.»

APS

FIN DES TRAVAUX DU 2^E SOMMET AFRO-TURC À MALABO

M. Sellal souligne l'importance du partenariat gagnant-gagnant

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a souligné vendredi à Malabo l'importance du partenariat gagnant-gagnant pour le développement de l'Afrique, d'où l'intérêt accordé par le continent à la tenue du premier sommet Afrique-Turquie pour le lancement, en 2008, d'un partenariat entre les deux parties.

S'exprimant devant les chefs d'Etat et de gouvernement réunis dans le cadre du deuxième sommet Afrique-Turquie, M. Sellal a rappelé que l'Afrique s'est attelée à la promotion et à la mise en place de nouvelles formes de coopération ainsi que des partenariats dynamiques basés sur le respect mutuel, l'équilibre des intérêts, l'avantage réciproque et la complémentarité.

Le Premier ministre a, dans ce contexte, exprimé sa satisfaction quant à la tenue du deuxième sommet Afrique-Turquie qui permet de «continuer à aller de l'avant» et affirmé que les efforts qui ont été menés de

part et d'autre ont débouché sur des avancées appréciables», citant notamment l'évolution des échanges commerciaux et la progression des investissements, de l'aide publique au développement et de la coopération technique. Cette dynamique nous permet d'entrevoir une coopération plus conséquente et mieux ciblée pour développer pleinement les relations entre l'Afrique et la Turquie», a déclaré, M. Sellal. Soulignant que le sommet de Malabo est dédié à un nouveau modèle de partenariat pour le renforcement de l'intégration de l'Afrique et le développement durable», M. Sellal a appelé à l'adoption de lignes d'actions novatrices». Il a notamment prévu que de «meilleures perspectives pour un partenariat à long terme sont tributaires de solutions aux défis auxquels fait face l'Afrique que sont la résorption du déficit des infrastructures régionales, la transformation des structures économiques,

la protection de l'environnement, le développement humain et l'accroissement des capacités scientifiques. Pour le Premier ministre, l'Afrique s'attend à des investissements directs, des joint-ventures et des modalités variées de partenariat. Il revient également, a-t-il estimé, aux Etats de prendre des mesures concrètes pour faciliter un plus grand essor des relations économiques, commerciales, scientifiques, techniques et culturelles».

M. Sellal a soutenu que cette participation ne manquera pas d'avoir, à son tour, des retombées positives» sur la croissance de l'économie turque et de permettre un développement continu des relations afro-turques». Après avoir affirmé que lors des dernières années l'Afrique et la Turquie ont poursuivi des consultations et des concertations qui ont mis en évidence des convergences sur plusieurs questions internationales», le Premier ministre a affirmé que dans un monde

confronté à une multiplicité de crises et de tensions, il s'avère indispensable de renforcer ces consultations et ces concertations». L'enjeu est de promouvoir une coordination étroite sur des questions d'intérêt commun se rapportant à la paix et à la sécurité internationale, la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, au commerce international, à la réforme de la gouvernance mondiale, aux changements climatiques et aux objectifs du millénaire pour le développement de l'après 2015», a, en outre, indiqué le Premier ministre.

Exprimant la conviction de l'Algérie que les objectifs fixés dans le cadre du partenariat Afrique-Turquie sont réalisables, M. Sellal a conclu que la Déclaration de Malabo, le plan de mise en œuvre ainsi que la matrice des projets prioritaires fournissent une base solide pour une forte impulsion du partenariat afro-turc.»

PAIX, DÉVELOPPEMENT, COOPÉRATION Les chantiers gagnants du président Bouteflika

Boualem Branki

La visite de travail de deux jours en Algérie du président turc Recep Tayyip Erdogan est un puissant indicateur de la bonne santé politique, économique et diplomatique de l'Algérie.

Une bonne santé retrouvée et reconnue grâce à la philosophie développée par le Président Bouteflika tant à l'intérieur du pays pour relancer le développement local et prendre en charge la demande sociale, qu'à l'étranger où l'image de marque de l'Algérie a retrouvé son lustre d'antan.

Car la reprise des pourparlers inter maliens pour un dialogue inclusif devant ouvrir la voie à une paix durable dans ce pays est de ces médiations algériennes qui ont été réclamées dans les grands dossiers internationaux.

En fait, la semaine dernière a été riche en événements politiques et économiques, avec cette visite du président turc qui confirme qu'Alger et Ankara, au-delà de leurs relations séculaires, veulent aller vers un nouveau type de partenariat économique et politique. Vers un nouveau modèle de coopération entre les deux pays qui puisse bénéficier à leurs entreprises, à leurs économies et au rapprochement encore plus poussé des deux communautés.

Le président turc n'a pas manqué en fait de relever cette chaleur des relations entre les deux pays, que le Président Bouteflika veut encore meilleures.

Et il le dira : «Les entretiens avec le Président Bouteflika m'ont permis d'évoquer le rôle de l'Algérie dans la région», avant de rendre hommage à l'expérience du Président de la République dans nombre de dossiers internationaux stratégiques, comme il s'est félicité par ailleurs des liens historiques qui unissent l'Algérie et la Turquie, affirmant que l'année 2016 marquera le 5000 anniversaire de l'établissement des relations bilatérales. Pour l'Algérie, le renforcement de la coopération avec la Turquie est un choix stratégique, d'autant que ce pays affiche une croissance de plus de 8% annuellement lorsqu'en Europe, le taux ne dépasse pas les 2%.

C'est dire combien cette coopération avec la Turquie est bénéfique pour l'Algérie qui a besoin de contrats avec des entreprises performantes pour accélérer la cadence de son développement local et la réalisation des grands projets sociaux et économiques du programme du président. Sur un autre registre, il y a lieu également de relever que l'Algérie, sous la présidence de M. Bouteflika, reste toujours ce pays où la paix, la concorde et le développement social sont cultivés avec un art consommé de l'amitié entre les peuples. Dès lors, faut-il s'étonner que l'Algérie encourage les parties maliennes, en arbitrant et encourageant leurs conciliabules, à parvenir vite et consensuellement, à une paix durable. C'est un peu dans cet esprit que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui représente à Malabo le Président Bouteflika au Sommet afro-turc, a réaffirmé devant ses pairs africains cette volonté inébranlable de l'Algérie à rester aux côtés des pays africains pour un développement équilibré, sain et dénué de conflits, du continent.

M. Messahel souligne le rôle de l'Algérie dans la défense des intérêts de l'Afrique dans le cadre du partenariat avec l'étranger

Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, a mis en exergue vendredi à Malabo (Guinée équatoriale) le rôle pionnier de l'Algérie dans la défense des intérêts de l'Afrique, rappelant que le président Bouteflika a initié avec nombre de ses homologues africains un programme de partenariat pour le développement en Afrique, basé sur les priorités du continent dans divers domaines.

Dans une déclaration à la presse en marge du Sommet Afrique-Turquie, M. Messahel a souligné que l'Algérie accordait une grande importance aux intérêts de l'Afrique dans ses partenariats conclus avec l'étranger, précisant que les partenariats

établis aujourd'hui entre l'Afrique et la Chine, l'Europe, l'Asie, la France et les Etats Unis s'inscrivaient dans le cadre «d'une nouvelle vision» du développement à travers le continent. «Ces partenariats doivent placer les intérêts de l'Afrique en priorité», a-t-il fait remarquer.

Parmi les priorités du continent, M. Messahel a cité «la paix et la sécurité et la stabilité en l'absence desquels nous ne pouvons aspirer au développement et que nous œuvrons à réaliser avec nos partenaires, afin de permettre à l'Afrique de s'acquitter pleinement de son rôle», citant également les infrastructures de bases. Le ministre a estimé que la stratégie du partenariat africain doit être fondée aussi sur la coopéra-

tion en matière de transfert des technologies vers le continent, la formation des ressources humaines dans ce domaine, et la lutte contre les épidémies avec l'aide des partenaires. Les rencontres comme le Sommet Afrique-Turquie auquel a pris part le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en tant que représentant du président de la République «constituent une occasion pour tirer profit des expériences des partenaires étrangers», a indiqué M. Messahel, affirmant que l'Afrique saisisait ce genre d'occasions pour éclaircir sa «vision et sa stratégie» notamment en termes de garantie de ressources pour financer ses projets importants.

GUINÉE EQUATORIALE Une forte imulsion au partenariat afro-turc

Les travaux du 2^e Sommet Afrique-Turquie, qui a réuni à Malabo (Guinée Equatoriale) des chefs d'Etat et de gouvernement, ont pris fin hier.

L'Algérie, membre fondateur du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), a été représentée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, accompagné du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

Placé sous le thème «Un nouveau modèle de partenariat pour le renforcement du développement durable et de l'intégration de l'Afrique», le Sommet a vu aussi la participation de leaders de pays responsables des Communautés économiques régionales, de la Turquie, de l'Union africaine (UA) et des partenaires au développement.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont convenu, selon la Déclaration finale du Sommet soumise au débat avant adoption, de dénoncer le terrorisme et considérer les crimes perpétrés par les groupes terroristes comme des «violations graves des droits de l'homme».

La Déclaration énonce que les deux parties conviennent de «dénoncer le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, et de considérer les crimes commis par les groupes terroristes comme des violations graves des droits fondamentaux de l'homme, ainsi qu'une menace incessante

pour la sûreté, la sécurité et la stabilité des pays.» Par ailleurs, l'Afrique et la Turquie se sont engagées à lutter contre le terrorisme et le paiement de rançons aux groupes terroristes.

Les participants au Sommet ont réitéré, dans ce contexte, leur engagement «à lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue, la traite des êtres humains et les autres formes de crimes organisés, y compris le paiement de rançons aux groupes terroristes et la criminalité transnationale organisée».

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui a représenté le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a souligné dans une allocution prononcée devant les chefs d'Etat et de gouvernement, l'importance du partenariat gagnant-gagnant pour le développement de l'Afrique.

Il a rappelé que l'Afrique s'est attelée à la promotion et à la mise en place de nouvelles formes de coopération ainsi que des partenariats dynamiques basés sur «le respect mutuel, l'équilibre des intérêts, l'avantage réciproque et la complémentarité». Soulignant que le Sommet de Malabo est dédié à un nouveau modèle de partenariat pour le renforcement de l'intégration de l'Afrique et le développement durable», M. Sellal a appelé à l'adoption de «lignes d'actions novatrices».

APS

Dénoncer le terrorisme sous toutes ses formes

Les chefs d'Etat et de gouvernement, ont convenu, selon la Déclaration finale soumise au débat avant adoption, de dénoncer le terrorisme et considérer les crimes perpétrés par les groupes terroristes comme des «violations graves des droits de l'Homme».

La Déclaration énonce que les deux parties conviennent de «dénoncer le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, et de considérer les crimes commis par les groupes terroristes comme des violations graves des droits fondamentaux de l'Homme, ainsi qu'une menace incessante pour la sûreté, la sécurité et la stabilité des pays.» Par ailleurs, l'Afrique et la Turquie se sont engagées à lutter contre le terrorisme et le paiement de rançons aux groupes terroristes. Les participants au Sommet réitérent, dans ce contexte, leur engagement «à lutter contre le terrorisme, le trafic de drogue, la traite des êtres humains et les autres formes de crimes organisés, y compris le paiement de rançons aux groupes terroristes et la criminalité transnationale organisée».

ACQUISITION D'APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS Instaurer une «culture de consommateur exigeant»

Des participants à une journée d'information et de sensibilisation sur "la garantie et la sécurité des produits électriques et électroménagers" ont insisté, jeudi à Mostaganem, sur l'instauration d'une "culture de consommateur exigeant" dans l'acquisition de ces appareils.

Organisée par la direction du commerce en collaboration avec la Protection civile, cette rencontre a permis de mettre en exergue l'importance de la protection du consommateur dans l'utilisation des appareils défectueux à l'instar des appareils de chauffage pouvant entraîner des risques d'asphyxie.

Le chef du service protection du consommateur et répression de la fraude à la direction du commerce a insisté sur l'obligation de fournir, au consommateur, un certificat de garantie pour les équipements électroménagers, en application de la loi.

Les représentants de la Protection civile ont mis l'accent sur une somme de précautions à prendre lors du montage des appareils de chauffage portant sur le respect des règles de sécurité, notamment concernant l'aération, le contrôle de l'installation du gaz, et de la chaufferie et les défauts de montage dans les équipements.

La wilaya de Mostaganem a enregistré, cette année, le secours de dix personnes victimes d'asphyxie au gaz naturel et butane, contre 8 cas en 2013.

Un reportage vidéo sur les risques des appareils de chauffage réalisé par l'APS a été projeté lors de cette rencontre, à laquelle ont pris des opérateurs économiques et des commerçants.

TRAMWAY DE SIDI BEL-ABBES Les travaux enregistrent un taux d'avancement de 13 %

Les travaux de réalisation du futur tramway de Sidi Bel-Abbes, lancés en août 2013 pour un délai de 38 mois, ont atteint un taux d'avancement de 13 %, a-t-on appris jeudi auprès du directeur régional de l'entreprise "Métro d'Alger".

M. Bekhedda Habib a également indiqué, lors de la présentation de ce projet, que les travaux de transfert des réseaux (eau, gaz, électricité et télécommunications), enregistrent un taux de 70 %, soulignant que le rythme est appréciable et que le projet sera livré en fin 2016 ou au plus tard au début 2017.

Le projet du tramway de Sidi Bel-Abbes prévoit la réalisation de 26 stations, de quatre pôles d'échange et de quatre parcs relais sur un tracé de 17,8 kilomètres, pour un coût de 32 milliards DA.

Une fois réalisé, ce tramway sera doté de 30 rames pour le transport, une moyenne de 60.000 voyageurs par jour, a-t-on indiqué.

D'autres travaux d'aménagement des trottoirs, de voirie et de plantation d'arbres sont également prévus tout au long du tracé du futur tramway de Sidi Bel-Abbes, a-t-on signalé.

Pour sa part, M. Huseyin Kayran Kiliq, directeur à l'entreprise turque "Yapi Merkezi", chargée de la réalisation du projet a déclaré que 1.500 mètres de plateforme ont été posées, ajoutant que les travaux de réalisation ont contribué à la création de 950 postes d'emploi dont 600 pour la main d'œuvre algérienne.

ENTREPRENEURIAT

La «start-up week-end», une rampe de lancement dans la création d'entreprises

La «star-up week-end» a été donné jeudi à l'Ecole Préparatoire des Sciences Economiques, Commerciales et Sciences de Gestion (Epsceg) d'Oran et devra durer 48 heures.

Cette manifestation est organisée dans le cadre de la deuxième édition des «Webdays Olympiades» d'Oran, lancée mardi 18 novembre à l'Epsceg, événement rattaché à la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, qui se tient du 17 au 23 novembre, avec comme thème «La création et le développement de l'entreprise, un écosystème entrepreneurial dans le cadre du développement durable». Les webdays sont placés sous le haut patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et du ministère de l'Industrie et des Mines.

Cet événement connaît la participation d'étudiants en fin de cycle et autres nouvellement diplômés, tous porteurs de projets venus de 21 wilayas du pays dont Alger, Oran, Béjaïa, Blida, Constantine, Tébessa, Ouargla et Tlemcen, mais aussi de l'étranger, entre autres du Canada, Côte d'Ivoire, France, Maroc, Sénégal, Suisse et de Tunisie. Cette manifestation est également appelée «global start-up week-end», car elle se déroule simultanément dans 180 villes du monde.

Selon M. Farid Arab, l'un des organisateurs de cet événement, celui-ci est «unique et pionnier en termes d'innovation. Cet événement est organisé par «FOUNDER FAMILY», une association à but non lu-



cratif axée sur les nouvelles technologies, l'innovation et l'entrepreneuriat.

C'est une structure qui permet la création d'opportunités pour le développement économique et social. Les objectifs majeurs de la Founder Family, a-t-il souligné, sont tout d'abord, l'échange de compétences et d'expériences, le développement de l'intelligence collective et l'innovation dans les différents secteurs confor-

lus. Quelque 190 candidats porteurs d'idées et de projets ont participé, jeudi, à la start-up week-end. Tous sont venus présenter leurs idées dans le cadre de la création d'entreprises. Chaque jeune a une minute pour convaincre un jury composé de représentants d'entreprises et d'institutions publiques et privées, appelés «coachs» ou encore «développeurs».

Les projets retenus recevront toute l'aide nécessaire à leur accomplissement. Pour les organisateurs, le challenge est de créer une entreprise en 54 heures ou, au moins, finaliser les démarches entrant dans le cadre de cette création. Les

jeunes porteurs de projets avaient chacun une minute pour présenter leurs idées de projets et faire part de leurs besoins et, surtout, convaincre.

Quant aux développeurs, il s'agissait de décider si l'idée peut être concrétisée. Si le candidat réussi à bien «vendre» son idée, les développeurs et autres encadreurs œuvreront à affiner le projet, entreprendre une étude de faisabilité et, à la fin, proposer un accompagnement pour concrétiser le projet et lancer la start-up. Dans ce cadre, dans la précédente édition (2013), 150 projets avaient été présentés et 20 ont été retenus et accompagnés. De plus, 10 start-up avaient été primées.

Pour les organisateurs et concernant les objectifs assignés à ce type d'événements, il s'agit d'abord de développer l'innovation. Celle-ci attire l'attention des investisseurs, des entreprises, des développeurs, des entrepreneurs et des étudiants.

Cet événement est considéré par ses organisateurs comme «catalyseur réunissant différentes parties prenantes sur une série d'activités pour

échanger, cultiver et catalyser la sphère liée aux espaces d'innovation et à l'intelligence économique».

En outre, M. Arab a indiqué que «depuis bientôt trois ans, les Webdays ont pour objet de Créer des Living Labs (laboratoires vivants) et des espaces d'innovation ouverts via une labellisation attribuée par l'association Webdays, faire progresser la réussite entrepreneuriale avec des concours de création d'entreprises, sensibiliser la société civile aux usages numériques, mettre à disposition des formations et certifications pour faciliter l'insertion professionnelle et aider à la création d'outils pour le développement local lors d'ateliers thématiques.

Il s'agit également, a-t-il dit, de promouvoir les échanges entre le monde de l'enseignement et les entreprises, favoriser la coopération régionale dans le domaine des Ntic, de l'enseignement et de l'entrepreneuriat par la mise en réseau des membres. Les résultats de ces «web days olympiades» seront connus samedi 22 novembre.

OUARGLA

Plusieurs projets de développement lancés à Hassi-Messaoud

Plusieurs projets de développement ont été lancés dans la ville de Hassi-Messaoud (Ouargla) et auront un impact concret sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens de cette ville pétrolière et ses environs, a indiqué le wali de Ouargla, Ali Bouguerra.

Cette ville a bénéficié cette année de l'inscription de plusieurs projets de développement visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, dont la plupart ont été déjà lancés en travaux, et cela au vu de l'importance accordée à cet important pôle pétrolier, a souligné M. Bouguerra, en marge de sa visite d'inspection jeudi à Hassi-Messaoud.

Parmi les projets lancés, celui de la réhabilitation de la route menant vers Gassi-Touil sur une distance de 52 km, sur la RN-3 reliant Hassi-Messaoud à la wilaya d'Ilizi, inscrit en mai dernier et divisé en cinq lots avec une autorisation programme de 1,3 milliard de DA et un délai de réalisation de 10 mois.

La réhabilitation de cette route, qui connaît un grand trafic de circulation, notamment pour le transport des équipements des champs pétroliers et le transport de voyageurs vers la wilaya d'Ilizi, va

permettre de réduire les dangers causés par les tronçons détériorés de cet axe routier et améliorer les conditions de sécurité de ses utilisateurs, a indiqué, de son côté, le responsable local du secteur des travaux public.

Le wali a, en outre, fait savoir que la réalisation d'une unité de la protection civile est envisagée sur cette route reliant la wilaya d'Ilizi et la daïra de Hassi-Messaoud, plus précisément dans la région de Gassi Touil connue par ses nombreux champs pétroliers et la densité de son trafic routier. M. Bouguerra a, par ailleurs, procédé au lancement des travaux de réalisation d'une station de services, à 60 km de la ville de Hassi-Messaoud et 45 km des limites territoriales avec la wilaya d'Ilizi. Implantée sur un site stratégique d'une superficie de 5.000 m², cette structure sera réalisée pour un coût de 8,5 millions de DA.

Concernant l'aménagement urbain, ont été lancés les travaux de réhabilitation de routes à Hassi-Messaoud, se trouvant dans un état de détérioration avancée.

Le wali a donné sur site des instructions fermes pour achever les travaux avant la fin de l'année en cours et améliorer le ca-

dre urbain, notamment en matière d'éclairage public et d'embellissement de l'environnement.

S'agissant de l'environnement, des explications ont été fournies à la délégation de wilaya sur le projet du centre d'enfouissement technique (CET) de Hassi-Messaoud, mettant en avant l'importance de l'opération et son impact sur l'activité de cette ville pétrolière. Les responsables ont insisté sur la nécessité de lancer les travaux avant la fin de l'année en cours et sur

l'utilisation des technologies modernes dans la prise en charge des déchets ménagers et industriels.

Le chef de l'exécutif de wilaya d'Ouargla a inspecté plusieurs projets en cours de réalisation dans cette ville, relatifs aux secteurs de l'agriculture, la santé, les ressources en eau, le tourisme et l'énergie, à l'instar de projets d'exploitation agricole, d'extension de l'hôpital de Hassi-Messaoud, de réalisation des réseaux d'eau potable et d'assainissement au quartier 1850 logements, d'un complexe touristique privé, et du mégaprojet de centrale à turbines de Haoud El-Hamra.

APS

LE PR YACINE BENABID DE L'UNIVERSITÉ SÉTIF 2 DANS UNE CONFÉRENCE À AÏN ROUA

Le retour à l'esprit du soufisme supprimerait les "altérations" subies par l'Islam

Le retour à l'esprit du soufisme supprimerait les "altérations actuellement subies par l'Islam", a estimé jeudi à Aïn Roua (sud-ouest de Sétif), le Pr Yacine Benabid de la faculté des lettres et des langues de l'université Sétif 2.

Intervenant au cours d'une journée d'étude sur les "zaouias entre préservation de l'identité et modération", organisée à la zaouia Sidi Ahcene Cherif, le Pr Benabid, chercheur dans le courant du soufisme (tassawouf) et de la pensée soufie comparée, a indiqué que l'Islam subit aujourd'hui de "graves distorsions" qui ont provoqué des changements "dramatiques" dans le rapport des individus vis-à-vis de la religion.

Cet universitaire qui a considéré, à ce propos, que la religion est "abordée dans des contextes dimensionnels restreints", a souligné que le sou-

fisme authentique est "en mesure de mettre un terme aux déviations prévalant aujourd'hui".

Il a soutenu que les valeurs du soufisme "cultivent davantage la tolérance et renforcent la cohésion entre les membres de la société".

Le Pr Benabid a également affirmé, dans le même ordre d'idées, que le soufisme doit être appliqué "depuis ses sources" avant de souligner que les recherches ont prouvé que l'esprit du soufisme "permet de préserver l'identité (à) individuelle et collective".

Evoquant l'impact des zaouias algériennes dans le monde, le conférencier a indiqué que le rayonnement de ces lieux de culte et de méditation, à l'image des zaouias tidjania et allaouia, ont permis à l'Algérie, comme au Maghreb, d'être "à l'origine d'une des plus grandes confréries soufies dans le monde avec 300 millions de fidèles à travers le monde".

De son côté, le conseiller auprès du ministre palestinien des Affaires

religieuses, Mohamed Hacene Abou Al Hounoud, invité d'honneur de cette rencontre, a estimé que les zaouias maghrébines sont "authentiques dans leur jurisprudence malékite, leur dogme asharite et leur esprit soufi". Ces zaouias, a-t-il soutenu, ont "répandu les valeurs de paix, d'amour et de tolérance dans le Maghreb avant de les diffuser dans les pays du Moyen-Orient et puis dans le monde entier".

Mettant en exergue "la richesse de l'Algérie à travers ses zaouias et ses érudits", M. Abou El Hounoud a souligné que les zaouias représentent "un lieu propice pour la science et la pensée", et favorisent la promotion de la "vraie image l'Islam que beaucoup tendent à dissimuler".

Inscrit dans la cadre de la vulgarisation du rôle des zaouias dans l'enseignement de différents aspects de la religion, la rencontre devra se poursuivre vendredi pour donner lieu à un large débat, a indiqué le directeur de wilaya des affaires religieuses, Salim Larkem.

BLIDA

Plusieurs projets à l'arrêt remis sur les rails

Belhadj Ahmed

De nombreux projets, à l'arrêt pour une raison ou une autre, durant plusieurs années, livrés parfois au vandalisme, après avoir englouti des dizaines de milliards de centimes et occupé des assiettes foncières dont la ville de Blida aurait pu faire meilleure utilisation, ont été une fois de plus au centre de l'intérêt de la visite d'inspection que le wali de Blida a effectué la fin de semaine écoulée. Il s'agit entre autre du nouveau siège de l'APC du chef-lieu de wilaya, du parking en sous-sol et de la maison de la culture situés à la Porte d'Alger, lancés depuis 1985 mais qui ont continué de végéter jusqu'en mai 2011, date à laquelle ils ont été relancés par la wilaya, dans le cadre de la résorption du programme en cours et après avoir subi une expertise qui a montré que les deux ouvrages, le futur siège de l'APC et la maison de la culture, nécessitaient un confortement. Le choix s'est donc porté sur une entreprise publique, l'ENROS, qui a été chargée de réaliser le confortement des deux édifices, les voiles périphériques et opérer un chemisage en béton projeté. Depuis la reprise des travaux, il n'y a que le parking en sous-sol qui a été réceptionné même s'il présente quelques insuffisances et qui est opérationnel, permettant à des dizaines d'automobilistes de garer leurs véhicules en toute sécurité et sans avoir à subir le joug des gardiens informels. Quant au siège de l'APC, le wali a constaté que les travaux sont à l'arrêt pour un simple avenant non engagé par les services techniques de l'APC, il a donc fallu son intervention pour débloquer la situation en réunissant les deux parties (maître d'œuvre et maître d'ouvrage), où elles ont débattu de tous les problèmes rencontrés et préconisé des solutions par des décisions prises sur place. Pour le projet de la maison de la culture, inscrit en 1989, les concepteurs n'avaient pas prévu de séparation entre les deux parties, commerciale et culturelle, et n'ont donc mis en chantier qu'une seule entrée, obligeant ainsi les visiteurs à passer par le centre d'affaires pour se rendre à la maison de la culture. Devant cet état de fait, les autorités de la wilaya ont pris en main la situation et ont décidé de la délocalisation de trois kiosques qui gênaient l'unique accès direct à la maison de la culture, permettant ainsi à la DUC d'effectuer une expertise de l'édifice afin qu'il soit opérationnel. L'étude réalisée préconise la nécessité d'engager une AP de 416 millions de dinars pour les restes à réaliser du théâtre, du musée, de la bibliothèque en plus de la dotation de la climatisation et d'un poste transformateur. Non loin de là, l'ex-quartier Bécourt accueillera le Palais des congrès, mais la réalisation a accusé beaucoup de retard à cause une fois de plus des services techniques de l'APC qui n'ont pas demandé les correctifs à l'étude réalisée par le BET Batna, qui devait respecter la superficie sur laquelle il sera érigé. Là aussi, le chef de l'exécutif de la wilaya a tancé les responsables et leur a ordonné de tout mettre en œuvre pour récupérer le retard et relancer le chantier.

CONSTANTINE

Des photographes algériens et européens réalisent une mosaïque-portraits de Constantine

Une mosaïque-portraits de Constantine sera réalisée par des photographes algériens et européens lors de la 2e édition de la Résidence euro-algérienne des photographes qui se tient du 21 au 24 novembre dans cette ville, a indiqué, à Constantine, le premier conseiller de la délégation de l'Union européenne en Algérie, Dirck Buda.

Intervenant au cours de la cérémonie de présentation de cette édition placée sous le thème "Constantine, Regards Croisés, Patrimoine et culture", M. Buda a précisé que cette résidence de photographes visait à "valoriser et à promouvoir le patrimoine de l'antique Cirta" à travers la photographie et le "regard croisé" d'artistes algériens et européens. Il a ajouté, à ce propos, que les clichés qui auront capturé "l'essence d'une

ville aux mille facettes" seront présentés à Constantine lors d'une exposition prévue en mai 2015 dans le cadre de l'événement "Constantine, capitale 2015 de la culture arabe", avant d'être exposés à Alger et à Bruxelles.

L'exposition, a-t-il poursuivi, précèdera l'édition d'un livre d'art destiné à "immortaliser le fruit des déambulations" de photographes professionnels à travers les rues et les sites phares de la ville des Ponts. Cinq thèmes essentiels constitueront le "fil conducteur" de cette nouvelle édition de la Résidence euro-algérienne des photographes.

Il s'agit des ponts, des métiers artisanaux, de la vieille ville, des chantiers ouverts en ville et de la topographie singulière de Constantine. Pour M. Buda, "il ne fait pas de doute que

des chefs-d'œuvre sortiront des objectifs des photographes". Initiée par la délégation de l'UE en Algérie en coordination avec les services culturels des Etats membres de l'UE et en partenariat avec le programme de protection et de valorisation du patrimoine culturel algérien, la Résidence euro-algérienne des photographes, lancée hier, se poursuivra jusqu'à lundi prochain sous la direction artistique de l'Espagnol Juan Angel De Corral.

Onze (11) photographes venus du Portugal, de France, de Hongrie, de Belgique, d'Espagne, de Suède, du Royaume-Uni, de Croatie, des Pays-Bas, d'Italie et de Roumanie prennent part à cette Résidence aux côtés de dix (10) photographes algériens.

APS

AÏN DEFLA : JOURNÉE D'ÉTUDE ET D'INFORMATION DE L'ANDI

« Les facilitations bancaires des projets est une réalité »

Salim Ben

Dans le cadre de la dynamisation de l'investissement au niveau de la wilaya d'Aïn Defla, le guichet unique local décentralisé de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), a organisé une journée d'étude et d'information sur les mesures de soutien à l'investissement, au niveau de la bibliothèque communale, ce jeudi dernier, sous le haut patronage du wali Derfouf Hadjiri, en présence des directeurs de l'exécutif.

Sous le thème « L'approvisionnement bancaire et son rôle dans le développement économique local », cette journée a coïncidé avec la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat. Plusieurs partenaires étaient présents à cette manifestation visant la promotion de l'investissement et les différents types de l'approvisionnement bancaires et les mesures incitatives prises par les banques pour attirer les investisseurs. Le directeur du guichet unique de l'ANDI, Benhadja Brahim, a tenu à informer l'assistance composée d'opérateurs économiques locaux, les responsables des banques et les responsables d'établissements publics, que la wilaya de Aïn Defla est parmi les wilayas pilotes en matière d'investissements et



réalisation des projets économiques. « Notre guichet est pour la vulgarisation du dispositif incitatif à l'investissement et aux mesures prises par le gouvernement en matière de facilitation, d'accompagnement, d'accès au financement et au foncier économique ». Le directeur du guichet unique a indiqué que cette journée d'étude et d'information constitue une occasion pour réunir les banques classiques, islamiques et les caisses de garantie et mettre en valeur les opportunités d'investissement dont dispose la région à travers son potentiel, dans divers secteurs

d'activités », ajoute-t-il, avant d'affirmer que l'ANDI est « un instrument incontournable pour la promotion de l'information sur les opportunités d'investissement qu'offre la wilaya et des moyens à mettre en œuvre, pour mieux rapprocher les institutions de l'Etat des opérateurs économiques porteurs de projets, et donner une autre dynamique au développement local. Plusieurs responsables des banques ont expliqué à l'audience les différentes facilités offertes pour approvisionner un projet, à l'exemple des agences Baraka, AGB, BADR, BDL et BNA.

Pour rappel, le Guichet unique décentralisé de Aïn Defla qui a été créé grâce aux efforts des autorités locales, a pour mission essentielle le rapprochement des services de l'ANDI aux investisseurs de la wilaya. Le guichet s'est tracé comme objectif dès son ouverture en juin 2011, le développement de l'investissement au niveau de la région qui présente des opportunités très importantes notamment au niveau des secteurs de l'Agriculture, du Tourisme, du Thermalisme et de l'Industrie, etc. et qui nécessitent des actions concrètes de promotion, de communication, de facilitation et d'accompagnement.

UNIVERSITÉ FERHAT ABBAS SÉTIF 1

Journée d'information : «Comment accompagner l'étudiant jusqu'à la création de son entreprise»

De Sétif: Azzedine Tiouri.

Devant la complexité de la tâche pour créer sa propre entreprise, notamment pour les jeunes étudiants diplômés, la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'université Ferhat Abbas Sétif 1, a organisé, mercredi dernier, en collaboration avec la direction du développement industriel et des agences de l'investissement, une journée d'étude et d'information à leur attention, en présence des directeurs et représentants des institutions concernées par le sujet, des cadres spécialistes dans le domaine, des chefs des agences chargées du dispositif de l'emploi des jeunes, etc.

Selon M. Salah Salhi, doyen de la faculté des sciences économiques et de gestion, l'objectif de cette rencontre, dont l'ouverture a été faite par le Pr. Abdelmadjid Djenane, recteur de l'université Ferhat Abbas Sétif 1, «est de donner l'occasion à l'étudiant pour le sensibiliser d'être l'initiateur, le créateur et le maître de l'idée pour la création d'un projet afin de le réaliser le terrain». «L'essentiel de cette journée, indiquera-t-il, je dirai même le plus important, est de sortir avec la création d'une maison de l'entrepreneuriat. Cette maison aidera les étudiants qui sortiront avec une licence, un master ou un doctorat, pour pouvoir aboutir et mettre en pratique leur projet, leurs idées, leurs créations, sur le terrain, en collaboration et l'accord des agences compétentes présentes aujourd'hui, afin de rendre et transformer le diplômé, l'initiateur du projet, comme le créateur de son entreprise. Il deviendra de ce fait créateur d'emploi, employeur et non plus attendre pour devenir simple employé.»

À la question de savoir s'il trouvera l'aide nécessaire pour arriver à créer sa propre entreprise, M. Salhi nous rétorque : «Il trouvera de l'aide déjà au niveau de la faculté, au ni-



veau aussi des institutions et des directions qui collaborent avec nous. À l'occasion, nous avons souhaité organiser des formations qui s'adaptent avec les besoins et les demandes réelles de l'environnement pour nos étudiants et étudiantes». «C'est ainsi que nous comptons passer, souligne-t-il, une série d'accords avec les directions ayant un rapport avec notre faculté, afin de créer un master professionnel dans la spécialité des impôts et des douanes, dans le domaine de la santé, un autre dans les technologies de l'information et de la communication etc.»

«Ce que nous attendons de cette journée, poursuit-il, c'est que les étudiants, une fois diplômés, savent qu'ils ont la possibilité de mettre en pratique leurs idées afin de réaliser leurs projets. Qu'ils sachent aussi qu'ils trouveront une maison de l'entreprise ouverte au niveau de la faculté pour pouvoir les aider et les accompagner jusqu'à la création de leur affaire».

«Nous venons juste, après la cérémonie d'ouverture, comme vous l'avez constaté, de signer un protocole d'accord avec le directeur des impôts de la wilaya de Sétif pour la création d'un master professionnel dans la comptabilité et les impôts. Ce partenariat permettra d'arrêter un programme en commun pour l'encadrement, assurer une formation complémentaire aux cadres des impôts avec l'aide de nos diplômés pour décrocher le master selon les dernières instructions et la ré-

glementation en vigueur, établies par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. C'est surtout créer une certaine collaboration entre l'université, la faculté et l'ensemble de l'environnement pour enlever les obstacles, et faire tomber les murs entre nous tous, pour l'intérêt de la nation et du pays».

Interrogé sur cette journée très bénéfique à plus d'un titre pour les jeunes diplômés, le Pr Abdelmadjid Djenane, le recteur de l'Université Ferhat-Abbas Sétif 1, fraîchement installé depuis le 13 novembre dernier, qui présidait le Conseil scientifique au niveau de la Faculté des sciences économiques et de gestion de cette institution, nous déclare : «Il n'est pas possible à l'université où aux entreprises d'agir en solo, seules chacune de son côté, et en toute indépendance. Il est venu le moment où avec les défis qui nous attendent et ceux d'aujourd'hui, nécessitent la coordination des efforts, mais aussi de construire, de réfléchir tous ensemble à la façon dont on peut régler les problèmes de développements». «L'université, poursuit-il, qui ne se penche pas, ne regarde pas et qui ne participe pas aux problèmes qui se posent au monde économique, n'est pas une université performante et efficace. Les entreprises qui veulent se développer sans tenir compte des connaissances accumulées au niveau de l'université sont vouées à l'échec. Inévitablement, nous devons tous en-

semble travaillé et collaborer pour l'intérêt de notre économie et notre pays».

Gagner la bataille du développement

À la question de savoir quelles étaient les relations entre l'université Sétif 1 et les entreprises industrielles, le recteur dira : «Nous sommes en train de les construire. Nous avons tout d'abord des relations à travers nos étudiants qui vont dans beaucoup d'entreprises. Nous avons déjà pensé par le passé de mener une réflexion pour aborder ensemble les questions de développement. C'est une initiative qui n'a pas abouti, mais nous sommes en train de la relancer. Cette fois-ci, nous voulons créer une cellule composée de chercheurs avérés comme je le disais devant les étudiants, mais aussi de chefs d'entreprises dynamiques pour réfléchir tous ensemble, pour, non seulement créer de nouvelles entreprises, mais aussi pour résoudre les grands problèmes qui se posent au développement en général et à la wilaya en particulier».

Que souhaitez-vous à l'avenir ? «Il faudrait que les PME/PMI s'ouvrent sur l'université, c'est déjà accepter nos étudiants qui une fois leur diplôme en poche doivent s'inspirer de la pratique pour savoir ce qui se passe réellement dans l'entreprise. Il faudrait d'abord que ces dernières, pas toutes, parce que certaines le font déjà, ne s'ouvrent pour accueillir des étudiants pour leur stage et même nos chercheurs. C'est pour notre pays, que ce soit du côté de l'université ou des entreprises, le souci est le même, il s'agit de gagner la bataille du développement. On doit le faire tous ensemble».

Lors de cette rencontre à laquelle ont pris part un très nombre d'étudiants et d'étudiantes où l'amphithéâtre s'est avéré trop exigü, plein à craquer, plusieurs responsables de divers horizons ayant un lien avec cette journée d'information se sont relayés pour expliquer toutes les modalités. Ces interventions ont porté sur le développement industriel et les investissements, sur la culture entrepreneuriale et la création d'entreprise : problèmes et solutions, l'aide financière de la part de l'Ansej, le rôle de la caisse de garantie pour l'aide des entreprises, les perspectives de l'emploi dans la wilaya de Sétif, le rôle de l'Angem et de l'Andi, le rôle de la mise à niveau des petites et moyennes entreprises, etc.

BEJAIA : LE SECTEUR DES TRANSPORTS AUJOURD'HUI

Le dernier virage ?

● «Un peu trop longues et trop lentes, les sempiternelles études !», estime la population

Arslan-B

En attendant les nouvelles données techniques ainsi que le bilan des activités de ce secteur (Les transports) pour l'année en cours (2014) non encore définies et arrêtées pour les premières, ni définitivement établies, pour le second, il est toujours possible d'avoir un large aperçu sur aussi bien les réseaux, les infrastructures, les équipements que sur les différentes activités au sein de ce secteur stratégique et déterminant dans le processus de développement durant l'année 2013, celle-ci portant en elle, évidemment, l'essentiel de «l'existant» pérenne du secteur tout comme les projections pour l'année 2014 et même au-delà, certains projets (pour ne pas dire la plupart d'entre eux-ci) n'étant encore à la fin de l'année 2013 qu'au stade d'étude soit achevée soit en cours...

Rappelons d'abord que l'année 2013 aura surtout été marquée par «l'achèvement de l'étude et le lancement du projet de réhabilitation et de modernisation de la voie ferrée Bejaïa-Béni Mansour, et la poursuite des actions de réorganisation du secteur avec le double objectif d'améliorer l'offre de transport vers toutes les destinations (intra-wilayas et inter-wilayas) et de réunir toutes les conditions d'une meilleure prise en charge des voyageurs. L'on fait savoir, cela dit, que l'essentiel de l'activité des services de la direction des transports de la wilaya durant l'exercice 2013 a porté sur la mise en œuvre des mesures nécessaires au lancement du projet de réhabilitation et de modernisation de l'unique voie ferrée dont dispose la wilaya, d'une part, et, d'autre part, sur le suivi des projets inscrits au profit de la wilaya (durant les précédents exercices). Qu'en est-il de la situation physique du programme en cours durant, déjà l'année 2013 (et

toujours en cours pour certains d'entre eux en 2014) ?

Etude achevée pour la réalisation et l'équipement d'un siège de direction avec logement d'astreinte, étude achevée également pour la réalisation d'une gare routière «type B» à Akbou, projet de réalisation de 10 stations urbaines (Avis d'appel d'offres lancé, procédure de sélection alors en cours en 2013). Ces stations seront réparties comme suit : 03 à Béjaïa, 01 à Akbou, 01 à El Kseur, 01 à Amizour, 01 à Sidi Aich, 01 à Kherrata, 01 à Seddouk et 01 à Souk El Tenine. Le chef-lieu (ville de Béjaïa) n'ayant, selon les dires du Wali, jamais été dotée d'un plan de circulation, une étude a été lancée, théoriquement achevée et en phase de mise en œuvre après correctifs, celle concernant la ville d'Akbou ayant fait l'objet d'une réception provisoire le 07/05/2013. Centres et circuits d'examen de permis de conduire : Il en est prévu 03 (Béjaïa, Kherrata et Akbou), encore une question d'études préalables. (Ces incontournables, certes, mais trop longues études... Ces éternels chantiers rappelant le mythe de Sisyphe pour certains et ce constat, hélas, est valable pour l'ensemble des secteurs !). L'étude est depuis assez longtemps achevée et même que les travaux de réalisation ont été, pour rappel, confiés au groupement «Cosider-Infra Rail-Estel» en ce qui concerne la réhabilitation et la modernisation de la ligne Béni-Mansour-Béjaïa. Avant d'aborder le volet transport de voyageurs, il faut savoir que l'unique voie ferrée, donc, dont dispose la wilaya est longue de 88 km, reliant Béjaïa à Béni Mansour, «ponctuée» par 09 gares et 08 embranchements particuliers et surtout caractérisée par la vétusté de la voie ferrée et ses conséquences négatives sur l'activité économique dans son aspect temps d'acheminements des marchandises. Néanmoins, avec le lancement de l'autorail Béjaïa-Alger, depuis quelques années, les temps de transport de voyageurs ont connu une amélioration sen-

sible. De ce fait, les perspectives en matière de transport ferroviaire sont plutôt prometteuses, prédit-on, premier effet induit de l'opération réhabilitation-modernisation de la voie ferrée Bejaïa-Béni Mansour. L'on a évalué à 257 997 voyageurs ayant eu recours au rail pour se rendre de Béjaïa à la capitale en 2012.

Le transport public et routier de voyageurs : Celui-ci «dispose d'une meilleure assise en matière d'offre de moyens de transport», apprend-on, ce résultat «étant la conséquence d'un investissement privé massif dans le secteur des transports terrestres dès 1988. 2 780, c'est le nombre d'opérateurs privés (dont un seul, public), et 3125 véhicules-le parc de wilaya offrant une capacité de 72 881 places. Le transport par taxi n'est, quant à lui, exploité qu'à 16,85 %. Le transport de marchandises par route est assuré en majorité par des opérateurs privés : 12671 opérateurs en 2013 (dont 153 publics), tonnage utile : 166 882,54. L'infrastructure aéroportuaire est constituée par une piste d'une longueur de 2400 m, d'une largeur de 45 m avec 02 voies de circulation de 142 m sur 23 m l'une. Pour l'année 2013, il a été enregistré «plus de 3686 mouvements d'avions à l'aéroport Abane Ramdane-Soummam, et le nombre de passagers transportés aura été de l'ordre de 295 009. Volet transport maritime : Le port de Béjaïa a une capacité d'entreposage sur une aire de 411 000 m² dont 17 500 m² de surface couverte. Il est par ailleurs utile de souligner le fait que le port de Béjaïa est entrain de connaître une remarquable métamorphose infrastructurelle et d'emvergure, tant pour le transport (et la réception) de marchandises que pour le transport de voyageurs (une gare maritime ultra-moderne en cours de réalisation...), plaçant le port, du coup, parmi les plus importants du continent. En attendant d'autres données...

CONSTANTINE, CAPITALE DE LA CULTURE ARABE

Protocole d'accord entre l'APC et le Commissariat de l'évènement

L'Assemblée populaire communale (APC) de Constantine et le Commissariat de la manifestation "Constantine capitale 2015 de la culture arabe" ont signé jeudi un protocole d'accord contribuant à assurer le succès de cet évènement culturel.



Ce protocole d'accord et de partenariat a été paraphé au siège de l'APC de Constantine par son président, Seif-Eddine Rihani, et le commissaire de la manifestation, Sami Bencheikh El Hocine, en présence de plusieurs figures culturelles et artistiques de la ville et des représentants de la société civile.

A travers cette convention, l'APC de Constantine et le Commissariat de cet évènement culturel se sont engagés à accélérer la cadence des préparatifs pour

que la ville du Vieux-Rocher soit au rendez-vous de cette manifestation culturelle.

La commune de Constantine qui sera, conformément à ce protocole d'accord, partie prenante dans toutes les activités culturelles programmées dans le cadre de cette manifestation, mettra à la disposition du Commissariat les espaces nécessaires au déroulement de cet évènement.

"Les élus locaux, considérés comme

une force de proposition à même de contribuer efficacement à la réussite de l'évènement, ne peuvent être tenus à l'écart de ce grand rendez-vous", a insisté M. Bencheikh El Hocine.

Par ailleurs, une vaste campagne de sensibilisation sera lancée prochainement en direction de la population constantinoise dont les jeunes en particulier pour qu'ils s'impliquent pleinement dans cet évènement devant être ouvert dans quelques mois.

6^E FCIDC

Des prestations de qualité en hommage au corps, porteur de messages vivants

L'Algérie, la Belgique Wallonie Bruxelles, la France et la Croatie ont animé jeudi soir à Alger des prestations de danse de qualité en hommage au corps, porteur d'un message vivant, dans le cadre du 6^e Festival culturel international de danse contemporaine (FCIDC) qui se poursuit jusqu'au 22 novembre sous le thème du partage.

La Compagnie "Nacera Belaza", première à se produire, a présenté "La traversée", une chorégraphie montée sur une musique séquentielle récurrente, exécutée en un seul tableau et qui entre dans le cadre des recherches que mène Nacera Belaza sur la présence du corps dans l'espace et sa relation à l'autre.

Trois ballerines présentes sur la scène du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), se sont déplacées de manière linéaire et continue pendant près d'une vingtaine de minutes, dans des mouvements circulaires d'endurance, illustrant sans doute, le défilement du temps dans la souplesse du mouvement.

"Chess 2 Chess", présentée par la Compagnie "Osmodis Dance" de Belgique Wallonie Bruxelles, a proposé une partie de jeu d'échec, animée



par deux danseurs et une ballerine sur un fond musical à plusieurs tableaux. La musique, seul élément indiquant le changement, a contenu plusieurs styles, allant d'un thème saccadé et le chant d'un texte écrit en onomatopées, à une ambiance rock où le mouvement s'est davantage libéré.

La puissance et la finesse dans l'exécution des mouvements a donné de la profondeur au spectacle.

Le Ballet Preljocaj, venu de France a présenté en hors compétition, des extraits de "Blanche Neige" et "Le duo de la mort", dans une gestuelle de ballet classique, rendue avec tendresse par une ballerine et un danseur dont les traits du visage étaient expressifs.

La Coopérative Es-Salem de Sidi Bel Abbès fut quant à elle, l'attraction de la soirée avec "Parcours d'un danseur", une chorégraphie très physique, rendue, près d'un quart d'heure durant, par sept danseurs qui ont brillé de talent et de maîtrise dans une prestation technique de haute facture.

Les artistes algériens, torse nu, se sont surpassés, alliant les acrobaties spectaculaires à la finesse du geste sur fond d'un enregistrement sonore du grand poète palestinien Mahmoud Darwich donnant lecture à un extrait d'une de

ses célèbres poésies "Il est sur cette terre ceux qui méritent la vie".

La Croatie, en dernier, avec la Compagnie "Masa Dance" a présenté "You", une danse pour deux, interprétée par la ballerine Aleksandra Misić et le danseur, Oghjen Vucinic, qui ont fêté leurs trente années de carrière ensemble, sur fond d'une musique de romance et d'une belle poésie d'Enes Kicevic intitulée, "Le soleil, le vent et vous". Les danseurs, élégants, ont passé en revue leur parcours commun marqué par une relation fusionnelle qui a donné lieu à une grande complicité dans le travail.

Devant le public nombreux de la salle Mustapha-Kateb du TNA, Aleksandra Misić et Oghjen Vucinic ont fait de leur spectacle une belle opportunité de relance à leur amour, laissant leurs corps s'exprimer dans la grâce du mouvement et la beauté du geste.

Vingt-huit pays participent au 6^e Festival culturel international de danse contemporaine (FCIDC), ouvert le 15 novembre dernier et dont la compétition s'est achevée hier vendredi après les prestations du Mexique, du Liban, de la Turquie et de l'Algérie.

MOHAMED BOURAHLA
SIGNE UN NOUVEAU
ROMAN

Loin des conventions littéraires



L'écrivain algérien Mohamed Bourahla publie "Qabl el badi hatta" (Avant le début jusqu'à...), un roman en langue arabe truffé de symboles qui fait fi des conventions littéraires et ouvre de nouvelles perspectives d'écriture.

Paru aux éditions Mim, ce texte en bloc de 180 pages, sans chapitres ni sous-titres, aborde les thèmes de l'amour, des désillusions politiques et des langues pratiquées en Algérie, à travers les histoires d'hommes et de femmes dont le point commun est d'attendre le même train. Racontées par un personnage du nom de "Mustapha", ce roman présente l'histoire d'amour contrariée entre "Michelle" (la roumie, Française) et "Saïd", un journaliste et poète bilingue déçu par la politique après avoir adhéré à différents courants, islamiste, libéral, etc.

Le romancier explore également les contradictions de la société algérienne, et les périodes les plus dramatiques de son histoire en s'intéressant à la famille de Saïd.

Quant à la "problématique de la langue maternelle en Algérie" elle est illustrée par les mésaventures de Saïd, accusé de "trahison" pour ses écrits en français mais qui va connaître la célébrité grâce à ses poèmes en langue arabe. Avec un style qui mêle symbolisme, expérimentations et même fantastique, le romancier montre toute l'étendue de sa culture littéraire, n'hésitant pas à user de techniques d'écriture inspirées du théâtre ou à écrire avec une langue dense et complexe.

Cette richesse s'illustre, par ailleurs, dans la place que prend progressivement dans le roman le train, objet de toutes les attentes qui symbolise tantôt "l'espoir", la "vie" ou encore la "délivrance" et qui représente également "l'espace qui accueille le récit". Le romancier fini par donner la parole à ses personnages, en concluant ce récit sur l'amour et l'acceptation de l'autre par des lettres adressées par ses héros à d'hypothétiques correspondants.

Auteur de plusieurs romans en langue arabe, Mohamed Bourahla a également publié "Le laurier rose" et "Le pire des mots", deux ouvrages en langue française. Egalement dramaturge, il a écrit deux pièces jouées au dernier Festival national du théâtre professionnel.

SOUK AHRAS La caravane scientifique sur la place de l'islam dans la poésie de Moufdi Zakaria observe une halte

Une caravane scientifique interwilayas sur "Les constructions coraniques et les sens religieux dans la poésie de Moufdi Zakaria" a observé une halte, jeudi à Souk Ahras, pour une rencontre à la salle Miloud-Tahri autour du thème. Initiée par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs à l'occasion du 60^e anniversaire du déclenchement de la Révolution, la rencontre, organisée à cette occasion et ouverte par le wali, a été marquée par des conférences dédiées à l'influence importante du texte

coranique sacré dans la poésie de l'auteur de l'hymne national". L'objectif de la manifestation est de "mettre en valeur le patrimoine islamique dans sa dimension nationale" et de "souligner la valeur de l'unité nationale à travers une figure intellectuelle nourrie des valeurs spirituelles de la société et engagée politiquement en faveur de la revendication patriotique", a souligné Omar Boufelfilou, directeur des activités culturelles et des colloques au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

L'universitaire Djellal Khacheb, de l'université de Souk Ahras, a axé son intervention sur "l'analyse de la dimension amazighe dans la poésie de Moufdi Zakaria", et plaidé pour "la production d'une série télévisée consacrée à ce grand patriote". La caravane, dont le programme prévoit plusieurs prêches à travers les mosquées de Souk Ahras, se rendra également dans les wilayas de Tiaret, de Relizane, de Djelfa, de Laghouat et de Ghardaïa.

APS

BISKRA

Démantèlement d'un atelier clandestin de fabrication artisanale d'armes à Sidi Khaled

Cinq (5) individus ont été interpellés au cours d'une opération de démantèlement d'un atelier clandestin de fabrication artisanale d'armes à feu, près de Sidi-Khaled (Biskra), a-t-on appris jeudi auprès de la sûreté de wilaya.

Menée par la brigade criminelle de police judiciaire, l'opération a également permis de mettre la main sur deux armes à feu, la première de fabrication artisanale et la seconde de marque italienne, ainsi que sur des outils servant à la fabrication artisanale d'armes, a indiqué la même source.

Pas moins de 240 cartouches de calibres 12 et 14 mm, des quantités de plomb et de poudre noire, des cartouchières et des jumelles ont été également saisies dans cet atelier clandestin, a-t-on également indiqué, soulignant que les mis en cause seront présentés devant la justice "dès constitution d'un dossier pénal sur cette affaire".

PROTECTION CIVILE

Elle rappelle sa position de principe de ne dialoguer qu'avec les syndicats agréés

La direction générale de la Protection civile a rappelé jeudi sa position de principe de ne dialoguer qu'avec les organisations syndicales agréées, estimant que le SNAPAP n'a pu réunir les conditions édictées par la réglementation.

"La direction générale de la Protection civile rappelle sa position de principe de ne dialoguer qu'avec les organisations syndicales ayant une représentativité conforme aux textes régissant leur activité", est-il souligné dans un communiqué rendu public par cette institution.

La direction générale de la Protection civile a réagi suite au communiqué du SNAPAP "annonçant le report du sit-in de protestation qui était prévu le 18 novembre 2014 après l'acceptation de ladite direction d'ouvrir les portes du dialogue avec ses représentants".

Selon la même source, "le président du SNAPAP, au regard du droit syndical, n'a jamais pu réunir les conditions édictées par la réglementation et de ce fait, ne peut se prévaloir du droit de défendre les intérêts des travailleurs de la Protection civile, lesquels sont protégés par les dispositions statutaires et les lois de la République".

La direction générale de ce corps a rappelé à cette occasion, qu'elle n'a jamais menagé ses efforts, particulièrement dans le sens de l'amélioration des conditions socioprofessionnelles et de promotion de ses agents.

APS

Ouverture par la Gendarmerie nationale de plusieurs enquêtes pour divers délits

La gendarmerie nationale a ouvert plusieurs enquêtes pour divers délits commis à travers le territoire national, indiquait hier un communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale.



Dans la wilaya de Tizi Ouzou, l'auteur présumé d'un meurtre a été interpellé dans la commune de Bouzeguène et placé sous mandat de dépôt. Un autre meurtre a été commis dans la commune de Mechtras et le mis en cause a été interpellé par la brigade de Gendarmerie.

A Alger, un ouvrier a trouvé la mort dans un chantier après avoir été enseveli et asphyxié sous un amas de terre, alors qu'il effectuait des travaux dans une fosse de raccordement à une conduite des eaux usées.

A Médéa, la brigade de la gendarmerie

d'El Azizia a arrêté cinq (05) individus pour association de malfaiteurs et vol de cheptel, alors qu'à Béjaïa, un gardien d'une société a été interpellé après avoir fomenté un scénario de vol d'un camion relevant de l'entreprise où il était employé.

ALGER

25 ans de prison pour un double assassinat

A.Ferrag

Le procès de Karim, est instruit lors de la session criminelle de la cour d'Alger. En effet Karim, accusé du double meurtre sur les personnes de deux hommes Wahid âgé de 40 ans et Younès âgé de 38 ans, est condamné à vingt-cinq ans de réclusion criminelle.

Wahid a reçu 10 coups de couteau au niveau du cœur, du crâne, la poitrine, le dos, Karim prend tout, le cabas, l'argent et le portable. Younès qui a reçu 8 coups mortels au crâne, au thorax et à l'abdomen est mort sur place et délesté de 30.000 DA et de son portable.

Le criminel s'enfuit. Une



enquête est immédiatement ouverte, elle dure cinq mois et finit par mener les enquêteurs à Karim.

L'individu sera vite arrêté puis présenté devant le tribunal criminel, Karim reconnu tous les faits retenus

contre lui.

Le président ne manquera pas de rappeler le passé de l'accusé. En effet, Karim avait un casier judiciaire bien chargé. Le représentant du ministère public, dans son réquisitoire, a refait

lecture de l'arrêt de renvoi judiciaire avant de rappeler encore une fois à l'accusé la gravité de ce double meurtre : il a commis le plus grave des délits pour voler, il n'a pas hésité à tuer, nous ne pouvons en aucun cas lui accorder les circonstances atténuantes. Il requiert la prison à perpétuité pour homicide volontaire à l'encontre de Karim en vertu des articles 254, 255, 256, 257, 261, 353/1-2-3-4-176 et 177 du code pénal.

L'avocat de la défense plaidera pour le bénéfice des circonstances atténuantes en faveur de son mandant.

Après quelques heures de délibérations, le jury rendra son verdict : l'accusé déclaré coupable est condamné à 25 ans de prison ferme.

TIZI-OUZOU : LUTTE CONTRE LES LIEUX DE DEBAUCHE

La police ferme un bar et arrête le tenancier à Aït Aïssa Mimoun

K.N.A

Un bar clandestin a été fermé avant-hier par les services de la police au niveau du village Lamdhamer situé dans la commune d'Aït Aïssa Mimoun à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Le communiqué émis par la cellule de communication de la police fait état de l'arrestation du tenancier ainsi que le serveur. L'opération a également permis aux éléments de la police de saisir une quantité de 1655 bouteilles d'alcool de différentes marques ainsi qu'une somme d'argent, revenu de

la vente. Présenté au parquet de Tiggirt, les deux mis en cause ont été mis en détention préventive. A rappeler dans ce même registre des fléaux que récemment les éléments d'intervention de la gendarmerie de Makouda ont libéré une fille séquestrée dans un bar clandestin au lieu dit Chréa situé sur les hauteurs de la commune de Boudjima. La victime a été empêchée de quitter les lieux et contrainte au travail forcé par les gérants du lieu. C'est grâce au numéro vert de la gendarmerie qu'elle a utilisé qu'elle a été libérée de ses ravisseurs qui ont été arrêtés dans la même intervention. Rappelons enfin que les services de la police ont annoncé la fermeture de 13 bars rien qu'en octobre.

AÏN DEFLA

1290 dossiers d'investissement pris en charge par la Caisse de garantie depuis 2006

Près de 1290 dossiers d'investissement ont été pris en charge par la Caisse de garantie des crédits d'investissements (CGCI) depuis 2006, a indiqué jeudi à Aïn Defla un responsable de cet organisme financier. La prise en charge de ces dossiers s'est élevée à 25 milliards de DA, a précisé le directeur-adjoint de la CGCI, Mohammed Azzaoui, lors d'une journée d'information sur "le financement bancaire et son rôle dans le développement économique lo-

cal." M. Azzaoui a signalé que l'absence de garantie constitue souvent l'obstacle auquel les jeunes sont confrontés pour bénéficier de crédits de la part de la banque pour financer leur projet. Relevant que son organisme est un partenaire des banques avec pour mission la garantie des financements des PME, M. Azzaoui a subordonné l'action de la CGCI à l'impact des projets présentés par les investisseurs sur le plan économique (notam-

ment en matière de création d'emploi), outre le volet inhérent à la préservation de l'environnement. Il a expliqué que ce sont surtout les universitaires qui sollicitent les services de la Caisse pour lancer leurs projets, compte tenu du fait qu'ils ne peuvent souvent pas présenter une garantie à la banque à même de leur permettre de bénéficier de crédits. Seize antennes de la CGCI, dotées chacune d'un capital de 1 milliard DA, sont présentes sur le ter-

ritoire national, a-t-il noté, soulignant que les projets susceptibles de faire l'objet de garantie ne doivent pas dépasser le seuil de 350 millions DA. Des directeurs d'organismes financiers, des universitaires et des investisseurs ont notamment assisté à cette journée d'information organisée par l'antenne locale de l'Agence nationale du développement de l'investissement (ANDI), à l'occasion de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat.

UNICEF

Plus de 20% des enfants connaissent un retard de croissance dans le monde

Plus de 20% des enfants connaissent un retard de croissance à cause de la malnutrition ou meurent avant l'âge de cinq ans, a révélé l'UNICEF, dans un rapport publié jeudi, déplorant "un nombre important d'enfants exclus du progrès ces 25 dernières années".



Dans ce rapport publié à l'occasion de la Journée universelle de l'enfant et le 25^{ème} anniversaire de l'adoption de la Convention des droits de l'enfant (CRC), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a déclaré qu'il est deux fois plus probable que 20% des enfants les plus pauvres de la planète affichent un retard de croissance à cause de la mauvaise alimentation ou meurent avant l'âge de cinq ans.

Des interviews menées auprès des enfants, des parents et des officiels de l'UNICEF dans les pays du Moyen-Orient et les pays pauvres d'Afrique, ont montré que la situation est plus alarmante, précise le rapport.

En Irak, il est fréquent de voir des enfants âgés de moins de 15 ans recrutés par des groupes armés pour aller au combat et servir de kamikazes, écrit

l'organisation. En Syrie, pays ravagé par la guerre depuis 2011, près de 6 millions d'enfants ont été déplacés, a indiqué Kumar Tiku, chef de la communication de l'UNICEF.

Dans la Bande de Gaza, environ 1.000 enfants souffrent d'un handicap permanent, conséquence de l'agression militaire israélienne de 50 jours qui a tué plus de 2000 Palestiniens, a indiqué un groupe basé à Gaza. En Afrique, malgré de grandes avancées dans la protection des enfants, les violences sexuelles, et le mariage des mineurs persistent dans de nombreux pays, selon le texte. Paradoxalement, les États-Unis, grand pays développé, n'arrivent pas à protéger totalement les droits des enfants sur leurs propres territoires.

Un rapport des autorités américaines a révélé que le nombre d'enfants sans

abri dans le pays a atteint un niveau historique de près de 2,5 millions en 2013, soit 1 enfant sur 30. La situation des enfants doit en toute urgence être prise en compte car les enfants d'aujourd'hui sont les maîtres du monde de demain. Les protéger et leur fournir une bonne éducation permettra de vivre dans un monde meilleur.

Les clauses de la CRC stipulent que tous les enfants devraient jouir d'une bonne éducation, grandir en bonne santé pour qu'ils puissent exploiter pleinement leur potentiel et de devenir des citoyens actifs.

"C'est en conjuguant les efforts et en menant des actions substantielles que les enfants s'épanouissent", prône l'UNICEF. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Convention relative aux droits de l'enfant en 1989.

USA

Obama va offrir un sursis à cinq millions de sans-papiers menacés d'expulsion



Le président Barack Obama va offrir dès jeudi à quelque cinq millions de sans-papiers menacés d'expulsion, sur un total de 11 millions vivant aux États-Unis, a annoncé l'exécutif américain.

Lors d'une allocution solennelle depuis la Maison-Blanche, M. Obama devait expliquer comment tout clandestin vivant depuis plus de cinq ans aux États-Unis, et ayant un enfant américain ou titulaire d'un statut de résident permanent, pourra obtenir un permis de travail de trois ans.

Le président américain annoncera par ailleurs un assouplissement des conditions d'accès au programme Daca ("Deferred Action for Childhood Arrival"), lancé en 2012, qui offre des permis de séjour temporaires aux mineurs arrivés sur le territoire américain avant l'âge de 16 ans.

La Maison-Blanche, qui a précisé qu'un renforcement des contrôles aux frontières était également prévu dans l'arsenal des mesures présidentielles, a indiqué que des critères stricts seraient appliqués et qu'il ne s'agissait en aucun cas d'une "porte ouverte" à tous les candidats à l'exil. "Si vous ne réunissez pas les conditions pour un sursis, vous pouvez vous attendre à être expulsé", résume un responsable sous couvert d'anonymat.

Soulignant que depuis un demi-siècle, "tous les présidents, démocrates comme républicains" ont usé de leurs prérogatives pour agir sur l'immigration sans solliciter l'aval du Congrès, l'exécutif américain affirme agir sur des bases légales solides.

5 détenus de Guantanamo transférés en Géorgie et en Slovaquie

Cinq détenus de Guantanamo ont été transférés jeudi en Géorgie et en Slovaquie, a annoncé un porte-parole du Pentagone. Deux détenus de Guantanamo, un ressortissant tunisien et un Yéménite ont été accueillis en Slovaquie tandis que trois autres Yéménites ont été reçus par la Géorgie, a précisé le lieutenant-colonel Myles Caggins.

Les cinq détenus ont quitté Guantanamo par avion vers 20h00 locales mercredi (13h00 GMT jeudi) et sont arrivés sur place vers 19h00 GMT, a-t-il ajouté.

Les cinq hommes avaient reçu leur approbation pour transfert de l'administration américaine. Il s'agit des tout premiers Yéménites transférés de Guantanamo depuis 2010. Sur les 143 hommes restant dans les geôles de Guantanamo, 84 viennent du Yémen, dont 54 ont été décrétés libérables.

APS

INDONESIE

Un séisme de 6,9 frappe l'est du pays

Un séisme de magnitude de 6,9 a frappé hier l'est de l'Indonésie, a annoncé l'Institut américain de géophysique (USGS), mais aucune alerte au tsunami n'a été lancée.

Le séisme s'est produit à une profondeur de 48 km dans la mer des Moluques, entre l'île des Célèbes et la chaîne d'îles des Moluques. "Le séisme a été fortement ressenti pendant cinq secondes, provoquant la panique des ha-



bitants qui ont quitté leurs maisons en courant", a déclaré le porte-parole de l'Agence pour les catastrophes naturelles, Sutopo Purwo Nugroho.

Le porte-parole a précisé n'avoir pas reçu d'informations sur des dégâts ou des victimes. L'Indonésie est située sur la "Ceinture de feu" du Pacifique où les plaques continentales entrent fréquemment en contact provoquant une importante activité sismique.

ZIMBABWE

11 morts dans une bousculade après un service religieux

Au moins onze personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans une bousculade à la sortie d'un service religieux dans un stade du centre du Zimbabwe, a indiqué hier une source policière.

L'accident s'est produit jeudi soir dans la ville minière de Kwekwe. "La tragédie est arrivée lors d'un rassemblement", a précisé le porte-parole de la police provinciale Shadreck Mubaiwa. "Le service religieux s'est terminé vers 20h30 (18h30

GMT), il y a eu une bousculade lorsque les gens se sont précipités vers la seule sortie ouverte". Selon cette source, quatre personnes sont mortes sur place à la sortie du stade, et sept autres à leur arrivée à l'hôpital de la ville. Plusieurs milliers de personnes venaient de participer à un service de l'une des Eglises pentecôtistes, dont la popularité va croissant au Zimbabwe. Début novembre, la même Eglise de Walter Magaya avait rassemblé environ 20.000 personnes à Harare.

RUSSIE

Crash d'un hélicoptère dans le centre du pays : 5 morts

Cinq personnes ont été tuées quand un petit hélicoptère s'est écrasé dans la région de Nijny Novgorod dans le centre de la Russie, a annoncé le ministère des Situations d'urgence jeudi.

"Les cinq personnes à bord de l'Eurocopter sont décédées", a affirmé un représentant du ministère cité par l'agence de presse Interfax. L'hélicoptère a quitté l'aérodrome de Selipor dans la région de Moscou à 13h00 heure locale (12h00 GMT) avec quatre passagers à bord, dont l'épouse et la fille du pilote. La raison du crash n'a pas encore été élucidée.

GRANDE BRETAGNE

Des webcams piratées à travers le monde par un site russe

Des milliers de vidéos provenant de webcams, de caméras de surveillance ou même de moniteurs bébés au Royaume-Uni, aux États-Unis ou en France, ont fait leur apparition sur un site russe, une pratique dénoncée par le gendarme britannique du numérique.

Au total, 125 pays sont concernés, a-t-il souligné, expliquant que ce site russe, qui opère depuis un mois, profite d'une défaillance des systèmes de protection ou de l'absence de mot de passe pour accéder à ces images.

Les images de plus de 4.500 caméras aux États-Unis, 2.059 en France et 500 au Royaume-Uni, ont fait leur apparition sur ce site, dont une filmant la chambre d'un enfant à Birmingham, une autre un club de gym à Manchester ou encore un pub à Stratford.

Des caméras ont aussi été piratées au Pakistan, aux Émirats arabes unis ou au Brésil. Le site classe les images par pays et par appareil. Parmi les marques de webcams les plus citées figurent la chinoise Foscam, l'américaine Linksys et la japonaise Panasonic.



MATÉRIELS DE SOINS Une grande majorité des diabétiques en Algérie dispose de lecteurs de glycémie

Une grande majorité de personnes atteintes du diabète en Algérie dispose de lecteurs de glycémie (glucomètre), a affirmé, jeudi soir à Oran, le secrétaire général de la Société algérienne de diabétologie (SAD).

"La grande majorité des diabétiques en Algérie possède des lecteurs de glycémie, pour ne pas dire la totalité", a déclaré à l'APS le docteur Samir Aouiche, en marge de l'ouverture du 16ème congrès national de la SAD. "Selon les statistiques en notre possession, il n'y a que 10% des diabétiques qui ne sont pas assurés à la Caisse nationale d'assurance (CNAS), qui couvre la totalité des frais d'acquisition de cet appareil et son consommable", a-t-il encore souligné, jugeant nécessaire la possession de cet appareil, permettant aux malades de suivre l'évolution de leur diabète.

La prise en charge des diabétiques en Algérie s'opère conformément aux standards internationaux, a-t-il fait savoir, par ailleurs, notant que les mêmes moyens et méthodes de dépistage et de traitement du diabète aux États-Unis d'Amérique (USA) et en Europe sont pratiqués en Algérie, qui a fait une grande avancée dans ce domaine, a-t-il observé. Organisée en présence de quelque 700 participants dont des diabétologues, des cardiologues, des ophtalmologues et des généralistes, issus de différentes régions du pays et de l'étranger, cette manifestation de trois jours traite, entre autres thèmes, de l'auto surveillance de la glycémie, la prévention et les méthodes du dépistage de cette maladie.

Le nombre de personnes atteintes du diabète en Algérie est estimé entre 8 et 10% de la population. Les spécialistes prévoient que ce chiffre pourrait doubler d'ici 2030, en cas d'absence d'une politique efficace de prévention et de dépistage.

ALLAITEMENT NATUREL Un taux de 27% seulement dans l'ouest du pays

L'allaitement naturel est suivi à un taux de 27 % seulement dans les wilayas de l'ouest du pays, a indiqué jeudi à Oran le chef de service prévention à la direction de la santé et la population, lors d'une rencontre régionale sur le thème.

L'allaitement naturel est peu observé dans l'ouest du pays, à tel point que le taux de suivi exclusif jusqu'à l'âge de six mois ne dépasse guère les 4%, a déploré le Dr Larbi Deharib dans sa communication sur "la problématique de l'allaitement naturel". Qualifiant ce taux d'"insignifiant", il a fait remarquer qu'il est encore plus bas comparativement à ceux dans l'est et centre du pays.

Pour le Dr Teurki Hassaine Rafik, de l'établissement hospitalier de pédiatrie Boukhroufa-Abdelkader (Oran), de nombreuses mères "ignorent les vertus de l'allaitement naturel et ne connaissent pas parfaitement le mode d'utilisation de l'allaitement artificiel".

"L'allaitement naturel est une question de société dont la responsabilité est partagée entre l'homme et la femme", a-t-il souligné.

A titre incitatif pour un retour au lait maternel au profit des nourrissons, le Dr Daharib a mis l'accent sur la nécessité notamment de "sensibiliser les mères, d'intensifier le contact et de former l'encadrement médical dans ce domaine."

La directrice de l'observatoire régional de la santé, le Dr Belarbi Nawal, a signalé qu'un programme



de formation de médecins et de sages-femmes sur l'allaitement naturel à travers les wilayas du pays est en phase d'élaboration pour être concrétisé en 2015, en vue de relever le taux d'allaitement naturel à 60 voire 80% pour les six premiers mois depuis la naissance.

Le directeur de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, Guessab Abdelkader, a mis l'accent sur le rôle essentiel des unités du Plan d'action maternelle et infantile (PMI) dans la sensibilisation des mères sur l'importance de l'allaitement naturel, ses vertus et son effet sur le plan sanitaire et psychique pour la mère et l'enfant, ajoutant que l'allaitement naturel constituera une priorité dans le plan d'action 2015.

La psychologue Mefflahi Asmaa a appelé, pour sa part, les sages-femmes et les praticiens à éviter de

conseiller le lait artificiel et à empêcher les annonces publicitaires au sein des centres sanitaires. Dans ce cadre, des intervenants ont proposé d'interdire l'accès aux établissements hospitaliers des délégués médicaux faisant la promotion du lait artificiel, d'œuvrer davantage à promouvoir l'allaitement naturel à travers des spots publicitaires dans les médias et d'engager une action de sensibilisation des filles sur l'importance de l'allaitement naturel, dans le cadre de la santé scolaire. Cette rencontre, organisée à l'institut national supérieur de formation paramédicale, et à laquelle ont pris part des médecins et des sages-femmes des unités de protection maternelle et infantile (PMI) des wilayas de l'ouest, a été initiée par l'observatoire régional de la santé, en collaboration avec la direction du secteur de la wilaya d'Oran.

CHIRURGIE ESTHÉTIQUE La liposuccion très prisée des Algériens

La liposuccion vient en tête des interventions chirurgicales les plus prisées des Algériens, hommes et femmes, a affirmé jeudi à Alger le président de la Société algérienne de médecine esthétique (SAME), Mohamed Oughanem.

En marge du 13^e congrès national de médecine et de chirurgie esthétique, Dr Oughanem a précisé que "la prise de poids en Algérie est devenue un problème de santé publique", imputant ce phénomène aux changements des habitudes alimentaires et en-

vironnementales survenus dans la société.

Outre la chirurgie, il a rappelé les techniques modernes utilisées dans ce domaine et qui ont donné des résultats satisfaisants auprès des malades. Parmi les opérations les plus demandées par les Algériens, le spécialiste a cité la liposuccion, la rhinoplastie et la greffe de cheveux.

Les causes peuvent s'expliquer par la volonté de réparer une anomalie génétique ou des dégâts occasionnés à la suite d'un accident, a-t-il précisé. De

son côté, Dr Daniel Egasse, spécialiste en maladies orphelines et du cancer de la peau en France a souligné l'importance de la prise en charge de la chirurgie esthétique et des soins afférents, notamment pour ce qui est des personnes qui ont subi des opérations chirurgicales à la suite de maladies graves.

Pour sa part, Dr Abdelaziz Agrane, spécialiste en chirurgie plastique et réparatrice à l'établissement hospitalier de Douéra (EHS), spécialisé dans les brûlures et les maladies

des os, a salué la prise en charge par l'Etat de ce genre d'interventions chirurgicales, à titre gracieux, notamment pour les personnes ayant subi une ablation de tumeurs cancéreuses ou souffrant de brûlures.

Concernant le cancer du sein, le spécialiste a fait savoir que le service sénologie au Centre Pierre et Marie Curie (CHU Mustapha Pacha-Alger) propose une greffe de sein après l'ablation du sein atteint.

ADRAR 15 interventions chirurgicales au profit d'insuffisants rénaux de la wilaya

Une équipe médicale composée de cardiologues et chirurgiens du Centre hospitalo-universitaire Mustapha Pacha (CHU, Alger) a effectué, mercredi et jeudi, quinze interventions chirurgicales dans le domaine cardiovasculaire à des insuffisants rénaux de la wilaya d'Adrar, a indiqué le chef de service d'hémodialyse de l'établissement sanitaire précité.

Cette action, la 5^e du genre, a indiqué le Dr Seddiki Nouredine, revêt une importance particulière dans le rapprochement des prestations médicales des patients de cette région dans l'extrême sud du pays, leur épargnant les déplacements vers d'autres structures médicales dans le nord du pays pour ce type de soins et les coûts élevés qu'ils induisent.

Initiée sur deux jours par l'association des insuffisants rénaux d'Adrar, en coordination avec la direction de wilaya de la santé, cette initiative a donné lieu également à l'organisation de 20 consultations médicales au profit de patients. Le président de l'association, Ahmed Bekri, a appelé à l'intensification de pareilles actions, afin de prendre en charge cette ca-

tégorie de malades de la région-notamment en matière de frais de transport aérien, car ils ne bénéficient actuellement que d'un simple billet aller-, et d'œuvrer à l'amélioration des conditions d'hospitalisation au niveau du service d'hémodialyse local qui ne peut contenir le grand nombre d'insuffisants rénaux d'Adrar.

APS

Pas de malades d'Ebola à bord des hélicoptères de l'US Army

Les forces américaines déployées au Liberia pour aider à lutter contre l'épidémie d'Ebola ont reçu l'ordre de ne transporter aucun malade à bord de leurs hélicoptères pour éviter toute contamination, a annoncé le Pentagone jeudi.

Les médecins américains impliqués sur le terrain dans la lutte contre la maladie, qui a tué près de 5.500 personnes depuis le début de l'année, se sont dit inquiets de cette politique, mais le Pentagone n'a pas l'intention de modifier son approche.

"La mission de nos troupes au Liberia ne comprend pas de contact direct avec les patients, leur soin ou la manipulation d'échantillons sanguins", a insisté le contre-amiral John Kirby, porte-parole du ministère américain de la Défense.

"Je ne prévois aucun changement de la part du département de la Défense. Je ne prévois aucun changement dans la façon dont nos équipages et nos appareils sont déployés", a-t-il poursuivi.

Les 2.350 soldats américains déployés au Liberia et leurs 240 collègues stationnés au Sénégal ont uniquement pour mission de construire des hôpitaux de campagne, fournir un soutien logistique et former du personnel soignant, a encore expliqué le contre-amiral Kirby.

L'OMS confirme la fin de l'épidémie d'Ebola en RDC

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a confirmé hier la fin de l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo, où des dizaines de personnes avaient succombé à cette maladie. Les autorités congolaises avaient annoncé la semaine dernière la fin de l'épidémie qui est apparue au mois d'août dans le nord-ouest du pays, faisant 66 cas, dont 49 décès. "La dernière contamination a été enregistrée le 4 octobre dernier. La durée d'incubation du virus Ebola est de 21 jours", avait déclaré récemment le ministre congolais de la Santé publique, Félix Kabange Numbi. Les autorités ont toutefois souligné que la fin de l'épidémie ne signifie pas que le danger est totalement écarté.

Elles ont invité la population congolaise et le personnel médical à prendre en considération les mesures d'hygiène élémentaire. L'épidémie actuelle en Afrique de l'Ouest est la pire de l'histoire du virus Ebola, découvert il y a 38 ans en Afrique centrale. En 11 mois, elle a fait au moins 5.477 morts, sur 14.413 cas enregistrés dans huit pays, selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) diffusé vendredi. Le pays le plus touché est le Liberia (2.812 morts), devant la Sierra Leone (1.187 morts) et la Guinée (1.166 morts).

APF

E B O L A

Nouveau *décès* au Mali, 300 personnes sous surveillance sanitaire



Un médecin contaminé par Ebola au Mali a succombé jeudi, a annoncé le ministère de la Santé, portant à cinq le nombre de morts parmi les personnes ayant contracté le virus en lien avec un imam guinéen décédé.

Ce médecin faisait partie des quelque 300 personnes sous surveillance dans le pays, le dernier touché par l'épidémie, à la suite du décès de ce patient guinéen le 27 octobre à la clinique Pasteur de Bamako, selon un dernier bilan de sources médicales. "Le patient infecté qui était sous traitement et qui se portait mieux mercredi est décédé aujourd'hui", a in-

diqué à l'AFP un porte-parole du ministère de la Santé, confirmant qu'il s'agissait du médecin sous traitement depuis près de deux semaines.

Un précédent bilan faisait état de 413 personnes suivies en lien avec le cas de l'imam guinéen, distinct du premier signalé dans le pays, une fillette de deux ans également venue de Guinée et décédée le 24 octobre à Kayes (ouest), qui n'a entraîné aucune contamination.

Le nombre de contacts potentiels recensés "par les services de santé" est de 338. Parmi elles, 303, soit 90%, sont suivies avec deux contrôles quotidiens de leur température, a indiqué jeudi le ministère dans un communiqué.

Le médecin cubain infecté par Ebola est arrivé en Suisse

Un médecin cubain infecté par le virus Ebola en Sierra Leone a été transféré jeudi soir à Genève, où il sera soigné, a indiqué la presse.

Après l'atterrissage de l'avion transportant le Dr Feliz Baez Sarria, 43 ans, une ambulance entourée d'un convoi de quatre voitures s'est dirigée rapidement vers un hôpital proche aux alentours de minuit (23h00 GMT).

Les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), où des vaccins potentiels contre Ebola sont testés sur des volontaires, ont accepté de prendre en charge ce premier patient infecté transporté en Suisse.

Le médecin est l'un des 165 soignants cubains déployés en Sierra Leone pour tenter d'enrayer la progression du virus, qui a provoqué 5.420 décès, sur un nombre total de 15.145 personnes infectées par le virus, selon le dernier bilan de l'OMS.

BÉNIN La fièvre hémorragique de Lassa fait deux morts au Bénin

Deux personnes sont mortes au Bénin après avoir contracté la fièvre de Lassa, cousine de celle d'Ebola, ont annoncé hier le gouvernement béninois et un responsable local de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

"Après les prélèvements et les analyses, les résultats se sont révélés positifs au virus Lassa, un virus voisin de Ebola mais qui n'est pas aussi virulent qu'Ebola", a déclaré la ministre béninoise de la Santé publique, Dorothee Akoko Kindé-Gazard.

Ces deux malades font partie d'un groupe de cinq infirmiers ou médecins décédés à l'hôpital de Tanguiéta, au nord de ce petit pays d'Afrique de l'Ouest limitrophe du Nigeria. "Il

y a eu cinq morts à l'hôpital de Tanguiéta, mais sur les prélèvements faits, seuls deux se sont révélés positifs" au virus de Lassa, a précisé la ministre. "Aucun autre cas n'est encore signalé", a-t-elle ajouté. Pour Youssouf Gamatié, représentant résident de l'OMS au Bénin, "c'est une chance de l'avoir détecté à la phase initiale de l'épidémie". Les autorités béninoises ont annoncé qu'elles attendaient des stocks supplémentaires de médicaments afin de pouvoir traiter tout nouveau cas. Selon l'OMS, la fièvre de Lassa est une infection virale appartenant à la même famille de virus que celui de Marburg. Elle tire son nom d'une localité du nord du Nigeria où a été identifiée

pour la première fois en 1969. Sévissant de manière endémique au Nigeria, en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, elle est asymptomatique dans 80% des cas, mais pour les autres elle peut provoquer des atteintes sévères, notamment hémorragiques ou neurologiques.

La transmission se fait par les excréments des rongeurs ou par contact direct avec du sang, des urines, des selles ou d'autres liquides biologiques d'une personne atteinte. Entre 100.000 et 300.000 personnes sont infectées par cette fièvre chaque année en Afrique de l'Ouest et 5.000 en meurent, selon le Centre américain de prévention et de contrôle des maladies.



Ebola prive de travail la moitié de la population active du Liberia

L'épidémie d'Ebola a un impact économique considérable sur tous les secteurs d'emploi de l'économie libérienne, privant de travail la moitié de la population active dans le pays, selon une enquête de la Banque mondiale.

Début novembre 2014, pratiquement la moitié de la population en activité dans le pays (Liberia) où la crise est déclenchée ne travaille pas", révèle la dernière vague d'enquêtes téléphoniques réalisées par la BM en partenariat avec l'Institut libérien de la statistique et des services d'information (Gallup).

"Même les habitants des villages les plus reculés du Libéria, où aucun cas d'Ebola n'a été diagnostiqué, subissent les retombées de cette terrible maladie", explique Ana Revenga, directrice principale du pôle Pauvreté de la BM.

Elle recommande, à ce titre, de porter des secours non seulement sur les personnes directement touchées par le virus mais aussi sur les communautés les plus démunies "dont l'accès au marché, la mobilité et la sécurité alimentaire ne cessent de se détériorer".

Concernant les personnes touchées par cette crise de chômage à cause d'Ebola, le document cite en premier lieu les travailleurs indépendants qui sont "les plus durement frappés" notamment parce que les marchés sur lesquels ils opèrent habituellement sont fermés, explique-t-on.

L'emploi salarié connaît lui aussi une forte érosion. "Globalement, 36% seulement des travailleurs indépendants hors secteur agricole et environ la moitié des salariés qui étaient en activité avant le déclenchement de l'épidémie sont toujours au travail", ajoute la même source.

L'enquête du groupe de la BM indique, par ailleurs, que les difficultés qui prévalaient avant la crise, notamment en matière de sécurité et de prix alimentaires se sont aggravées dans le pays. Le Libéria ayant connu une flambée des prix du riz importé de près de 40% par rapport à la moyenne en octobre dernier.

"Mais, plus de 70% des personnes interrogées pour l'enquête ont déclaré n'avoir de toute façon pas les moyens d'acheter à manger, indépendamment des prix des aliments", révèle la même source.

Ajoutant, "plus de 90% des répondants disaient redouter ne plus pouvoir nourrir leur famille".

Une analyse, publiée précédemment par le Groupe de la BM, avait estimé que la poursuite de la flambée épidémique dans les trois pays les plus touchés et sa propagation aux pays voisins pourraient se traduire par des pertes économiques de l'ordre de 32,6 milliards de dollars d'ici à la fin 2015.

Pour venir en aide à ces pays déjà fragilisés, le Groupe mobilise actuellement près d'un milliard de dollars dont un financement d'au moins 450 millions de dollars provenant de la Société financière internationale (IFI) visant à soutenir le commerce extérieur, l'investissement et l'emploi en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone.

PRÉMATURÉS

3 000 bébés meurent chaque jour dans le monde

La prématurité continue de tuer, selon les résultats d'une enquête scientifique britannique publiée dans la revue médicale *The Lancet* à l'occasion de la Journée Mondiale de la Prématurité. Il s'agit de la première cause de mort précoce des bébés et des enfants dans le monde.

Du premier jour de leur vie jusqu'à leur 5 ans, les bébés prématurés sont en danger peuvent décéder précocement.

Les chercheurs de l'Université Johns Hopkins (Baltimore, Etats-Unis), ceux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ceux de la London School of Hygiene and Tropical Medicine ont évalué les conséquences de la prématurité sur la mortalité des enfants en s'appuyant sur 206 enquêtes réalisées dans 79 pays. Ils ont estimé les proportions de décès dus à la prématurité par jour.

1 bébé sur 10 naît prématurés et 3 000 enfants meurent chaque jour dans le monde, suite à des complications liées à la prématurité. Cette dernière est ainsi la première cause de décès chez les enfants de moins de 5 ans. En effet, sur 6,3 millions enfants de moins de 5 ans qui sont décédés en 2013, 1,1 million l'ont été à cause des complications médicales d'une

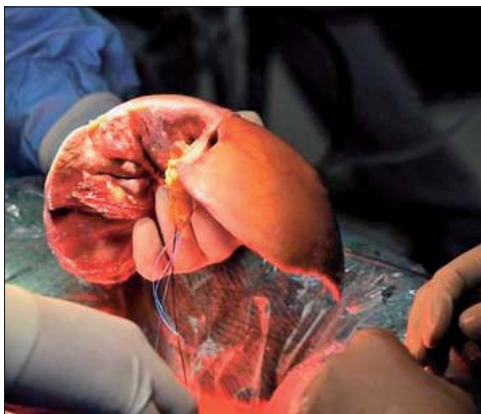
naissance prématurée. Alors que le taux de mortalité des enfants a baissé de 3,9% depuis les années 2000 grâce aux progrès médicaux contre la pneumonie, la diarrhée, la rougeole, le tétanos et le VIH, celui des décès liés à la prématurité n'a baissé que de 2%. « La fréquence de la prématurité a augmenté de 15% depuis dix ans », explique Premup, la Fondation de coopération scientifique sur la grossesse et la prématurité (www.premup.org). « Cette nette augmentation s'explique par plusieurs facteurs: la natalité est en hausse depuis l'an 2000, les grossesses sont aujourd'hui de plus en plus tardives, donc le nombre de grossesses multiples est en forte hausse » rappelle la Fondation.

Pour éviter les naissances prématurées, il est recommandé de bien se rendre à chacune des consultations prénatales et prendre sa grossesse en charge bien avant d'être enceinte.



CANCER DU FOIE

Il peut aussi être provoqué par le dentifrice



Certains dentifrices antibactériens pourraient favoriser l'apparition du cancer du foie, selon une nouvelle étude scientifique américaine. L'antibactérien triclosan présent dans le savon, les dentifrices, les détergents, les tapis, les peintures, les fournitures scolaires et même les couettes était déjà soupçonné de perturber les grossesses et le développement du fœtus. En septembre dernier, les chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) avaient révélé que le triclosan perturbait la croissance des bébés garçons in utero.

Cet antibactérien favorisait aussi l'apparition du cancer, selon les résultats d'une nouvelle étude menée sur des souris et publiée dans la revue scientifique *Proceedings of the*

National Academy of Science. Les chercheurs de l'Université de Californie ont réalisé une expérience pour comprendre les effets du triclosan sur les souris. Les rongeurs ont été mis en contact avec cet antibactérien pendant 6 mois, l'équivalent de 18 ans pour les humains. Les résultats de l'étude ont montré que l'exposition au triclosan favorisait l'apparition de tumeurs du foie chez les souris.

«Le triclosan est dommageable pour le foie car il interfère avec une protéine appelée récepteur constitutive androstane, qui aide à détoxifier le sang. Pour compenser cette interférence, le foie produit trop de cellules, ce qui provoque la fibrose et le cancer » explique Dr Robert Turkey, professeur au département de Chimie et Biochimie à l'Université de

Californie, auteur de l'étude. « Le triclosan est de plus en plus utilisé dans des produits grand public, ce qui pourrait inverser les faibles bénéfices qu'il apporte et présenter un vrai risque de toxicité pour les personnes », rappelle-t-il. « Les dernières découvertes sur les effets néfastes du triclosan devraient modifier les conseils aux consommateurs », ajoute le professeur Bruce Hammock, professeur d'entomologie de l'Université de Californie, co-auteur de l'étude.

"Nous pourrions réduire la plupart des expositions humaines et environnementales en éliminant les produits où le triclosan est fortement concentré mais de faible intérêt, tels que les savons liquides pour les mains," a insisté le professeur Hammock.

SIDA : LA FIN DE L'ÉPIDÉMIE EN 2030 ?



Le dernier rapport annuel de l'Organisation des Nations Unies contre le VIH-Sida prône une accélération des moyens accordés à la lutte contre la maladie. Objectif : tout miser sur les 5 ans qui viennent afin de mettre fin à l'épidémie d'ici 2030.

« Nous avons infléchi la courbe de l'épidémie. À présent, nous avons cinq années pour la briser sinon l'épidémie rebondira encore plus fort ». Tel est le message principal du dernier rapport de l'Organisation des Nations-Unies contre le VIH-Sida (ONU-Sida) présenté hier. Ce rapport insiste sur la nécessité du « fast track » : l'accélération rapide des programmes et l'augmentation des moyens accordés à la lutte contre la maladie, afin de casser la dynamique de l'épidémie.

En 2013, le nombre de nouvelles infections a diminué de 38 % par rapport à 2001, et le nombre de mort s'est abaissé de 35 % par rapport au pic atteint en 2005.

Premier objectif fixé, atteindre les chiffres de « 90-90-90 » d'ici 2020. Soit 90 % des personnes connaissant leur statut sérologique, 90 % de séropositifs ayant accès aux traitements et 90 % des personnes traitées ayant une charge virale indétectable. Ce serait un premier signe que l'infection est désormais sous contrôle. Mais l'ONUSida n'entend pas en rester là. Son deuxième objectif est d'en finir avec l'épidémie d'ici 2030.

Les ressources financières consacrées à la lutte contre le VIH se sont accrues de 200 millions d'euros de 2012 à 2013, pour atteindre 15 milliards d'euros. Pour 2015, l'objectif de l'Onusida est de récolter entre 17,5 et 19 milliards d'euros, nécessaires pour atteindre les nouveaux objectifs assignés. « C'est une chance historique qui s'offre à nous au cours des cinq prochaines années, un rendez-vous que nous n'avons pas le droit de rater » déclarait Michel Sidibé, président d'ONU-Sida lors de la présentation du rapport annuel.

Depuis 1981, quelque 78 millions de personnes ont été infectées par le Virus de l'immunodéficience humaine (VIH), qui cause le sida. Près de 40 millions de personnes sont mortes des suites du sida, rappelle ce rapport de l'ONU.

Le café réduirait les effets secondaires de l'obésité

Le café permettrait de réduire les effets néfastes de l'obésité sur les souris, selon une nouvelle étude scientifique américaine.

Une découverte encourageante qui pourrait peut-être permettre de limiter l'apparition du diabète et de maladies cardiovasculaires chez les personnes obèses. L'acide chlorogénique présent en haute concentration du café aurait des vertus intéressantes pour les personnes obèses. Il réduirait la résistance à l'insuline et limiterait l'accumulation de la graisse dans le foie, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue scientifique *Pharmaceutical Research*.

Les chercheurs du département de pharmacie de l'Université de Géorgie ont réalisé une nouvelle expérience scientifique sur des souris pour évaluer l'effet préventif et thérapeutique de l'acide chlorogénique sur la résistance à l'insuline et l'accumulation de matière grasse dans le foie des obèses.

« Des études antérieures ont montré que la consommation de café pouvait réduire le risque de maladies chroniques comme le diabète de type 2 et les maladies cardiovasculaires », a déclaré Yongjie Ma, le principal auteur de l'étude et chercheur associé à l'Université de Géorgie. « Notre étude élargit cette recherche en examinant les avantages liés à ce composé spécifique, qui se trouve en abondance dans le café, mais aussi dans d'autres fruits et légumes comme les pommes, les poires, les tomates, l'artichaut, la pomme de terre et les bleuets ».

Pendant 15 semaines, ils ont soumis les rongeurs à un régime riche en matières grasses et à une supplémentation en acide chlorogénique. Puis les scientifiques ont mesuré, leur poids,



leur taux de glucose dans le sang, l'insuline et la concentration de lipides dans le foie.

Les chercheurs ont montré grâce à cette expérience que l'acide chlorogénique, un antioxydant fortement concentré dans le café est aussi présent dans certains fruits et légumes a réduit la résistance à l'insuline et limité la concentration de graisses dans le foie.

En plus d'être un antioxydant, ce composé agit comme anti-inflammatoire. « Certaines recherches suggèrent que l'inflammation chronique liée à l'obésité, peut provoquer le diabète, des maladies cardiaques et le syndrome métabolique (l'ensemble des signes physiologiques : faible taux de « bon » cholestérol, obésité, accu-

mulation de graisse sur le ventre, hypertension artérielle, troubles de la glycémie, taux élevé de triglycérides). Si l'acide chlorogénique peut réduire l'inflammation, il peut aussi compenser les effets secondaires négatifs de la prise de poids », explique Yongjie Ma.

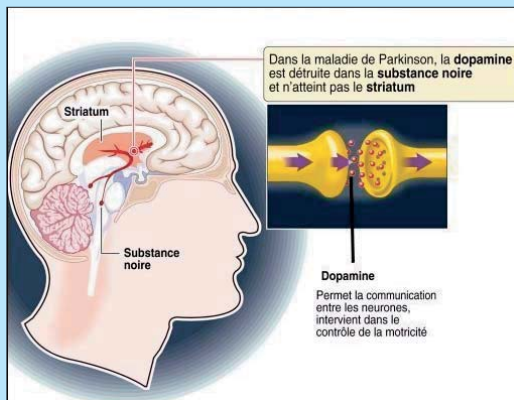
« Notre étude fournit une preuve directe que l'acide chlorogénique est un composé puissant dans la prévention de l'obésité induite par l'alimentation et dans celle du syndrome métabolique lié à l'obésité. Nos résultats suggèrent que la consommation de café est bénéfique dans le maintien de l'équilibre du métabolisme lors d'un régime riche en graisses » conclut Yongjie Ma, co-auteur de l'étude.

MALADIE DE PARKINSON : UN VIRUS SERAIT CAPABLE DE PROTÉGER DE LA MALADIE

Un virus serait capable de protéger les neurones de la dégénérescence, selon les résultats d'une nouvelle étude scientifique française. Testée chez les souris, cette protéine virale aurait notamment un effet protecteur contre la maladie de Parkinson.

Les chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ont découvert que chez la souris, une protéine virale issue du Bornavirus (un virus associé à des troubles du comportement chez plusieurs animaux) protégerait les neurones de la dégénérescence.

« Nous avons constaté que ce bornavirus (c'est-à-dire un virus responsable de maladies comportementales diverses) force la survie des neurones pour garantir sa propre survie. Pour ce faire, il produit une protéine appelée X. Cette protéine virale s'accumule dans les mitochondries, la partie des cellules qui produit l'énergie. Or les problèmes mitochondriaux sont à l'origine d'un grand nombre de maladies neurodégénératives, dont la maladie de Parkinson. Dès lors, il nous a paru évident de tester cette protéine contre la dégénérescence neuro-



nale » explique Marion Szelechowski, chercheuse au Centre de physiopathologie de Toulouse-Purpan et auteur principale de ces travaux.

La protéine favorise la survie des neurones

Les chercheurs ont réalisé plusieurs expériences pour mettre à l'épreuve leur théorie et compren-

dre comment fonctionne cette protéine virale pour envisager de l'utiliser de manière thérapeutique. « Les résultats ont montré que la protéine X exprimée seule, en dehors du contexte d'une infection, bloque les dommages mitochondriaux induits par un stress et responsables de la mort des neurones. La protéine X semble favoriser les fusions mitochondriales et la dilution des stress su-

bits par ces organites. C'est ce qui semble assurer la survie des neurones », explique Marion Szelechowski.

Une protéine virale efficace chez les souris

Pour tester l'effet de la protéine X, les chercheurs ont ensuite fabriqué des peptides dérivés de la protéine suffisamment petits pour qu'ils puissent entrer dans les cellules et les mitochondries.

Ils les ont administrés par voie nasale à des souris génétiquement modifiées pour développer la maladie de Parkinson. Le peptide PX3 a permis de réduire de 40 à 53% la dégénérescence neuronale. « Pour mimer la maladie de Parkinson nous injectons un agent toxique qui provoque un stress mitochondrial sévère, entraînant la dégénérescence des neurones en trois quatre jours. Or, en administrant le PX3 en même temps, pratiquement la moitié des neurones sont épargnés. Ces résultats ouvrent donc la voie à des nouvelles approches thérapeutiques dans le traitement des maladies neurodégénératives, ciblées sur la protection des mitochondries », conclut Marion Szelechowski.

DIALOGUE INTERMALIEN

Le 3^e round (Alger III) du dialogue intermalien inclusif a repris jeudi à Alger entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation.

Assistent également à ce round du dialogue, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.

La séance de la reprise des travaux du 3^e round des négociations intermalienes a été entamée sous la présidence du ministre des Affaires étrangères, Ramtane

Lamamra en présence du ministre des Affaires étrangères du Mali, Abdoulay Diop et des représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali. Le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali avaient accepté en octobre dernier "comme une base solide" un document de négociation, soumis par l'équipe de la médiation, comportant des éléments d'un accord de paix.

La médiation avait soumis aux parties un document de négociation comportant des éléments d'un accord de paix, compromis "novateur" par rapport à tout ce qui a pu être négocié auparavant. Ce document avait été établi sur la base des propositions présentées par les parties lors de la phase de négociation ayant eu lieu au mois de septembre dans le cadre des quatre groupes de négociations thématiques relatifs aux questions politiques et institutionnelles, défense et sécurité, développement économique, social et culturel et réconciliation, justice et affaires humanitaires. Il tient compte également des préoccupations exprimées en septembre dernier par la société civile et les représentants des communautés du Mali. "Une feuille de route" et "une déclaration de cessation des hostilités" avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali. Les deux documents constituent une assise solide à "la plateforme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne" et la "Déclaration d'Alger", qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue intermalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali. Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident). La deuxième phase des négociations du dialogue intermalien inclusif avait eu en septembre à Alger.

L'UA a enregistré des avancées "significatives" dans le processus intermalien inclusif

L'Union africaine (UA) a enregistré des avancées "significatives" dans le processus de dialogue intermalien inclusif, où ses parties ont porté des observations de "fond" sur le document portant les éléments pour un accord de paix proposé par la médiation, a affirmé jeudi soir à Alger, le Commissaire à la paix et à la sécurité de cette organisation, Smail Chergui. "Nous avons constaté des avancées significatives (dans les négociations ndlr), car les parties ont porté des observations de fond sur le document portant les éléments pour un accord de paix proposé par la médiation", a déclaré M. Chergui à l'ouverture du dialogue intermalien inclusif à la faveur des travaux du 4^e round des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali.

Il a précisé que l'UA avait relevé de "nombreux points de convergences" qui devaient, selon lui, "encourager" les parties à consolider les acquis et à faire de nouvelles concessions en vue de parvenir à un "accord consensuel".

M. Chergui a, dans ce cadre, réitéré le soutien de l'UA au processus devant mener à la signature d'un "accord définitif et global", espérant que des efforts "conséquents" sont déployés durant cette session.

"Les parties maliennes doivent s'engager à travers des décisions pragmatiques et indispensables pour finaliser encore les quelques points en discussion et aller résolument vers notre objectif commun", a-t-il dit.



Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA a estimé primordial que toutes les parties maliennes doivent contribuer à un accord qui mettra fin à la crise multiforme secouant le Mali.

"Le gouvernement est attendu pour des concessions à la fois novatrices et généreuses dans le respect des principes déjà convenus dans la feuille de route et qui permettront aux populations du Nord une représentativité au sein des institutions nationales et une participation plus effective à la gestion des affaires locales", a-t-il déclaré.

Cependant, l'Union africaine espère que les mouvements armés fassent preuve de réalisme, a expliqué M. Chergui, soulignant néanmoins que son organisation comprenait leur "besoin de changement profond".

Des changements qui ne sont viables, a-t-il averti, que lorsqu'ils sont réalistes et acceptés par la communauté internationale et surtout par les populations concernées dans

leur diversité historique, sociale et culturelle.

Il a fait part à cette occasion, du souhait du peuple malien d'arriver à "une paix définitive et durable, conforme à ses aspirations légitimes".

"La communauté internationale qui s'est mobilisée depuis le début de cette crise, est également en droit d'attendre des parties maliennes des efforts supplémentaires pour que cette étape soit un tournant décisif du processus d'Alger", a indiqué M. Chergui.

"Nous devons tout faire pour qu'il en soit ainsi, car comme vous le savez la situation sur le terrain est encore fragile et il faut y faire face ensemble pour le bien des populations maliennes et la stabilité dans la région sahélo-saharienne", a-t-il ajouté.

Ont assisté également à ce round du dialogue qui se poursuivra à huis clos, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.

Le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali avaient accepté en octobre dernier "comme une base solide" un document de négociation, soumis par l'équipe de la médiation, comportant des éléments d'un accord de paix.

La médiation avait soumis aux parties un document de négociation comportant des éléments d'un accord de paix, compromis "novateur" par rapport à tout ce qui a pu être négocié auparavant.

Ce document avait été établi sur la base des propositions présentées par les parties lors de la phase de négociation ayant eu lieu au mois de septembre dans le cadre des quatre groupes de négociations thématiques relatifs aux questions politiques et institutionnelles, défense et sécurité, développement économique, social et culturel et réconciliation, justice et affaires humanitaires.

Il tient compte également des préoccupations exprimées en septembre dernier par la société civile et les représentants des communautés du Mali.

Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident).

Lamamra appelle à saisir la chance des négociations d'Alger pour parvenir à la paix

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra a appelé jeudi à Alger les différentes parties maliennes à "saisir la chance" du processus des négociations d'Alger pour parvenir à un accord de paix global et définitif en vue du retour de la stabilité au Mali.

"Le processus d'Alger est une chance et il nous appartient de la saisir. Nous devons être à la hauteur des responsabilités que le destin et les circonstances nous ont assignées afin de relever le défi de la paix", a déclaré M. Lamamra lors des travaux du 4^e round du dialogue intermalien inclusif entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali.

Il appartient "aux Maliens eux-mêmes de faire la paix", a-t-il dit, soulignant qu'il incombe au groupe de la médiation, dont l'Algérie est le chef de file, d'aider les Maliens à "se parler, à s'écouter et à se comprendre mutuellement pour pouvoir emprunter le chemin de la paix, jalonné d'embûches".

"Nous ne pouvons pas en tant qu'équipe de médiation assumer à votre place la responsabilité historique", afin de parvenir à la paix et la stabilité au Mali, a dit M. Lamamra, à l'adresse des parties maliennes.

"Nous allons y mettre le cœur, la raison, la persuasion et l'esprit de la responsabilité de tous pour l'instauration de la paix et de la stabilité au Mali", a-t-il assuré.

M. Lamamra a indiqué que la poursuite, durant les prochains jours de ces négociations à huis clos, allait permettre de poser de solides fondations à même



d'assurer un climat de confiance pour avancer.

Les travaux du 4^e round du dialogue intermalien inclusif ont eu lieu jeudi à Alger entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation. Assistent également à ce round du dialogue, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCI, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.

Le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali avaient accepté en octobre dernier "comme une base solide" un document de négociation, soumis par l'équipe de la médiation, compor-

tant des éléments d'un accord de paix.

La médiation avait soumis aux parties un document de négociation comportant des éléments d'un accord de paix, compromis "novateur" par rapport à tout ce qui a pu être négocié auparavant.

"Une feuille de route" et "une déclaration de cessation des hostilités" avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali. Les deux documents constituent une assise solide à "la plateforme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne" et la

"Déclaration d'Alger", qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue intermalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali.

Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident).

La deuxième phase des négociations du dialogue intermalien inclusif avait eu en septembre à Alger.

DIALOGUE INTERMALIEN

La Mauritanie appelle les parties maliennes à saisir l'opportunité offerte

La Mauritanie appelle les parties maliennes à profiter de l'opportunité qui leur est offerte par l'Algérie et la communauté internationale pour trouver les "meilleures" solutions aux problèmes qui les opposent et créer la stabilité dans la sous-région, a indiqué jeudi soir à Alger, le représentant du président en exercice de l'Union africaine, Bouyaya Boulah.

"Nous attirons leur attention (les parties maliennes) sur le caractère de plus en plus urgent et profiter de l'opportunité offerte par l'Algérie et par la communauté internationale pour trouver les meilleures solutions aux problèmes qui les opposent et qu'ils prennent le développement, la stabilité de toute la sous-région en considération", a déclaré M. Boulah, à l'ouverture du dialogue intermalien inclusif à la faveur des travaux du 4e round des pourparlers entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali.

M. Boulah également ambassadeur de Mauritanie en Algérie, a tenu à rappeler que la plus grande responsabilité devant l'histoire repose sur les efforts des Maliens pour faire aboutir le processus de paix "sagement" organisé par l'Algérie et largement "soutenu" par la communauté



internationale dans son ensemble.

"Nous appelons vivement nos frères à prendre toutes ces opportunités en considération pour couronner ce parcours par la convergence vers un accord de paix global et durable", a-t-il dit.

Le diplomate a, en outre, renouvelé l'appui de la Mauritanie aux efforts de la médiation pour faire aboutir le processus de paix au Mali dans "le respect total de sa souveraineté nationale, son intégrité territoriale et de son caractère républicain".

Par ailleurs, M. Boulah a tenu à remercier l'Algérie et les représentants des pays voisins du Mali ainsi que les partenaires multilatéraux pour les efforts

qu'ils déploient en vue de réunir les meilleures conditions de poursuite de ce dialogue dans son 4e round.

Ont assisté également à ce round du dialogue qui se poursuivra à huis clos, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCL, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.

Le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali avaient accepté en octobre dernier "comme une base solide" un document de négociation, soumis par l'équipe de la médiation, comportant des éléments d'un accord

de paix. La médiation avait soumis aux parties un document de négociation comportant des éléments d'un accord de paix, compromis "novateur" par rapport à tout ce qui a pu être négocié auparavant.

"Une feuille de route" et "une déclaration de cessation des hostilités" avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali.

Les deux documents constituent une assise solide à "la plateforme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne" et la "Déclaration d'Alger", qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue intermalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali.

Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident).

Le gouvernement malien "ne ménagera aucun effort" pour la paix (MAE malien)

Le gouvernement malien "ne ménagera aucun effort" pour sortir le pays des "ténèbres de la violence, de la haine et de la destruction" pour restaurer la paix et la sécurité, a indiqué jeudi à Alger, le chef de la diplomatie malienne, Abdoulay Diop.

"Le gouvernement malien ne ménagera aucun effort pour permettre de sortir des ténèbres de la violence, de la haine et de la destruction pour respirer enfin la lueur de paix, de sécurité et de réconciliation nationale", a déclaré M. Diop, lors des travaux du 4e round du dialogue intermalien inclusif entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali.

Selon lui, l'espoir est "d'autant plus permis" que la situation sur le terrain est "relativement calme, certes fragile, exception faite de quelques actes ignobles commis de temps à autre par des terroristes qui visent précisément à ralentir le processus de paix d'Alger".

"Face à ces ennemis de la paix, nous ne devons en aucun cas nous détourner de notre noble mission de contribuer qualitativement au rétablissement de la souveraineté et la restauration de la paix au Mali", a-t-il soutenu.

S'adressant aux mouvements politico-militaires du nord Mali, M. Diop a indiqué qu'il était nécessaire que "nous prenions nos responsabilités pour avoir le courage de faire la paix des braves, en faisant preuve de réalisme pour saisir la chance des négociations d'Alger pour recons-



truire le Mali et ainsi répondre aux aspirations de la population".

Le chef de la diplomatie malienne a réaffirmé également la ferme détermination du gouvernement malien à travailler pour aboutir à une paix durable et définitive.

Les travaux du 4e round du dialogue intermalien inclusif ont eu lieu jeudi à Alger entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations

sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation. Assistent également à ce round du dialogue, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OCL, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.

Le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali avaient accepté en octobre dernier "comme une base solide" un document de négociation, soumis par l'équipe de la médiation, comportant des éléments d'un accord

de paix.

La médiation avait soumis aux parties un document de négociation comportant des éléments d'un accord de paix, compromis "novateur" par rapport à tout ce qui a pu être négocié auparavant.

"Une feuille de route" et "une déclaration de cessation des hostilités" avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali.

Les deux documents constituent une assise solide à "la plateforme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne" et la "Déclaration d'Alger", qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue intermalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali.

Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident).

DIALOGUE INTERNALIEN

Les mouvements du nord-Mali déterminés à parvenir à la paix

Les mouvements politico-militaires de la région du nord du Mali ont réaffirmé jeudi à Alger, leur "ferme" détermination à œuvrer pour parvenir à la paix et la stabilité au Mali.

"Nous réaffirmons notre ferme détermination à œuvrer à trouver une solution adéquate, prioritairement pacifique, dans le cadre des aspirations légitimes des populations de l'Azawad (nord du Mali)", a indiqué le représentant de la coordination de mouvements de l'Azawad (CMA), Ambayri Ag Aissa, lors du 4e round du dialogue intermalien inclusif.

La CMA regroupe, selon un de ses représentants, la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA, dissident).

"Nous voulons une vraie paix pour l'Azawad et le Mali, mais pas à n'importe quel prix. Nous ne voulons pas d'une paix qui soit prise en otage par les spéculations



mercantiles et des ambitions narcissiques", a-t-il ajouté.

De son côté, le représentant de la plate-forme d'Alger, constituée du MAA, Ahmed Ould Sidi Moussa a réitéré le "ferme" engagement de son mouvement à contribuer au retour, "sans délai", à la paix, la stabilité et l'équité au Mali tout entier.

"Dans le sillage de cette dynamique des négociations d'Alger, nous tendons notre main à nos frères et sœurs de la CMA pour nous retrouver et parler le même langage pour reconstruire en-

semble le Mali", a-t-il soutenu. Les travaux du 4e round du dialogue intermalien inclusif ont eu lieu jeudi à Alger entre le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali ayant adhéré au processus de négociations sous la conduite de l'Algérie, chef de file de la médiation. Assistent également à ce round du dialogue, la CEDEAO, l'ONU, l'UA, l'OIC, l'UE, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Nigeria, en tant que parties de la médiation.

Le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali avaient accepté en octobre dernier "comme une base solide" un document de négociation, soumis par l'équipe de la médiation, comportant des éléments d'un accord de paix. La médiation avait soumis aux parties un document de négociation comportant des éléments d'un accord de paix, compromis "novateur" par rapport à tout ce qui a pu être négocié auparavant.

"Une feuille de route" et "une

déclaration de cessation des hostilités" avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali.

Les deux documents constituent une assise solide à "la plate-forme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne" et la "Déclaration d'Alger", qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue intermalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali.

Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident).

Les parties maliennes appelées à des "compromis" pour parvenir à une paix durable dans le nord du Mali

Les partenaires du dialogue intermalien ont appelé jeudi à Alger, lors du 4e round des négociations, le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali à des "compromis" pour parvenir à une paix durable et globale.

Les négociations entre le gouvernement malien, la coordination des mouvements signataires de la Déclaration d'Alger du 9 juin 2014 et les mouvements signataires de la Plateforme d'Alger du 14 juin 2014, se poursuivent sous l'égide de l'équipe de médiation comprenant l'Algérie, chef de file, l'ONU-MINUSMA, l'UA, CEDEAO, l'Union européenne (UE) et l'Organisation de la coopération islamique (OCI), ainsi que le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

Dans son intervention, le représentant des Nations unies, Arnould Akodjenou a souligné l'importance de ce dialogue pour l'avenir du Mali, appelant les différentes parties impliquées dans les discussions à "faire preuve de leadership" et à "faire des compromis et des concessions" pour résoudre les conflits dans le nord du Mali.

M. Akodjenou a lancé un appel aux mouvements politico-militaires, les invitant à "se sacrifier aux compromis et aux concessions" et à "participer personnellement et activement aux échanges du dialogue".

"Plus vite nous choisirons de faire la paix, mieux cela vaudra pour qu'ensemble nous constituerons un front uni contre les ennemis de la paix", a-t-il ajouté.

Représentant l'Union européenne (UE), Michel Reveyrand-de Menthon a exprimé pour sa part la disposition de l'UE à soutenir le processus de dialogue, évoquant le besoin de "parvenir à un bon accord entre les parties" engagées.

"Toutes les parties pour parvenir à cet accord doivent comprendre et vouloir



trouver ensemble un compromis et pour cela il faut prendre en compte les attentes, le point de vue et les perspectives de l'autre", a-t-il insisté.

M. Aboudou Touré Cheaka qui représente la Commission de la CEDEAO, a estimé, quant à lui, que c'est aux Maliens de "mesurer leur responsabilité" pour trouver une issue à la crise. "Nous n'avons pas d'autres choix que d'aller de l'avant pour un accord entre Maliens et pour les Maliens", a-t-il dit.

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) par la voix de son représentant Mahmoud Compaoré a rappelé que "la plus grande part de responsabilité dans la résolution de la crise revient aux Maliens", qui sont invités dans leur ensemble, gouvernement et groupes armés, "à garder à l'esprit l'intérêt général et à œuvrer pour le succès du dialogue".

L'ambassadeur du Burkina Faso, Djindjer Dominique a, pour sa part, exhorté les participants à "déployer tous les efforts nécessaires pour aboutir à une sortie de crise à même de redonner un véritable es-

poir aux populations du Mali".

Pour atteindre ces objectifs, il a préconisé aux différentes parties prenantes aux discussions de "s'efforcer au respect scrupuleux de l'esprit et de la lettre de certains prérequis et préalables fondamentaux qui constituent l'épine dorsale des négociations". "Une remise en cause de certains engagements risque au pire d'enregistrer un recul préjudiciable à la paix", a-t-il dit.

De son côté, l'ambassadeur du Nigeria, Iliya A.D. Nuhu a mis en exergue la nécessité de faire preuve "de ténacité, de patience et d'engagement" pour réaliser les objectifs assignés. Il a appelé les parties maliennes à comprendre que "le Mali est très grand pour contenir tout le monde".

L'ambassadeur du Niger a estimé que des avancées significatives ont été réalisées lors des discussions, grâce au gouvernement malien et aux mouvements du Nord qui ont fait preuve de "disponibilité et de volonté".

L'ambassadeur du Tchad Abdoulhamid Hagira, a appelé à privilégier l'intérêt du Mali. "Nous espérons arriver à un accord

en comptant sur le courage de tous", a-t-il affirmé.

Le gouvernement malien et les représentants des groupes politico-militaires de la région du nord du Mali avaient accepté en octobre dernier "comme une base solide" un document de négociation, soumis par l'équipe de la médiation, comportant des éléments d'un accord de paix.

La médiation avait soumis aux parties un document de négociation comportant des éléments d'un accord de paix, compromis "novateur" par rapport à tout ce qui a pu être négocié auparavant.

"Une feuille de route" et "une déclaration de cessation des hostilités" avaient été signées en juillet dernier au terme de la phase initiale des pourparlers, en vue de préparer les conditions nécessaires pour l'émergence d'une solution globale et négociée du problème des régions nord du Mali.

Les deux documents constituent une assise solide à "la plateforme préliminaire d'entente visant à trouver une solution définitive à la crise malienne" et la "Déclaration d'Alger", qui avait engagé les parties maliennes d'œuvrer au renforcement de la dynamique d'apaisement en cours et de s'engager dans le dialogue intermalien inclusif dans le cadre du respect de la préservation de l'intégrité territoriale du Mali.

Outre les représentants du gouvernement malien, les six mouvements signataires des deux documents sont le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA), la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR), le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (dissident).

L'ONU renforce ses forces de police dans ses missions de maintien de la paix

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté jeudi sa toute première résolution relative aux services de police dans les opérations de maintien de la paix.

La ministre australienne des Affaires étrangères Julie Bishop, dont le pays préside le Conseil ce mois-ci, a estimé que ces mesures permettront de s'assurer que les officiers de police de diverses origines, venus d'Afrique ou d'Amérique, travaillent tous selon les mêmes critères.

Le commissaire de police Fred Yiga, servant dans la mission de l'ONU au Soudan du Sud, a expliqué au Conseil que les policiers des missions internationales jouaient un rôle clé pour restaurer la paix et veiller à ce que "les soldats retournent dans leurs baraquements et les officiers de police dans la rue".

La résolution adoptée à l'unanimité prévoit aussi de mettre en place des entraînements pour développer des équipes d'intervention spéciale, des unités d'enquête ou encore préparer davantage de femmes officiers à répondre aux affaires de violences sexuelles, a souligné le conseiller pour les questions de police des Nations unies Stefan Feller.

TUNISIE

Le parti Nidaa Tounès remporte 86 sièges au Parlement

Le parti Nidaa Tounès a remporté 86 sièges au Parlement tunisien, selon les résultats définitifs des législatives du 26 octobre en Tunisie annoncés hier par l'instance chargée des élections (ISIE). Conduit par l'ex-Premier ministre Béji Caïd Essebsi, Nidaa Tounès a remporté 86 des 217 sièges de l'Assemblée des représentants du peuple, face au parti islamiste Ennahda avec 69, a affirmé à la presse le président de l'ISIE, Chafik Sarsar.

L'Union patriotique libérale (UPL), le parti dirigé par l'homme d'affaires et président du Club africain, Slim Riahi, est arrivé en troisième position avec 16 sièges, suivi par le Front populaire, coalition de gauche et d'extrême gauche, qui a remporté 15 sièges.

L'annonce par l'ISIE des résultats définitifs des élections législatives intervient à deux jours de la présidentielle prévue demain dimanche. L'enjeu de ces élections est de doter la Tunisie d'institutions pérennes, près de quatre ans après la révolution. Outre le président sortant Moncef Marzouki, vingt-six candidats sont en lice pour le scrutin présidentiel, dont une femme -la magistrate Kalthoum Kannouni- ainsi que d'anciens ministres de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali, renversé en janvier 2011 par un soulèvement populaire après 23 ans de pouvoir.

CONFLIT SYRIEN

Une délégation gouvernementale prochainement à Moscou

Une délégation du gouvernement syrien se rendra le 26 novembre à Moscou pour rencontrer le président Vladimir Poutine et discuter de la relance des pourparlers de paix entre gouvernement et opposition syriens, a indiqué jeudi un haut responsable syrien.

«Le président Poutine recevra la délégation dirigée par le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem et la rencontre sera axée sur la relance des négociations entre les belligérants», a déclaré ce haut responsable, cité par l'AFP.

Outre M. Mouallem, la délégation comprendra notamment Bouthaina Chaabane, conseillère du président syrien, et le vice-ministre des Affaires étrangères Fayçal Moqdad.

"Le fait que M. Poutine reçoive la délégation dès son arrivée montre l'importance qu'il accorde à cette visite, car d'habitude les réunions à Moscou se tiennent avec le chef de diplomatie russe Sergueï Lavrov",



a confié la même source. "Même lors de la crise sur les armes chimiques, c'est avec M. Lavrov que les discussions avaient eu lieu", a-t-il rappelé. En septembre 2013, à la suite d'une attaque chimique près de Damas ayant fait des centaines de morts et pour laquelle le gouvernement avait été pointé du doigt par les puissances occidentales, une délégation syrienne avait annoncé depuis la Russie que le gouvernement syrien allait détruire ses armes chimiques, sous le contrôle de l'ONU.

"La rencontre de mercredi portera essentiellement sur les idées proposées par Moscou pour réunir l'Etat et «une opposition» et amorcer un premier dialogue",

a affirmé de son côté Waddah Abed Rabbo, rédacteur en chef du quotidien syrien *al-Watan*, cité par la même agence.

Ce dialogue est "censé relancer le processus politique interrompu à Genève", a-t-il ajouté. "Il ne s'agit pas d'un plan russe pour le moment. Ce ne sont que des idées pour relancer le processus. Elles doivent être étudiées avec les Syriens avant la mise en place d'un plan qui obtiendrait l'aval des Nations unies", a précisé M. Abed Rabbo.

Des pourparlers en janvier et février, dits "Genève II", entre le gouvernement et l'opposition syrien avaient tourné à un "dialogue de sourds".

UKRAINE

Kiev accuse la Russie d'avoir effectué des tirs d'artillerie sur le territoire ukrainien

L'Ukraine a accusé hier la Russie d'avoir effectué des tirs d'artillerie contre l'Est de son territoire, pour la première fois depuis le cessez-le-feu conclu en septembre mais aujourd'hui moribond. "Pour la première fois depuis les accords de Minsk, des tirs en provenance de la Fédération russe contre le territoire ukrainien ont repris", a indiqué le porte-parole militaire Andrii Lyssenko, selon lequel des tirs d'artillerie ont notamment visé une localité dans la région ukrainienne de Lougansk. "La Russie ne tente même pas de respecter les ac-

cords de Minsk (qui ont servi de base pour le cessez-le-feu, ndlr). Elle continue d'armer les rebelles et d'envoyer ses troupes régulières" dans l'Est séparatiste prorusse de l'Ukraine, a affirmé M. Lyssenko. Il a par ailleurs ajouté que les rebelles avaient "intensifié considérablement" leurs tirs près du port stratégique de Marioupol, au bord de la mer d'Azov. Les insurgés ont dans le passé désigné cette ville stratégique, dernière grosse localité de la région sous contrôle de Kiev, comme leur prochaine cible.

MERKEL :

« La sécurité de l'Europe ne peut être assurée qu'avec la Russie »

La chancelière allemande, Angela Merkel a affirmé, jeudi à Krzyzowa dans le sud-ouest de la Pologne, que la sécurité de l'Europe ne peut être assurée qu'avec la Russie.

"Nous sommes conscients que la sécurité de l'Europe à moyen et à long terme ne peut être assurée qu'avec la Russie. Les sanctions ne sont pas un but en soi, sauf là où elles sont inévitables. Nous tenons au dialogue avec la Russie", a dit M^{me} Merkel lors d'une rencontre avec la première ministre polonaise M^{me} Ewa Kopacz, à l'issue de laquelle



elles ont inauguré une exposition marquant le 25^e anniversaire de la réconciliation germano-polonaise.

La chancelière allemande a plaidé, à ce propos, en faveur de la poursuite du dialogue avec la Russie à propos de la crise ukrainienne, ajoutant que c'est primordial pour la sécurité européenne.

Le 5 septembre dernier, les autorités de Kiev ont signé à Minsk un accord de cessez-le-feu avec les républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk, mais les deux parties s'accusent mutuellement de violer le cessez-le-feu.

IRAK

Nouvel assaut de l'Ei pour prendre la ville de Ramadi

Les éléments de l'organisation autoproclamée "Etat islamique" (Daech) ont lancé hier une nouvelle offensive pour prendre la totalité de la ville irakienne de Ramadi, à une centaine de km à l'ouest de Bagdad, selon des sources de sécurité.

Le groupe extrémiste contrôle certains quartiers de Ramadi et le nouvel assaut vise à s'emparer du centre de la ville située dans la province à majorité sunnite d'Al-Anbar conquise en grande partie par le groupe Daech.

Alors que le centre-ville était visé par des tirs de mortier des combattants extrémistes, des affrontements ont éclaté tout autour de Ramadi. L'une des dernières zones urbaines encore partiellement sous le contrôle des autorités à Al-Anbar.

"L'Ei a lancé une attaque surprise depuis quatre secteurs: le nord, l'ouest, l'est et le sud", a expliqué un lieutenant de police en précisant que les assaillants avaient notamment fait exploser des voitures piégées, ciblant les

forces de sécurité. "Des combats sont en cours autour de la ville, une série d'attaques au mortier a visé des secteurs à l'intérieur, notamment le bâtiment du conseil provincial et un poste de police", a-t-il ajouté. "Les forces de sécurité ont besoin d'aide. Nous n'avons pas encore reçu de soutien de l'armée de l'air ou (des avions de) la coalition internationale" menée par les Etats-Unis, a déploré un membre du conseil provincial, Azzal al-Fahdawi.

APS

NUCLÉAIRE IRANIEN

Ban Ki-moon :

«Les négociateurs doivent faire preuve de sagesse pour un accord consensuel»

Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé jeudi l'ensemble des participants aux pourparlers sur le programme nucléaire iranien "à faire preuve de souplesse, sagesse et de détermination" pour pouvoir parvenir un accord consensuel.

S'exprimant via une déclaration à l'occasion de la reprise des pourparlers entre le groupe P5 + 1, comprenant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie), plus l'Allemagne, et la République islamique d'Iran, M. Ban a émis son souhait de "conclure un accord mutuellement acceptable et global à même de rétablir la confiance dans la nature pacifique du programme nucléaire de l'Iran".

Le SG de l'ONU "est convaincu qu'un tel accord peut contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité régionale et internationale à un moment où la coopération internationale est nécessaire, peut-être plus que jamais" indique la déclaration.

Téhéran exploite des milliers de centrifugeuses susceptibles de fournir la matière première pour des bombes atomiques. Sur cette base, les occidentaux et Israël accusent depuis 2002 l'Iran de vouloir se doter de la bombe atomique sous couvert d'un programme nucléaire civil, ce que Téhéran dément catégoriquement. L'Iran réclame la



levée des lourdes sanctions qui étouffent son économie, tandis que les grandes puissances exigent qu'il limite ses capacités nucléaires de façon à rendre l'option militaire impossible.

Les négociations sur le nucléaire iranien ont repris mardi 18 novembre à Vienne pour tenter d'aboutir à un compromis final avant le 24 novembre. Cette date butoir avait été fixée par l'accord intérimaire conclu il y a un an à Genève. Un accord ouvrirait la voie à une normalisation des relations avec l'Iran et rendrait possible des coopérations, notamment face aux crises en Irak et en Syrie.

Lavrov : «Tous les éléments» sont réunis pour obtenir un accord»

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a estimé vendredi que «tous les éléments» étaient réunis pour obtenir un accord sur le programme nucléaire iranien, appelant à trouver un compromis lors des négociations en cours à Vienne. «Tous les éléments sont sur la table et il est désormais du ressort des diplomates de les agencer correctement», a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse, à l'issue d'un entretien à Moscou avec son homologue saoudien, le prince Saoud al-Faycal. Le ministre a appelé les négociateurs de l'Iran et du groupe «5+1» réunis à Vienne à montrer «de la volonté politique pour que le résultat soit fondé sur l'équilibre des intérêts et non sur la volonté d'obtenir quelque chose à la dernière minute au-delà de ce qui est réalisable». «Je présume que le bon sens et l'envie de parvenir à un compromis sur ce problème de longue date vont prévaloir», a-t-il ajouté. Le vice-ministre des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, à la tête de la délégation russe à Vienne, avait dénoncé jeudi des négociations se déroulant «dans un climat de forte tension», avertissant que «s'il n'y avait pas un nouvel élan, un accord sera très difficile à obtenir». Après de longs mois de négociation intensive sur le programme nucléaire iranien, les positions paraissent vendredi s'être rapprochées sur de nombreux points. Mais deux divergences majeures subsistent entre l'Iran et les pays du «5+1» (Chine, Etats-Unis, France, Russie, Royaume-Uni et Allemagne), qui se sont donnés jusqu'à lundi 24 novembre pour conclure un accord. Les «5+1» souhaitent que Téhéran réduise fortement sa capacité d'enrichissement d'uranium, afin de limiter le risque qu'elle puisse se doter de l'arme atomique. L'Iran exige en revanche de conserver, et même d'amplifier cette capacité, dont le pays dit avoir besoin pour alimenter ses futures centrales nucléaires.

Zarif envisage d'aller à Téhéran pour consultation

Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif envisage de quitter vendredi la négociation nucléaire en cours à Vienne pour se rendre en consultation à Téhéran, a indiqué une source iranienne proche des négociations. «Zarif se rendra peut-être ce soir à Téhéran pour consultations», a déclaré cette source, alors que la discussion d'un accord historique est entrée dans sa phase la plus cruciale. Après de longs mois de négociation intensive sur le programme nucléaire iranien, les positions paraissent vendredi s'être rapprochées sur de nombreux points. Mais deux divergences majeures subsistent entre l'Iran et les pays du «5+1» (Chine, Etats-Unis, France, Russie, Royaume-Uni et Allemagne), qui se sont donnés jusqu'à lundi 24 novembre pour conclure un accord. Les «5+1» souhaitent que la République islamique réduise fortement sa capacité d'enrichissement d'uranium, afin de limiter le risque qu'elle puisse se doter de l'arme atomique. L'Iran exige en revanche de conserver, et même d'amplifier cette capacité, dont le pays dit avoir besoin pour alimenter ses futures centrales nucléaires.

PROGRAMME DU JOUR

TF1

06:05 Gaspard et Lisa
06:20 Franklin
06:30 TFou
08:30 Téléshopping samedi
10:15 L'affiche de la semaine
10:30 Nos chers voisins
11:00 Tous ensemble
11:55 Petits plats en équilibre
12:00 Les douze coups de midi
12:50 L'affiche du jour
13:00 Journal
13:40 Petits plats en équilibre
13:45 Météo
13:55 Joséphine, ange gardien
15:15 L'ombre du harcèlement
17:05 Tous ensemble
17:55 50mn Inside
19:10 50mn Inside
19:50 Là où je t'emmènerai
19:55 Météo
20:00 Journal
20:30 Du côté de chez vous
20:35 Tirage du Loto
20:40 Météo
20:45 Nos chers voisins
20:55 Danse avec les stars
23:25 Danse avec les stars, la suite

2

06:05 Coeur Océan
06:30 Coeur Océan
06:55 Journal
07:00 Télématin
10:00 Thé ou café
10:50 Motus
11:20 Les Z'amours
11:55 Tout le monde veut prendre sa place
12:40 Point route
12:50 Météo 2
13:00 Journal
13:20 13h15, le samedi...
13:50 Météo 2
13:55 Des droits pour grandir
14:00 Mon Envoyé spécial
14:45 Faites entrer l'accusé
15:00 Tennis
18:55 Mot de passe
19:25 Mot de passe
19:55 Météo 2
20:00 Journal
20:40 Parents mode d'emploi
20:45 Qui m'aime m'écoute
21:00 France / Argentine
Rugby. Test-match 2014.
23:05 On n'est pas couché

3

06:00 EuroNews
06:35 Viva Piñata
06:46 Les Podcats
07:01 Les Tortues Ninja
07:27 Les Tortues Ninja
07:54 Super 4
08:06 Super 4
08:22 Scooby-Doo s
09:41 Titeuf
09:48 Titeuf
10:01 Les lapins crétins : invasion
10:14 invasion
10:26 invasion
10:32 invasion
10:39 invasion
10:50 LoliRock
11:13 C'est bon !

11:15 Expression directe
11:20 Consom'ag
11:25 Météo
11:30 La voix est libre
12:00 Journal régional
12:25 Journal national
12:55 30 millions d'amis
13:25 Les grands du rire
15:00 En course sur France 3
15:25 14-18, au-delà de la guerre
16:10 Des chiffres et des lettres
16:45 Expression directe
16:50 Un livre toujours
17:00 Les carnets de Julie
17:55 Questions pour un champion
18:35 Avenue de l'Europe
19:00 19/20 : Journal régional
19:30 19/20 : Journal national
19:58 Météo
20:00 Tout le sport
20:15 Météo régionale
20:20 Zorro
20:45 Commissaire Magellan
22:25 Météo
22:30 Soir 3
22:50 Mon ami Pierrot

CANAL+

06:30 The Big Bang Theory
06:50 The Big Bang Theory
07:10 Les Guignols de l'info
07:20 Zapping
07:25 Le petit journal
07:55 Habillé(e)s pour 30 ans
09:30 Il était temps
11:25 Album de la semaine
11:55 Importantissime, les coulisses de l'émission
12:00 La météo
12:05 Le petit journal de la semaine
12:40 Bref
12:45 Le tube
13:45 L'effet papillon
14:05 Gravity
14:05 La boîte à musique des Guignols
15:35 Le Hobbit : la désolation de Smaug
16:45 Avant-match
17:00 Bastia / Lyon
18:55 Samedi sport
19:00 Le JT
19:10 Salut les Terriens !
20:25 Made in Groland
20:53 A propos du film
20:55 Snowpiercer : le Transperce-neige
23:00 Jour de foot
23:55 Prisoners

M

06:00 M6 Music
08:15 M6 boutique
10:30 Cinésix
10:40 Les reines du shopping, l'intégrale
12:40 Météo
12:45 Le 12.45
13:05 Scènes de ménages
13:55 Il n'est jamais trop tard
16:10 Le meilleur pâtissier
18:35 Vu à la télé
19:40 Météo
19:45 Le 19.45
20:10 Scènes de ménages
20:50 NCIS : Los Angeles
21:40 NCIS : Los Angeles
22:35 NCIS : Los Angeles
23:25 NCIS : Los Angeles

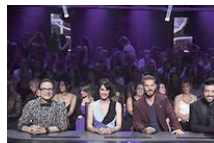
La sélection

TF1

20h55

DANSE AVEC LES STARS -

LA DEMI-FINALE : LES BANDES-ANNONCES



danse, les prestations de ce soir sont toujours évaluées par le jury, composé de Marie-Claude Pietragalla, M. Pokora.

L'étau se resserre pour les apprentis danseurs puisqu'ils ne sont plus que quatre en lice, et aux portes de la finale. Si au fil des semaines, certains candidats ont fait preuve d'un talent étonnant et occupent désormais la position de favoris, le vote du public est parfois surprenant ; et il est bien difficile de savoir qui sera encore présent à ce stade de la compétition. Sur la piste de

2

20h45

FRANCE / ARGENTINE -

RUGBY. TEST-MATCH 2014.



Cette tournée automnale qui s'achève avec cette troisième et dernière rencontre doit permettre aux Bleus de trouver leurs repères et de mettre en place leur jeu avant une année 2015 qui s'annonce chargée, avec le tournoi des VI Nations, et la coupe du Monde organisée en Angleterre et au Pays de Galles (du 18 septembre au 31 octobre). Le XV de France, emmené notamment par Mathieu Bastareaud et Wesley Fofana défie les Pumas, une formation physique et difficile à déstabiliser.

3

20h45

COMMISSAIRE MAGELLAN
ÉPISODE 17 -

Héritière d'une cristallerie de prestige, Camille Delattre participe à une fête organisée par Boris, son frère aîné. La jeune femme veut renouer les liens avec sa famille après un long exil aux États-Unis. Le lendemain, elle est retrouvée morte. Elle a été défenestrée dans le manoir familial. La tête d'une statuette en cristal est retrouvée dans sa main. Magellan est persuadé que sa mort est liée aux véritables raisons de son retour à Saignac.

CANAL+

20h55

SNOWPIERCER :
LE TRANSPERCENEIGE

Au XXI^e siècle, l'utilisation d'un gaz, le CW7, censé contrer le réchauffement climatique a plongé la Terre dans une longue ère glaciaire, provoquant quasiment l'extinction de l'humanité. Les derniers survivants vivent dans un train, divisé en plusieurs classes. En queue de train, les déclassés vivent dans des conditions misérables, surveillés par d'impitoyables gardiens tandis qu'en tête, on trouve les classes aisées. Mais parmi les démunis, Edgar et Curtis tentent de traverser le train.



M

20h50

NCIS : LOS ANGELES (SÉRIE TV)

20h50 (50 mn) Jour zéro
Saison 5 - Episode 18 sur 24

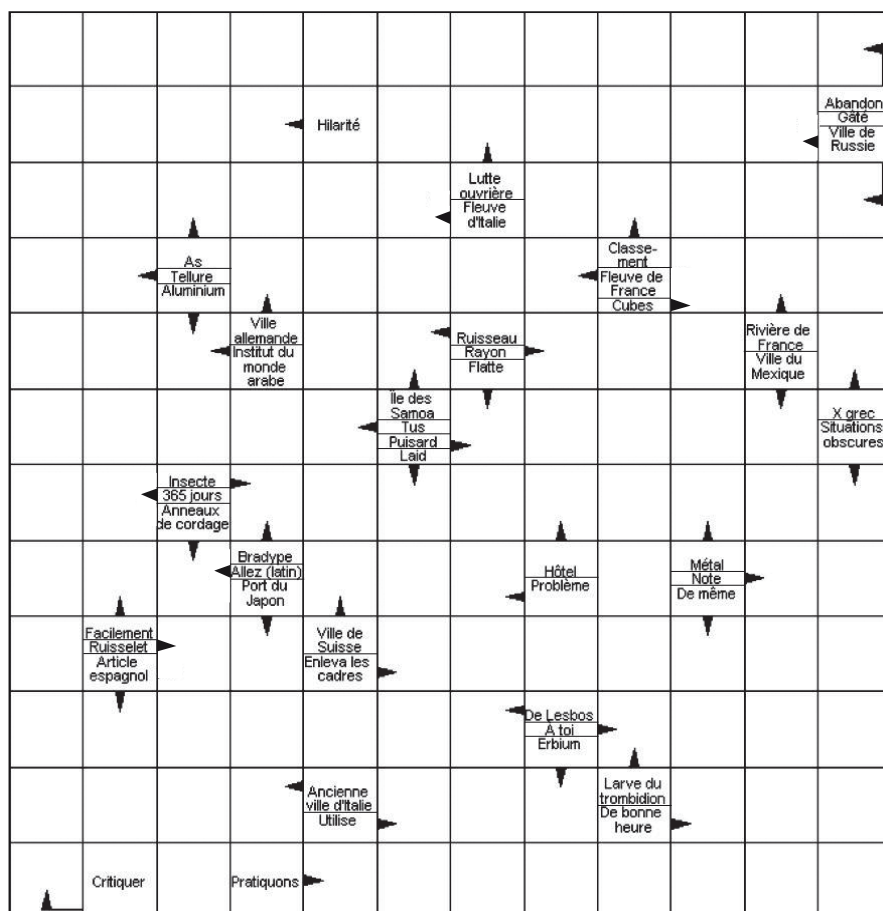
21h40 (55 mn) Lokhaya
Saison 4 - Episode 16 sur 24

22h35 (50 mn) Partenaires particuliers
Saison 4 - Episode 17 sur 24

L'équipe enquête sur l'assassinat d'un tueur dont le corps a été retrouvé sur un banc. Son front a été tatoué d'un code utilisé par les prisonniers russes.



Mots fléchés n°782



Proverbes

Le peureux fait peu.

Proverbe algérien

Le silence est plus fort que la connaissance.

Proverbe berbère

Oublie les soucis, les soucis t'oublieront.

proverbe arabe

Il n'y a pas de fumée sans feu

Proverbe français

C'est arrivé un 22 Novembre

1629 : Richelieu devient conseiller du roi Louis XIII.

1783 : premier vol habité en Montgolfière, avec Jean-François Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes.

1806 : promulgation du décret de Berlin.

1831 : révolte des Canuts.

1836 : début du siège de Constantine.

1920 : Bloody Sunday.

1991 : élection de Boutros Boutros-Ghali au Secrétaire général de l'ONU.

Célébrations :

- Journée internationale de la télévision.

- World Hello Day, initiative d'universitaires américains lancée lors de la Guerre des six jours en 1973 pour promouvoir la paix.

- Argentine : Día de la Enfermera (Journée de l'infirmière).

- Bangladesh : Journée des forces armées.

- Bosnie-Herzégovine : Dan državnosti (Fête nationale).

- Brésil : Dia Nacional da Homeopatia (Journée nationale de l'homéopathie).

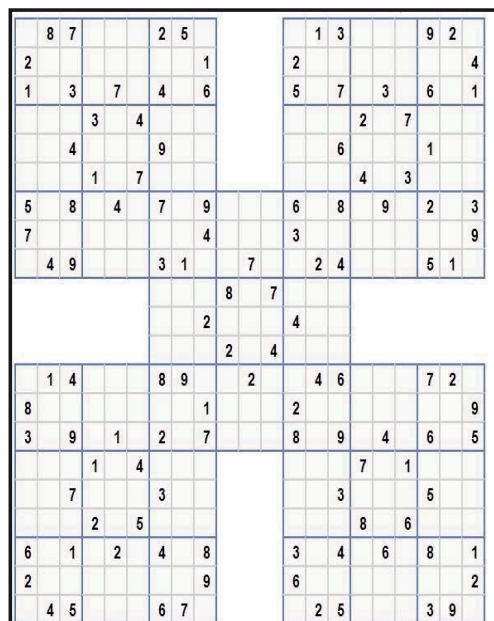
- Costa Rica : Día del Maestro (Journée du professeur)

- Venezuela : Día del Estudiante (Journée de l'étudiant).

Samouraï-Sudoku n°782

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq : grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



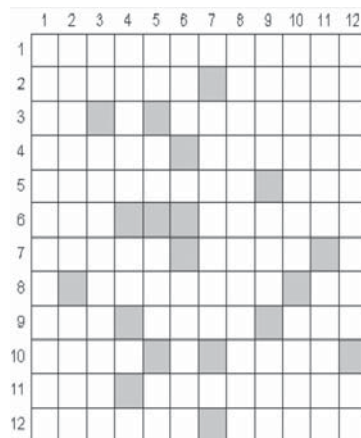
Mots croisés n°782

► Horizontalement:

1. Immunise contre un poison
2. Filet de pêche carré - Médecin américain d'origine russe
3. Largeur d'une étoffe - Tordis
4. Botaniste néerlandais - Relatif aux infractions qui peuvent frapper leurs auteurs
5. Physicien suisse puis américain, d'origine allemande - Sigle de l'angl. Human Immuno-Deficiency Virus
6. Poisson d'eau douce - Hangar
7. Qui se meut avec agilité - Fils de Sem
8. Combat, rixe à coups de poing - Titane
9. Prière catholique à la Vierge - Céder à une incitation (p.p.) - Monogramme grec de Jésus
10. Arctique - Famille princière d'Italie, Il. Solution - Ecrivain français
11. Coupée - Haler

► Verticalement:

1. Animosité
2. Plante - Unité de force électromotrice
3. Thallium - Inattendue
4. Ecrivain américain - Pron. pers.
5. Île française de l'Atlantique - Stokes - Le moi - Béryllium
6. Colère - Langue non indo-européenne parlée dans l'Antiquité
7. Torsade
8. Porteraient un coup avec violence
9. Grosse mouche - Qui n'a pas d'éclat - Service du travail obligatoire
10. Fondateur de la dynastie des Aghlabides - Aussi, de même
11. Insecte abondant près des eaux - Sujet
12. Caches qqch - Infinitif



7 erreurs



TAHMI DEVANT LE PARLEMENT : «Le ministre des Sports promet une enquête sur la gestion du complexe sportif de Béchar»

Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi a assuré jeudi à Alger lors d'une séance plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, qu'une enquête sera ouverte sur la gestion du complexe sportif de Béchar.

M. Tahmi a également affirmé, lors de son intervention, que le problème d'attribution de postes de travail au sein de cette infrastructure pour assurer notamment son entretien sera au centre de l'enquête.

Malgré sa superficie importante, le complexe sportif de Béchar n'est géré actuellement que par un personnel amoindri. Revenant sur la disponibilité des postes de travail, réclamée par le sénateur Hosni Saïdi, le ministre a indiqué que ce secteur souffre d'un manque dans le domaine

pédagogique notamment. M. Tahmi a reconnu la difficulté d'obtenir plus de postes de travail que ceux déjà prévus, vu que d'autres secteurs, non moins importants, demandent à obtenir d'avantage de postes de travail.

Répondant à une autre question, celle du sénateur Abdelkader Kaci, sur les actions que compte prendre le ministère pour améliorer l'exploitation des nouvelles piscines dans la wilaya de Bouira, offrir les postes budgétaires nécessaires, et accroître le budget de gestion, le ministre a assuré que le déficit en matière d'encadrement sera résolu prochainement. "93 diplômés en sport sont sur les portes de décrocher leur titre (premier trimestre 2015), dont 68 spécialistes en natation qui seront appelés à travailler au niveau de ses piscines", a déclaré Tahmi.

Sur l'augmentation du budget alloué à leur gestion, le premier responsable du sport algérien a fait savoir qu'il n'y a pas lieu



d'augmenter le budget vu que le problème réside dans la faiblesse de gestion et le manque d'exploitation de ses infrastructures.

"Vu que ces piscines ont été

inaugurées récemment, l'enveloppe financière pour leur gestion n'a pas été prévue dans le budget 2014.

La wilaya de Bouira a bénéfi-

cié cette année de 14 postes budgétaires, auxquels s'ajoutent 17 cadres diplômés des instituts de l'enseignement supérieure", a ajouté Tahmi.

BEACH VOLLEY

Paire Chabou et Ben Bouali décroche de la 24^e étape

Le beau sable de la plage Bahdja dans la commune de Aïn Benian sera ce jour 22 novembre 2014 entre 11h30 jusqu'à 16h30 le théâtre de la 25^e étape du 1^{er} Circuit Open de Beach-volley masculin (2x2) organisé par la Ligue algéroise de volley-ball (LAVB) en partenariat avec les communes du littoral, la direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger (Djsl) et avec le concours de Ital-Crem et Teneryg.

Il est rappelé que jeudi 20 novembre il y a eu la domiciliation de la 24^e étape sur la plage Sirène dans la commune de Bordj El-Kiffan qui a vu la nouvelle paire composée de Chakib Chabou (Danone) de Bouterdès et Mohamed Hichem Ben Bouali d'Alger battre en finale sur le score de 2 sets à 0 (21/12, 21/10) le duo de Tipasa renfermant Rostom Maroc et Mohamed Lamine Guessoum la troisième place est revenue à la doublette de Reghaïa formée Foudi et Mohamed Mahmoudi. La finale de cette 24^e étape a été rehaussée par la présence du vice président de la ligue d'Alger de volley à savoir Nacer Mustapha et les membres de la commission Djilali Neggazi Omar Zanoun et Abdellah Guessoum qui ont remis la trophée et des diplômes aux lauréats ayant décroché des places sur le podium dans une atmosphère très conviviale et pleine de fair-play. Il est à souligner que ce 1^{er} circuit de la wilaya d'Alger 2014 entre dans le cadre du développement de cette discipline du volley-ball sur sable admise aux Jeux olympiques en 1996 à Atlanta (USA) qui est vite devenue populaire où les athlètes doivent prendre en compte trois autres variables : le sable, le soleil et le vent.

CYCLISME / COURSE RÉGIONALE Les coureurs de l'USPC Oran s'illustrent

Les coureurs du club de l'USPC Oran se sont distingués lors de la course cycliste régionale, disputée hier sur le circuit de Bousfer-village à Oran.

Chez les seniors qui ont concouru sur une distance de 64 km, en 4 tours, la palme est revenue au coureur Farhaoui Walid de l'USPC Oran qui a dominé l'épreuve devant ses coéquipiers Chelaghem Abdelaziz et Labdi Hocine.

Dans la catégorie des juniors, qui ont couru la même distance, la première place est revenue à Bouhada Youcef d'ASPTT Oran, suivi par Ghaïem Gherabou du même club et Akhel Amine de l'USPC Oran.

Chez les cadets, sur



une distance de 48 km, la rivalité entre les coureurs des différents clubs s'est terminée, après une échappée au 1^{er} tour, en faveur de Hamza Reguig de Oued Tlélat devant Belhamadi Aymen du même club et Smahi Kamel Eddine de

Aymen du Vélo club d'El Malah, qui remporta l'épreuve devant Bouhida Sofiane d'El Malah et Belasri Amine du Club de Oued Tlélat.

Cette compétition, qui a enregistré la participation de 74 coureurs issus d'une dizaine de clubs des différentes catégories, représentant trois wilayas de l'ouest du pays, à savoir: Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès, Oran, a été qualifiée d'un bon niveau technique par les organisateurs. Ce rendez-vous sportif a été clôturé par une cérémonie de remise de prix et de cadeaux aux lauréats, en présence des représentants de la direction de la jeunesse et des sports d'Oran.

APS

S o l u t i o n

Sudoku N°781

6	7	3	2	4	9	1	5	8
1	8	2	3	5	7	4	6	9
4	5	9	8	1	6	7	2	3
2	6	7	5	3	4	8	9	1
5	3	1	7	9	8	6	4	2
9	4	8	6	2	1	3	7	5
7	2	5	4	8	3	9	1	6
3	9	4	1	6	2	5	8	7
8	1	6	9	7	5	2	3	4
5	6	1	7	9	8	3	4	2
9	3	8	4	5	2	6	7	1
4	2	7	1	6	3	8	9	5
7	1	5	6	2	9	4	8	3
2	9	3	8	7	4	1	5	6
8	4	6	3	1	5	9	2	7
3	7	4	2	8	6	5	1	9
6	5	2	9	4	1	7	3	8
1	8	9	5	3	7	2	6	4

Mots Croisés N°781

CARQUEIRANNE
ODEURS■EMEUT
NICEE■AVINEE
CRUSTACE■N■T
IE■TERTIAIRE
L■UER■ALI■AM
IMBUES■LONGE
AGAR■ABELEN
B■C■CHARI■AT
US■CHALE■UN■
LISIER■NANTI
ECU■FACTURER

Mots Fléchés N°781

POISSONNERIE
■MI■ACIERIES
OBIS■TAURE■P
BR■EPEIRE■AI
EAUX■TSARINE
IGNES■EL■N■G
SEISTAN■ETEL
SUR■ESTACADE
ASIE■P■SUCER
NEOTIES■T■I
C■NA■R■ELEVE
ESSUYER■USA■

Fékir ne compte pas répondre favorablement à une éventuelle convocation des Verts

Le milieu de terrain de l'Olympique Lyonnais, Nabil Fékir, titulaire de la double nationalité, algérienne et française, ne compte pas répondre favorablement à une éventuelle convocation des "Verts" en prévision de la CAN-2015, en Guinée Equatoriale, même en étant conscient qu'en ce moment, il ne revêt pas un grand intérêt pour les "Bleus" a annoncé le père du joueur.

"Pour l'heure, Nabil veut se concentrer uniquement sur l'OL. C'est le club de son cœur et tout ce qu'il veut actuellement, c'est accomplir une saison pleine avec les Gones" a expliqué Mohamed Fékir dans une déclaration au journal *Le Progrès*.

"Je suis né et j'ai grandi en Algérie. Je serai donc très fier si Nabil choisit de jouer pour les Verts. Mais c'est lui qui décidera et il se trouve que pour l'heure, il n'y pense plus. Même nous à la maison, nous évitons d'évoquer le sujet" a poursuivi le paternel de Fékir, considéré également comme un des plus proches conseillers du milieu terrain Lyonnais.

Fékir (21 ans) auteur d'un bon début de saison avec l'OL (Six buts en dix matchs de Ligue 1) n'avait pas été retenu par le sélectionneur de l'équipe de France espoirs, Pierre Mankowski, lors des deux derniers matchs amicaux des "Bleuets", disputés les 13 et 17 novembre contre l'Italie et l'Angleterre, alors qu'il faisait partie du groupe lors des barrages de l'Euro-2015 contre la Suède.

De son côté, le sélectionneur de l'équipe d'Algérie, Christian Gourcuff, avait indiqué en octobre dernier que la balle est dans le camp du joueur. "Je connais Nabil Fékir. C'est un bon élément qui a des qualités. Je l'ai rencontré en août dernier, à Lyon, et je l'ai même eu au téléphone plus tard.

Il est donc parfaitement au courant qu'on s'intéresse à lui. Maintenant, je pense que la balle est dans son camp", a déclaré le coach des Verts.

Fékir, partagé entre l'Algérie et la France semble vouloir éviter de trancher son avenir international dans la précipitation. Il préfère commencer par se consacrer à son club, en attendant d'y voir plus clair entre les Bleus et les Verts.



CAN-2015 (QUALIFICATIONS) Les Verts pensent déjà à la Guinée équatoriale

La sélection algérienne de football a bouclé mercredi sa campagne qualificative à la coupe d'Afrique des nations CAN-2015 par une défaite à Bamako face au Mali (2-0), avec un bilan édifiant de cinq victoires sur six matchs, ce qui place l'Algérie dans la peau d'un favori lors du tournoi équato-guinéen.



Face à une équipe malienne dos au mur et qui jouait sa qualification, les Verts, avec une composante remaniée, ont laissé l'occasion passer de réaliser un carton plein (six victoires), ce qui devait constituer une première historique dans l'histoire du football national.

Ayant réussi à préserver la dynamique enclenchée depuis le Mondial-2014 au Brésil, le coach national Christian Gourcuff, vient en effet de réussir, de la plus belle des manières, son premier objectif avec l'équipe nationale, en attendant la prochaine CAN, qui verra l'Algérie l'aborder dans la peau d'un des favoris en puissance. Seule fausse note au tableau, cette défaite en terre malienne, essuyée dans un match où le Onze national a été peu créatif et souvent dominé dans le jeu avec certains joueurs qui, de l'avis de tous, n'ont rien montré sur le terrain.

«Nous avons arraché notre qualification un peu rapidement, mais terminer les éliminatoires avec une défaite, ça gâche un peu la fête. Maintenant, nous devons voir devant, c'est-à-dire ce tournoi continental qui se profile à l'horizon», a indiqué Gourcuff à l'issue de la partie face aux «Aigles».

Côté chiffres, avec son fameux schéma classique 4-4-2, Christian Gourcuff, adepte du jeu offensif, a permis à l'équipe algérienne de se placer parmi les sélections les plus efficaces offensivement lors de ces qualifications avec 11 buts inscrits en six rencontres, soit la

moyenne de 1,83 but/match.

Sur le plan défensif, la sélection nationale a encaissé quatre buts seulement, ce qui fait d'elle la deuxième meilleure défense des qualifications, conjointement avec le Burkina Faso et le Gabon, et derrière le Cameroun, meilleure défense avec un petit but encaissé.

Même s'il a refusé l'idée au départ de «révolutionner» l'équipe, le coach breton a trouvé la bonne formule pour réussir le saut transitoire, en témoigne l'état d'esprit toujours intact des joueurs, solides et assoiffés de victoire.

En Guinée équatoriale, l'équipe nationale aura à cœur de confirmer et surtout assumer son nouveau statut d'un ténor africain, en compagnie des habitués prétendants, à l'image de la Côte d'Ivoire et du Cameroun, mais en l'absence du Nigeria, tenant du trophée éliminé sans gloire sur la route de la CAN.

A un mois et 27 jours du coup d'envoi de la 30e édition, l'équipe nationale plongera bientôt dans le vif du sujet et la préparation effective de ce tournoi, qui commence à tenir en haleine tout un peuple, après l'échec cuisant subi lors de la précédente CAN-2013 en Afrique du Sud, sous la houlette de Wahid Halilhodjic, avec une élimination dès le premier tour de la compétition.

D'ici là, les Verts seront fixés sur leurs trois adversaires de la phase de poules de la CAN, le 3 décembre prochain, à l'occasion du tirage au sort prévu à Malabo.

La défaite face au Mali "un mal pour un bien", estime Bougherra

Le capitaine de la sélection algérienne de football, Madjid Bougherra, a estimé que la défaite des Verts sur le terrain du Mali (2-0) mercredi dernier dans le cadre de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2015) est tombée à point nommé pour se remettre en question. "C'était un bon test pour nous, ça a donné une idée aux joueurs de ce qu'il va se passer en Coupe d'Afrique. C'est un mal pour un bien", a déclaré le

défenseur central d'Al-Foudjairah (EAU) à la presse algérienne au retour de l'équipe de Bamako. Il s'agit de la première défaite des protégés de l'entraîneur français, Christian Gourcuff, dans les éliminatoires de la CAN-2015 qui aura finalement lieu en Guinée Equatoriale en remplacement du Maroc, après avoir enchaîné cinq victoires en autant de matchs. "Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas perdu. Ça va nous remettre dans le droit chemin

comme on dit", a assuré Bougherra, qui a participé seulement à une vingtaine de minutes dans les éliminatoires lorsqu'il a remplacé, Rafik Halliche, face à l'Ethiopie (victoire 3-1) samedi dernier au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

Le joueur de 32 ans faisait, pour la circonstance, sa dernière apparition officielle à domicile avec le maillot national. Il a décidé de prendre sa retraite internationale après la prochaine CAN (17 janvier-8 février).

Lacen : «Oublier le passé et bien se préparer pour la CAN-2015»

Le milieu de terrain de l'équipe algérienne de football, Medhi Lacen, a indiqué que le plus important désormais était de bien se préparer pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 en Guinée équatoriale, après la clôture de la campagne qualificative qui a vu les Verts s'incliner à Bamako face au Mali (2-0).

«Le bilan de ces qualifications est plus que positif avec cinq victoires en six matchs, nous devons apprendre de nos erreurs. Je pense que les conditions à la prochaine CAN seront pratiquement les mêmes qu'au Mali. Il faut se remettre en question, oublier le passé et bien se préparer pour la CAN», a affirmé le joueur de Gétafe à l'issue de la partie.

Avec 15 points au compteur, l'Algérie a terminé leader de son groupe devant le Mali (9 points), l'autre qualifié pour la CAN. Le Malawi a terminé 3e (7 pts) alors que l'Ethiopie a fermé la marche (4 pts).

Appelé à expliquer cette défaite face aux «Aigles», le vice-capitaine de la sélection évoque un «non match» : «Nous n'avons pas bien lu le match, nous avons échoué dans les duels, nous nous sommes fait marcher dessus. Nous avons eu peu d'occasions. Nous assumons ce revers. C'était un match difficile face à une bonne équipe malienne à qui revient le mérite d'avoir fait le jeu».

Pour Lacen, le turnover adopté par le coach national, Christian Gourcuff, qui a aligné un onze inédit, ne constitue pas la raison de ce revers.

«Tout le monde est là pour jouer, je ne pense pas que cette défaite est due aux nombreux changements apportés. Les conditions nous ont été défavorables, ce qui est à mon sens l'une des raisons de cette défaite».

Les Verts seront fixés sur leurs trois adversaires de la phase de poules de la CAN, le 3 décembre prochain, à l'occasion du tirage au sort prévu à Malabo.



EQUIPE TYPE DE LA SEMAINE

L'Algérien Yacine Brahimi parmi les onze

L'international algérien, Yacine Brahimi, auteur d'un excellent début de saison avec son club le FC Porto et la sélection algérienne, s'est fait une place de choix parmi les onze meilleurs joueurs de la semaine évoluant en Europe, suivant le classement hebdomadaire de la FIFA.

L'Algérien a intégré cette équipe, appelée «Ultimate Teams», grâce aux 79 points qu'il a récoltés et qui le placent juste derrière le Madrilène, Isco (84 points) et les deux «flèches» du Bayern Munich, Arjen Robben et Xherdan Shaqiri, respectivement avec 92 et 81 points.

La meilleure défense de la semaine, selon le même sondage Fifa, se compose de Raphaël Guerreiro (FC Lorient) avec 74 points, Kamil Glik (Torino) avec 80 points, Havard Nordtveit (Borussia M'gladbach) avec 77 points

et James Chester (Hull City) avec 73 points.

Le portier de Cardiff City, David Marshall, a ravi la vedette à ses concurrents en totalisant 77 points, tandis que Danny Welbeck (Arsenal) Burak Yilmaz (Galatasaray) trônent au classement des meilleurs buteurs de la semaine, respectivement avec 80 et 79 points.

Yacine Brahimi (24 ans) était remplaçant avec les Verts, mercredi soir à Bamako, pour le compte de la 6e journée des qualifications à la CAN-2015.

Le sélectionneur Christian Gourcuff ne l'a incorporé en jeu qu'en 2e mi-temps, mais son apport n'a rien changé au score, resté de deux buts à zéro en faveur des Aigles, jusqu'au coup de sifflet final.

APS



LIGUE 1 MOBILIS (11^E JOURNÉE)

Le championnat reprend avec du suspense garanti aux deux extrémités du classement

La onzième journée du championnat d'Algérie de Ligue 1 Mobilis de football prévue hier et aujourd'hui, propose trois affiches alléchantes, notamment le derby de la capitale entre le MC Alger et l'USM Alger qui se déroulera à huis clos, tandis que les deux autres chocs, MOB-JSK et ESS-USMH s'annoncent palpitants et explosifs.

Le derby algérois entre les deux rivaux de toujours, le MC Alger et l'USM Alger tombe mal pour les Verts et Rouge, lesquels traversent une période difficile avec une série de résultats négatifs dont le dernier en date, une défaite face au CR Belouizdad qui a poussé la direction du club à se séparer de l'entraîneur Boualem Charef, qui devrait être remplacé par le Portugais Artur Jorge.

Derniers du championnat avec 9 points en 10 matchs disputés, les coéquipiers de Karaoui sont désormais dos au mur et condamnés à réagir contre les Usmistes pour endiguer cette série noire. Le coach intérimaire Boualem Laroum a mis l'accent durant cette semaine sur l'aspect mental pour remobiliser sa troupe en vue de la confrontation de ce jour.

De son côté, l'USM Alger qui reste sur deux succès de rang qui ont propulsé les hommes d'Hubert Velud à la quatrième place au classement, tenteront d'enchaîner un nouveau succès pour rester dans le sillage des premiers et effacer également la défaite en supercoupe



contre ce même MCA. Le derby de la Kabylie entre le MO Béjaïa, l'équipe surprise de cette entame de saison et la JS Kabylie, capable du meilleur comme du pire, promettait beaucoup. Les Béjaïouis, qui ont essuyé leur première défaite de la saison face à l'USMH (2-1) lors de la précédente journée, ont renoué avec la victoire à l'occasion de la réception de la JSK (3-1). Les protégés d'Abdelkader Amrani, intraitables sur leur pelouse fétiche de l'Unité maghrébine, étaient décidés à s'imposer pour confirmer leur deuxième place.

Pourtant la JS Kabylie qui demeure sur un nul à domicile face à l'ES Sétif (1-1), elle était déterminée à remporter le prestigieux derby kabyle qui devrait attirer une affluente nombreuse. La troisième affiche de cette journée mettra aux prises, le tout nouveau champion d'Afrique l'ES Sétif et le leader de Ligue 1, l'USM El Harrach.

Les Sétifiens ont enchaîné les bons résultats depuis leur consécration africaine dont le dernier en date, une victoire en déplacement contre la JS Saoura (2-1) en match en retard. Avec deux matchs en moins, les joueurs de Kheireddine Madoui comptent bien épingler le leader harrachi pour se rapprocher un peu plus du peloton de tête.

Mais l'USM El Harrach, qui vient d'infirmer au MOB sa première défaite de la saison, ne compte pas se laisser faire. Les coéquipiers de l'excellent Abid se rendront à Sétif avec la volonté de réussir une bonne performance afin de conserver leur première place. Le MC Oran (3e) effectuera un périlleux déplacement à Bechar pour croiser le fer avec la JS Saoura qui vient d'engager l'ex-coach du MCE Eulma, le Français Denis Goavec, à la place de Khezzar dans le but de relancer l'équipe «sudiste», en quête de victoire depuis quatre journées. Le CR Belouizdad, version Alain Michel, se rendra à Oran pour affronter l'ASMO en crise de confiance, avec l'objectif de signer un troisième succès de suite.

Le NA Hussein Dey, qui partage la dernière place avec le MCA, accueillera le RC Arbaâ. Une confrontation entre deux équipes mal en point, qui ont engagé de nouveaux coachs pour espérer sortir de la zone rouge. Dans les autres matchs de la journée, l'USM Bel-Abbès accueillera le MC El-Eulma tandis que le CS Constantine, avec son nouvel entraîneur Rachid Belhout, rendra visite à l'ASO Chlef.

Le programme

Hier 21 novembre :

MO Béjaïa - JS Kabylie (3-1)

Aujourd'hui 22 novembre :

JS Saoura - MC Oran (15h00)

MC Alger - USM Alger (18h00, huis clos)

ASM Oran - CR Belouizdad (18h00)

ES Sétif - USM El Harrach (17h45)

USM Bel-Abbès - MC El-Eulma (18h00)

NA Hussein Dey - RC Arbaâ (16h00)

ASO Chlef - CS Constantine (16h00)

Classement	Pts	J
1. USM El-Harrach	18	10
2. MO Béjaïa	17	10
3. MC Oran	16	10
4. USM Alger	15	10
--. CS Constantine	15	10
6. JS Kabylie	14	10
--. MC El-Eulma	14	10
8. ASM Oran	13	10
--. USM Bel-Abbès	13	10
--. RC Arbaâ	13	10
--. CR Belouizdad	13	10
12. JS Saoura	12	10
13. ES Sétif	11	8
14. ASO Chlef	10	9
15. MC Alger	9	9
--. NA Hussein Dey	9	10

CHAMPIONNAT DE L'UNAF (U-23) ALGÉRIE
Shurmann envisage de tester des joueurs évoluant à l'étranger

L'entraîneur de la sélection algérienne olympique, Pierre-André Shurmann envisage de faire appel, pour la première fois, à des joueurs évoluant à l'étranger pour renforcer son effectif à l'occasion du championnat de l'Union du nord africain de football (UNAF) de la catégorie prévu en janvier prochain à Alger.

Le technicien suisse suit de près certains joueurs actives notamment dans des clubs français, qu'il souhaite tester lors du tournoi de l'UNAF, a appris l'APS hier auprès du staff technique de la sélection olympique.

Pierre-André Shurmann, en place depuis septembre dernier, a dirigé quatre matchs amicaux jusque là avec les Verts, soldés tous par des victoires (deux fois 1-0 sur le terrain du Qatar, 3-0 et 1-0 à domicile contre le Mali).

Au cours de ces rendez-vous, il a fait appel seulement aux joueurs évoluant dans le championnat algérien.

Avec la sélection nationale, Shurmann a pour objectif la qualification aux Jeux olympiques (JO-2016) à Rio de Janeiro (Brésil), après 26 ans d'absence.

Les coéquipiers de Abderrahmane Bourdim (USM Alger), auront d'abord à passer par les éliminatoires du championnat d'Afrique des moins de 23 ans, dont la phase finale aura lieu en fin 2015 en RD Congo, un rendez-vous qualificatif aux JO-2016.

Lors du premier championnat d'Afrique de cette catégorie déroulé en 2011 au Maroc, les Verts, sous la houlette de l'entraîneur Azeddine Aït Djoudi, avaient été éliminés dès le premier tour.

APS

La JS Saoura souhaite bénéficier d'un budget plus conséquent d'Enafor

La JS Saoura, parrainée depuis une année par l'Entreprise nationale du forage (Enafor, une filiale Sonatrach), souhaite que cette dernière revienne à la hausse le budget mis à la disposition du club de Mobilis-Ligue 1 algérienne de football, a indiqué hier son président Mohamed Djebbar. "J'estime que le budget mis à notre disposition par Enafor est loin de répondre aux exigences d'un club professionnel. Nous souhaitons que les responsables de cette société reviennent à la hausse leur contribution financière", a déclaré Djebbar à l'APS.

"Cela devient vital, surtout qu'au vu de l'emplacement géographique de notre ville Béchar, nous sommes

l'équipe qui fait les plus longs déplacements dans la saison. Il nous arrive même de passer trois nuits dans les villes où nous nous rendons pour disputer nos matchs de championnat, avec tout ce qui en découle comme grosses dépenses", a précisé le responsable de la formation du sud-ouest algérien.

La JSS, qui est à sa troisième saison parmi l'élite, a cédé au profit d'Enafor, la majorité des actions du capital de sa société sportive, après la décision de Sonatrach d'investir dans le football algérien. La firme pétrolière est devenue alors l'actionnaire majoritaire dans trois clubs. Outre la JSS, le MC Alger et le CS Constantine ont été rachetés respectivement par la société mère de So-

natrach et sa filiale, Tassili Airlines.

"J'estime que les deux autres clubs parrainés par Sonatrach bénéficient de la part de cette entreprise d'un budget de loin meilleur que le nôtre", a fait remarquer Djebbar, ajoutant que si son club continue à honorer ses engagements dans le championnat de l'élite, c'est grâce en particulier à "l'apport de ses dirigeants".

Les gars de Béchar, qui viennent d'engager l'entraîneur français, Denis Guavec, le désormais ex-driver du MC El Eulma (Ligue 1, Algérie), occupent la 12e place au classement avec 12 points, avant d'accueillir le MC Oran (3e, 16 pts) aujourd'hui pour le compte de la 11e journée de Mobilis-Ligue 1.

MONDIAL DES CLUBS-2014 / ES SÉTIF
Sofiane Younès : "Nous ne craignons personne au Maroc"

L'attaquant de l'ES Sétif, Sofiane Younès qui s'apprête à disputer la Coupe du monde des clubs 2014 du 10 au 20 décembre au Maroc, a indiqué hier que son équipe ne craint personne et qu'elle est prête pour un nouvel exploit.

"N'importe quel joueur rêve de participer à cette compétition. Nous ne craignons personne et nous allons gagner grâce à l'expérience que nous avons acquise. Nous sommes prêts pour un nouvel exploit au Maroc" a déclaré Younès au site officiel de la FIFA.

L'ES Sétif va disputer la Coupe du monde des clubs 2014, où elle côtoiera entre autres le Real Madrid, club le plus titré de l'histoire de la Ligue des champions de l'UEFA, en tant que vain-

queur de la Ligue des champions d'Afrique aux dépens de l'AS Vita Club du Congo (2-2, 1-1).

L'ancien joueur du MC Alger et de l'USM El Harrach est revenu sur son parcours exceptionnel en Ligue des champions d'Afrique. "J'ai retrouvé une seconde jeunesse avec Sétif en Ligue des champions. C'est le rêve de tout joueur de participer à cette compétition, suivie dans toute l'Afrique mais également en Europe. Ainsi, j'ai donné le maximum à l'entraînement et en matches pour faire taire les critiques", a expliqué Younès, auteur de quatre buts dans cette compétition.

Si l'effectif sétifien apparaît sur le papier hétérogène, le collectif est extrêmement soudé. "Mes buts ont été im-



portants, mais ils ne sont pas uniquement l'œuvre de Younès. Ils sont le résultat du travail de l'ensemble de mes partenaires", confirme l'attaquant de l'Aigle noir. "Il faut ajouter à cela les conseils de notre entraîneur et ses choix tactiques. Le staff médical a permis à l'ensemble des joueurs d'être au top physiquement durant toute la compétition, et le soutien moral des dirigeants nous a permis de surmonter toutes les épreuves", a-t-il dit du

haut de ses 32 ans.

Au Mondial des clubs 2014, l'équipe sétifienne entamera la compétition le 13 décembre à 16 heures à Rabat face au vainqueur du match barrage entre les Marocains du Moghreb de Tétouan et les Néo-Zélandais d'Auckland City, pour le compte des quarts de finale.

En cas de succès, les hommes de Kheireddine Madoui affronteront en demi-finale les Argentins de San Lorenzo.

Diego Costa apte

José Mourinho a confirmé ce jour que Diego Costa était totalement rétabli et donc susceptible de jouer le match de Chelsea contre West Brom, samedi. Il en est de même pour l'Allemand Andre Schurrle. Un doute plane en revanche sur la participation à ce match de Cesc Fabregas.



Le nouveau rêve de Giménez

Alors qu'il n'avait pas encore 20 ans, Christian Giménez côtoyait déjà l'élite du football mondial. Champion d'Argentine et d'Amérique du Sud en 2000 avec le fameux Boca Juniors de Carlos Bianchi, le jeune homme visait à joué la Coupe intercontinentale au Japon face au Real Madrid de Raúl, Roberto Carlos et Rigo.

Quatorze années se sont écoulées et pourtant, certaines choses n'ont pas changé. Après avoir troqué le football argentin pour le championnat du Mexique où il a effectué une glorieuse carrière, Giménez s'apprête, avec Cruz Azul, à participer au Maroc à sa troisième Coupe du Monde des Clubs de la FIFA, dans une édition 2014 à laquelle participera également un certain... Real Madrid.

C'est dans une équipe de Boca où brillaient Juan Román Riquelme, Martín Palermo et Guillermo Barros Schelotto que débarque, à l'aube du Tournoi de Clôture 1998, un milieu offensif prometteur arrivé du nord-est de l'Argentine pour réaliser son rêve : porter le maillot des Xeneizes. Christian Giménez a 18 ans.



Le détail physique impressionnant de Cristiano Ronaldo

Cristiano Ronaldo, c'est une qualité technique hors du commun, une frappe de balle incroyable, mais c'est aussi et surtout un physique exceptionnel. Un physique qui est évidemment une mine d'or pour les publicitaires et qui lui permet d'être un produit marketing hors normes. Mais le physique de Cristiano Ronaldo, à la base, est surtout taillé pour être plus performant sur le terrain. Et à ce titre, Cristiano Ronaldo a bâti un véritable corps d'athlète, preuve en est encore aujourd'hui avec un chiffre assez hallucinant.

En effet, selon les informations du média *Te Interesa*, Cristiano Ronaldo n'accumulerait que 7% de masse grasseuse ! Ce qui en fait un joueur hors du commun puisque les footballeurs tourneraient plutôt autour de 10-11% habituellement. A noter d'ailleurs que Cristiano Ronaldo est plus proche, avec ces chiffres, d'un marathonien dont la masse tourne autour de 5%...



Neymar se fait remonter les bretelles par le Barça après un nouveau retard

Neymar est arrivé en retard à l'entraînement du Barça de ce jeudi et s'est fait réprimander par un des préparateurs physiques du club.

Des images divulguées par le journal *AS* montrent l'attaquant se précipitant pour rejoindre une session dirigée par l'entraîneur Luis Enrique.

Le filmage dévoile que le Brésilien est arrivé en retard au bord de son Audi TT. L'ex-joueur du FC Santos devrait être mis à l'amende par son club, le coach catalan étant réputé pour son goût de la ponctualité.



Arsenal, Walcott forfait pour Manchester United, Welbeck incertain

Arsenal devra faire sans Theo Walcott face à Manchester United. L'international anglais a été annoncé officiellement forfait, pour la réception des Red Devils, par Arsène Wenger, ce vendredi matin, en conférence de presse. L'ailier, qui ne s'est pas entraîné depuis jeudi, souffre d'un problème à l'aîne. Par ailleurs, Danny Welbeck est lui fortement incertain pour cette 12e journée de Premier League. L'attaquant, qui est rentré de sélection avec une blessure à la cuisse (contractée lors d'Ecosses-Angleterre mardi dernier), va recevoir un traitement médical adapté ce vendredi. De la réussite de ce traitement dépendra sa présence sur la pelouse de l'Emirates Stadium, samedi.²

OM : Doria reste au placard

L'OM reçoit Bordeaux ce dimanche. Pour cette rencontre, Marcelo Bielsa doit faire avec plusieurs absents surtout en défense.

Romao et N'Koulou sont suspendus alors que Morel ne s'est pas suffisamment remis de sa blessure.

En attaque, Ayew est forfait, un doute subsiste concernant Alessandrini blessé face à l'Espanyol vendredi dernier.

Une petite incertitude concerne aussi Gignac. Le coach olympien a, comme à son habitude, livré la composition de son onze de départ ce vendredi en conférence de presse.



POINT DE VUE

RENCONTRE DE L'UE
AVEC DES PARTIS
POLITIQUES
Etonnant... !

Kamel Cherif

Des partis politiques algériens ont rencontré une délégation de l'Union européenne pour évoquer la... situation en Algérie! Etonnant quand on sait que l'Algérie n'est pas un pays en guerre et connaît une stabilité que lui envient d'autres pays.

Mieux encore, l'Algérie est un pays exportateur de paix et de stabilité et est considéré comme un pays stabilisateur dans la région. L'histoire retiendra que l'Algérie a toujours été sollicitée pour sa médiation dans différents conflits, entre autres le différend entre les Etats-Unis d'Amérique et Cuba dans les années soixante, le règlement du conflit irakien, la libération des otages américains en Iran, le règlement du conflit entre l'Erythrée et la Somalie et actuellement la conduite du dialogue interarmées.

L'Algérie avait même perdu un de ses talents et valeureux diplomates, en l'occurrence le ministre des Affaires étrangères Mohamed Seddik Benyahia, mort dans un crash d'avion alors qu'il était en mission pour sceller la paix entre l'Iran et l'Irak.

Il est donc étonnant que l'Algérie, dont un des principes fondamentaux consiste en le respect de la souveraineté des pays, fasse l'objet d'investigations, pour ainsi dire, de la part de l'Union européenne avec la complicité d'une partie de la classe politique. L'UE s'enquiert avec ces partis de «la crise politique en Algérie», lit-on dans des communiqués diffusés par certaines formations politiques.

Il est aussi ahurissant d'évoquer une «crise politique», sachant qu'un pays touché par une telle crise est paralysé sur le plan économique. Ce qui n'est pas le cas de l'Algérie dont les projets de développement consolident davantage le front interne du pays. Les acquis enregistrés durant la dernière décennie ont permis aux Algériens de renouer avec le développement et la croissance économiques.

L'Algérie a pu renaitre de ses cendres après une décennie de feu et de sang. Elle avait affronté seule le terrorisme au moment où des pays de l'Union européenne avaient tenté de l'isoler. Grâce au génie algérien, le pays a réussi à se relever, à la faveur notamment de la politique de la concorde et de la réconciliation nationale qui a éteint le feu de la fitna. Une fois la stabilité recouvrée, le pays a d'abord remboursé toutes ses dettes extérieures avant de se lancer dans les défis de la relance économique. Aujourd'hui, l'Algérie est un des rares sinon le seul pays qui construit et distribue autant de logements, consacrant ainsi une politique sociale inégalable sous d'autres cieux.

En ce sens, les exemples sont légion quant aux acquis dont bénéficie et jouit le peuple algérien qui a toujours manifesté son rejet de toutes formes d'ingérence car l'Algérie avait affronté seule le terrorisme au moment où des capitales occidentales abritaient des chefs terroristes. Aujourd'hui encore, l'Algérie et les Algériens refusent de subir le même sort que celui infligé à la Libye dont la situation actuelle incombe en grande partie aux pays occidentaux qui avaient parachuté des armes pour «aider le peuple libyen à faire chuter le régime de Kadhafi». A présent, les Libyens s'entre-tuent au moment où les instigateurs de cette pagaille ne s'intéressent qu'au pétrole libyen.

En ce sens, ceux qui veulent reproduire le scénario libyen en Algérie se trompent de peuple, lequel a déjà fait son choix !

ALGÉRIE- QATAR

Les experts préparent la 5^e session de la Grande commission mixte des deux pays

Les travaux du groupe d'experts algéro-qatari ont débuté hier soir à Doha (Qatar), en vue de préparer la 5^e session de la Grande commission mixte algéro-qatarie, prévue demain (23 novembre).

Les experts des deux pays s'attellent à la préparation de 15 documents (conventions, mémorandums d'entente et programmes exécutifs) avant de les soumettre, pour examen et signature, à la Grande commission mixte, présidée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal et son homologue qatari, Abdallah Ben Nasser Ben Khalifa Al-Thani, a indiqué le directeur général du département «pays arabes» au mi-



nistère des Affaires étrangères et président de la délégation algérienne, Abdelhamid Chebchoub, en marge des travaux.

Plusieurs secteurs sont représentés à ces travaux dont l'énergie, l'industrie, l'éducation, l'enseignement supérieur, les travaux publics, l'agriculture, a-t-il dit.

Les relations de coopération entre l'Algérie et le Qatar sont «privilégiées et diversifiées», a affirmé le président du groupe d'experts algériens, citant à ce titre le projet de l'usine sidérurgique de Bellara, le projet de transformation du phosphate en engrais, outre le fonds d'investissement commun algéro-qatari.

L'Algérie et le Qatar sont liés par une série de conventions signées, durant la dernière session de la commission mixte dans différents domaines dont les mines, le transport maritime, le pétrole, le gaz, l'industrie pétrochimique et l'agriculture.

DIPLOMATIE

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur du Kenya en Algérie

Le gouvernement algérien a donné son agrément à la nomination de Richard Moi Lemoshira en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du

Kenya auprès de la République algérienne démocratique et populaire, a indiqué jeudi le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

SÉCURISATION DES FRONTIÈRES, LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE, LE CRIME ORGANISÉ ET LE TERRORISME
42 contrebandiers arrêtés
● Des psychotropes et du carburant saisis

Plusieurs groupes de contrebandiers de différentes nationalités ont été arrêtés à Tamanrasset et In Guezam, des psychotropes et du carburant ont été saisis par des détachements de l'Armée nationale populaire du secteur opérationnel de Tamanrasset, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans le cadre de la sécurisation des frontières et la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement des forces de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Tamanrasset (6^e Région militaire, a intercepté aujourd'hui 20 novembre 2014, à la sortie sud de la wilaya, onze (11) contrebandiers de nationalité algérienne et a saisi deux camions, deux véhicules et 18340 comprimés psychotropes", a souligné la même source. Selon le communiqué, un autre détachement des forces combinées relevant du même secteur opérationnel, a appréhendé mercredi neuf (09) contrebandiers de nationalité algérienne et un autre de nationalité burkinabé et a saisi quatre véhicules touristiques et un véhicule tout-terrain transportant 2450 litres de carburant destiné à la contrebande.

Dans le même contexte, est-il ajouté, et suite à une patrouille de reconnaissance menée près des frontières au ni-



veau du secteur opérationnel d'In Guezam, un autre détachement a arrêté dix-neuf (19) contrebandiers de nationalité nigérienne et deux (02) autres de nationalité tchadienne.

Barrage au terrorisme

Depuis que l'armée s'est positionnée le long de toutes les frontières terrestres pour s'opposer à des incursions terroristes, elle a élargi sa mission à la lutte contre la contrebande en liaison avec les Douanes nationales. Pratiquement chaque jour, des succès sont enregistrés dans ces deux formes d'opération. Nous savons bien que le terrorisme transfrontière et la contrebande entrent dans des prestations mutuelles de service.

La contrebande n'arrive plus à «respirer» comme avant, le terrorisme se trouvant également dans la même situation. Il arrive assez souvent qu'on apprenne que les forces armées ont tendu des embuscades comme celle de ce jeudi 20 novembre 2014 à 20h 45mn et qui a permis l'élimination de deux terroristes et la récupération de leurs armes

dans la zone de Tazroute, daira de Damous par les forces armées relevant du secteur militaire opérationnel de la 1^{re} région militaire.

Le même jour les forces déployées le long des frontières terrestres pour sécuriser les frontières et en même temps lutter contre la contrebande et le crime organisé ont saisi un véhicule tout terrain et d'autres objets (6^e Région militaire).

D'autre part, les forces combinées (armée et douane) ont arrêté trois individus de nationalité nigérienne porteurs de 4 téléphones portables, une tonne de cuivre et une somme d'argent destinées à la contrebande.

Le terrorisme et la contrebande voient s'amincir leurs marges de manœuvre depuis plus particulièrement qu'est opérée une sécurisation massive des frontières. Ils vivent dans une situation de grande

insécurité et ne peuvent pas desserrer l'étreinte.

Bien que ces deux fléaux aient été très nocifs, l'envergure de leurs actions est aujourd'hui très restreinte. L'armée et les forces combinées sont arrivées à complètement dominer la «lutte» contre le terrorisme. Les interventions conjointes «armée, douanes» ont complètement changé la donne pour la contrebande.

Il n'y a plus de menace de grande envergure, mais ce n'est pas pour autant que la mobilisation permanente va connaître une pause...

D.N.